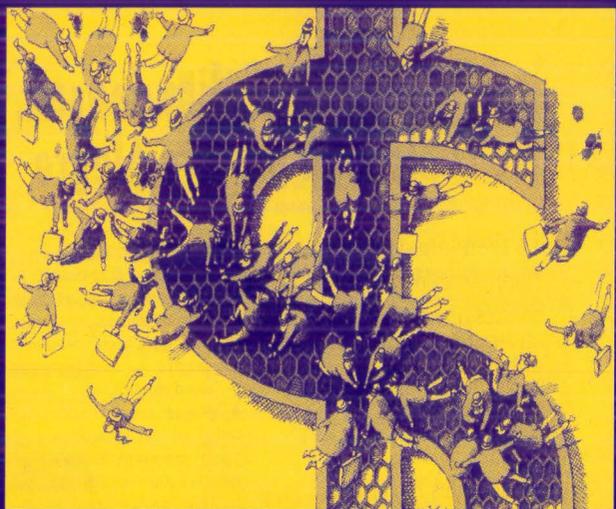


● correspondance de presse internationale
inprecor



ALGÉRIE :
L'insurrection sans armes
et auto-organisation
de la Kabylie

Contre le G-8 à Gênes,
pour refonder
la gauche
anticapitaliste



- **ITALIE :** Perspectives pour la gauche après la victoire de Berlusconi
- **GRANDE-BRETAGNE :** Blair gagne à droite et perd à gauche
- **GRÈCE :** Mobilisations ouvrières et recomposition de la gauche
- **EUSKADI :** Droit des Basques et démocratie en Espagne
- **UNION EUROPÉENNE :** Pseudo-débats devant le grand saut
- **URUGUAY :** Débats stratégiques au sein du Frente Amplio
- **QUÉBEC :** Contre la Zone du libre échange des Amériques

Quelle Internationale ? Quel internationalisme ?
Entretien avec Alan McCombes du Parti socialiste écossais (SSP)

Italie

<i>Gènes, une occasion de refonder la gauche anticapitaliste</i>	Salvatore Cannavo	3
<i>Jeunes communistes in movimento</i>	Flavia D'Angeli	8
<i>18^e Camp international de jeunes révolutionnaires</i>	Penelope Duggan	10
<i>Un nouveau cadre politique</i>	Livio Maitan	12
<i>Le PRC sauve les meubles</i>	Livio Maitan	14
<i>Luttes ouvrières et nouvelles expériences</i>	Franco Turigliatto	16
	(réd.)	18

Solidarité urgente

<i>Blair vainqueur avec une légitimité mal assurée</i>	Alan Thornett	19
--	---------------	----

Écosse

<i>A la lumière de l'expérience du SSP, quel internationalisme...?</i>	Alan McCombes	22
--	---------------	----

France

<i>Vote extrême gauche, un vote jeune et populaire</i>	(réd.)	27
--	--------	----

Lectures : lire la mondialisation

Robert Went, <i>Globalization, neoliberal challenge, radical responses</i> — Pedro Montes, <i>La historia inacabada del euro</i> — Denis Horman, <i>Mondialisation excluante, nouvelles solidarités</i>	Michel Husson	28
---	---------------	----

Grèce

<i>Le joli mois de mai de la résurrection du mouvement ouvrier</i>	Georges Mitralias	29
<i>Un pas vers la recomposition de la gauche...</i>	Georges Mitralias	29

Euskadi (Pays basque)

<i>Le droit des Basques et la démocratie en Espagne</i>	José Ramon Castanos	31
<i>Déclaration de la Coordination confédérale d'Espacio Alternativo</i>	document	34

Union européenne

<i>Devant le grand saut, pseudo-débats et offensive capitaliste</i>	François Vercammen	37
---	--------------------	----

Débat — Écologie et socialisme — XV^e Congrès mondial

<i>Un autre monde n'est pas possible sans un autre mode de production</i>	François (Suisse)	44
<i>A propos de la biodiversité</i>	Terry (Canada)	45

Uruguay

<i>Frente Amplio : de la « contre société » à la «ré-formulation idéologique»</i>	Mario Pieri	45
---	-------------	----

Algérie

<i>L'insurrection sans armes de la Kabylie</i>	Chawki Salhi	49
<i>Appel du Comité provisoire de wilaya de Bgayet</i>	document	50
<i>Les revendications des comités populaires en débat</i>	document	52
<i>Déclaration du PST du 13 juin 2001</i>	document	54
<i>Déclaration du PST du 1^{er} mai 2001</i>	document	55

Québec

<i>Avril 2001, le début d'un temps nouveau</i>	Marc Bonhomme	56
--	---------------	----

ÉDITORIAL

<i>La police tire sur une mobilisation massive à Göteborg</i>	Jan Malewski	60
---	--------------	----

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source. Editée par la PEGI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PEGI, BP 85,
75522 PARIS Cedex 11, France.
Tél. : 33/0 1 49 28 54 88
Fax : 33/0 1 49 28 54 87
E-mail :
100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine
Commission Paritaire n° 59117.
ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie
2, rue Richard-Lenoir, 93106
Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par
DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,
75011 PARIS, France.
Tél. : 01 40 24 21 31,
Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Abonnement

(11 numéros)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord** 190 FF (6 mois) 360 FF (1 an)
- **Autres destinations** 240 FF (6 mois) 460 FF (1 an)
- **PLI FERMÉ (toutes destinations)** 300 FF (6 mois) 580 FF (1 an)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (lecteurs multiples, toutes destinations; 600 FF, 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 400 FF, 1 an)
- **Découvrir *Inprecor*** (réservé aux nouveaux abonné(e)s; 75 FF, 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; 150 FF)

Nom - Prénom :
Rue :
Commune / Code postal :
Ville :
Pays :
Tél./Fax/E-mail :

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEGI", à adresser à PEGI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PEGI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PEGI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

Gênes, une occasion de refonder la gauche anticapitaliste

Par
Salvatore Cannavo*

Avec l'installation du gouvernement Berlusconi, le problème de l'opposition sociale et politique aux droites sera posé concrètement. Le centre-droit, au-delà des banalités sur la prétendue incapacité de son dirigeant à gouverner, sur son ramassis de ministres et de sous-secrétaires, se présente au contraire, du moins pour le moment, comme une coalition forte, une synthèse efficace de quatre ingrédients : l'agressivité néolibérale du grand capital italien, appelé à une bataille pour la survie dans les eaux troubles de la compétition internationale ; le populisme, l'autoritarisme et les accents xénophobes des deux droites sociales représentées par l'Alliance nationale et la Ligue du nord ; le cléricisme néo-chrétien-démocrate ; le clientélisme bureaucratique et affairiste de Forza Italia et de ses colonels. Un cocktail périlleux, donc, à ne pas sous-évaluer, même pas avec le sarcasme qui jusqu'à présent semble la seule arme à la disposition du centre-gauche.

Il faut répondre à cette formation et ses quatre axes par un projet politique et social adéquat, par la reconstruction d'un bloc social alternatif à celui que Berlusconi a savamment réussi à composer, avec une plate-forme de lutte qui trouve son orientation générale dans l'antilibéralisme et la relance sociale faisant de la participation démocratique de larges masses populaires, de grandes couches de travailleurs et travailleuses, son instrument principal. En ce sens, la capacité de dessiner un rapport, un lien entre le mouvement ouvrier traditionnel et les nouvelles subjectivités qui ont émergé dudit mouvement de Seattle, assume un rôle central.

Une nouvelle phase

À partir de Seattle, toute la planète a été secouée par une mobilisation d'une ampleur rarement vue auparavant. On n'avait pas observé autant de rencontres dans un laps de temps aussi bref, en mesure d'influencer

le cadre politique international, (peut-être) depuis l'époque de la lutte contre la guerre au Viêt-nam. Nous sommes devant une nouvelle radicalisation politique, surtout chez les jeunes. Même si pour le moment, elle n'implique qu'un noyau consistant d'avant-gardes sociales, elle est néanmoins susceptible de s'étendre à une plus large échelle : c'est une nouvelle situation qui a pourtant été le fruit d'un parcours long, profond et qui a duré au moins dix ans.

En effet, le mouvement qui a éclos à Seattle est l'héritier de la situation créée à l'échelle mondiale à la suite des luttes et des mouvements anti-néolibéraux qui ont pris la parole pendant les années 1990. Le plus universel de ceux-ci est peut-être le soulèvement zapatiste du 1er janvier 1994 qui, à partir de revendications identitaires et spécifiques — les droits des peuples indigènes — a commencé

à parler un langage "global" mettant au banc des accusés le néolibéralisme mondial.

Ce n'est pas un hasard si la révolte de l'EZLN coïncide avec l'entrée en vigueur de l'ALENA, la zone de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada, qui marque une étape importante dans l'intégration économique entre les différents pays. Marcos parle une langue écoutée et comprise partout dans le monde, preuve de l'affirmation du nouveau climat et de la nouvelle sensibilité politique. La réussite de la première Rencontre intergalactique, à l'été 1996, le confirme et démontre que les liens entre les politiques globales et les questions locales ne sont pas seulement très étroits mais aussi vivement ressentis et deviennent très vite un terrain privilégié d'initiative poli-

tique. Peu après, en Europe, l'impact du grand mouvement français de 1995, qui a repoussé le plan Juppé et ouvert le chemin à la victoire de Jospin, allait se faire sentir à Amsterdam, en juin 1997, avec la première marche européenne pour l'Europe sociale, organisée par le réseau des marches européennes. L'année suivante, à Birmingham, *Jubilee 2000* — une campagne pour l'annulation de la dette des pays du Tiers monde, née en Grande-Bretagne entre 1996 et 1997 et composée de syndicats, ONG, mouvements de femmes et de réfugiés — a réussi à amener plus que 70 000 personnes à la réunion annuelle du G-7. Entre 1998 et



1999, ATTAC est née en France, l'association contre la spéculation financière internationale qui en peu de temps deviendra un instrument privilégié de participation et d'organisation du mouvement mondial (avec la naissance de "sections" dans des dizaines de pays, notamment l'Italie) tandis que l'arrestation de José Bové, accusé d'avoir détruit un McDonald's pour protester contre la malbouffe mondiale, met l'accent sur l'existence d'un mouvement de paysans qui, avec Via Campesina (née en 1993, mais désormais en

* Salvatore Cannavo est directeur-adjoint de *Liberazione* (quotidien du Parti de refondation communiste), membre de la rédaction du mensuel *Bandiera Rossa* et membre de la direction d'ATTAC Italie. Nous avons traduit cet article du mensuel *Bandiera Rossa* n° 9 de juin 2001.

Contre la mondialisation capitaliste & Italie

mesure d'organiser près de 60 millions de paysans à l'échelle mondiale) jouera un rôle décisif dans plusieurs luttes dans le Sud du monde.

L'Après-Seattle

Ces grandes potentialités, qui se sont exprimées à plusieurs niveaux, diversifiées sur le plan régional, jusqu'à ce moment-là sans une grande capacité de communication et de liens directs, trouve avec Seattle un élément symbolique d'identification fondamentale. À partir de ce moment, il y a un ciment commun (les mots d'ordre et les formes de mobilisation), il y a la définition des sujets sur le terrain (un mouvement pluriel composé de jeunes, syndicalistes, écologistes, femmes, militants associatifs), il y a une forme d'organisation du mouvement (le Réseau, aussi sur le plan international) partagé par tous et toutes et considéré comme efficace.

Donc, ce n'est pas un hasard si le mouvement "émigre" et diffuse à travers le monde. Les étapes sont symboliques : après Seattle (novembre 1999) et Washington (avril 2000), nous trouvons Millau (30 juin 2000, solidarité avec José Bové), Melbourne (11 septembre, contre le Forum économique mondial), Prague (26 septembre 2000, encore contre le FMI), Séoul (10 octobre, contre le sommet Europe-Asie), Nice (6-7 décembre, contre le sommet de l'Union européenne), Québec (avril 2001, contre le lancement de la Zone de libre-échange des Amériques), Göteborg (juin 2001, contre le sommet de l'UE). Nous avons évoqué uniquement les rendez-vous "institutionnels", contre les sommets d'institutions, organismes, accords internationaux existants ou en voie de formation. Pendant la même période, des dizaines et dizaines d'autres rendez-vous, manifestations, luttes prennent forme dans tous les coins du monde. Citons de mémoire : la

Marche mondiale des femmes contre la violence et la pauvreté, les grèves et marches en Amérique latine, les différentes manifestations à l'occasion du Premier mai (particulièrement combatives en Grande-Bretagne avec le rôle de mouvements comme Reclaim the Street et Globalise Resistance), la marche zapatiste de mars dernier, les luttes contre les licenciements en France, les manifestations au Japon contre les bases des États-Unis, et d'autres encore. Gênes, en juillet 2001 à l'occasion du sommet du G-8, celui où les "grands" de la terre décident pour l'ensemble de la planète, ne représente que la prochaine étape d'un mouvement plus

général et plus large.

Bien entendu, c'est encore tôt pour dire que nous sommes à la veille d'un nouveau 1968, et de toute manière certaines analogies ne sont jamais parfaites, mais l'ampleur des mobilisations, la forte présence des jeunes, l'expansion incessante de la critique du libéralisme soit au niveau planétaire soit avec plus de profondeur dans différents secteurs de la société, font penser à un possible cycle de luttes non épisodiques. Surtout, cela fait penser que le cycle négatif, ouvert avec la chute du mur de Berlin en 1989, marqué par l'écroulement définitif du stalinisme comme forme étatique organisée, avec la défaite et la désillusion de la gauche qui a suivi, mais aussi avec la victoire totale du capitalisme dans sa forme la plus agressive — commence à s'enliser. Certes, l'aspect défensif des luttes actuelles, l'agressivité des politiques libérales et la faiblesse de la gauche anticapitaliste ne permettent pas de le considérer terminé. Mais en même temps, son état de santé n'est plus celui qui a permis à des idéologues comme Francis Fukuyama, il y a dix ans seulement, de définir le capitalisme comme le meilleur des mondes possibles. Les crises financières de 1997 et 1998, la stagnation actuelle des États-Unis et du Japon, les contradictions devant l'Europe, et même la nature contradictoire de la victoire de Berlusconi — majorité parlementaire,



mais pas dans le pays — démontrent que le cadre est extrêmement instable et incertain. Devant cet "équilibre en pointillé", enfin, une nouvelle génération s'affirme, qui ne porte plus le poids des défaites du passé, les vieilles incrustations idéologiques, ne subit pas la présence d'un "camp" organisé, ni de ses filiales nationales. Nous assistons à un "retour à la politique" qui agit à la suite d'une crise verticale de la gauche, ou mieux, des gauches historiques, en particulier, les sociaux-démocrates et les staliniens. Les deux ont failli, et n'ont pas la capacité d'interpréter celle qui existe et de lui donner une représentativité, une organisation, un espoir.

Pour cela aussi, la nouvelle contestation a besoin et se dote de lieux de la politique qui ne soient pas immédiatement perçus comme vieux ou dépassés. Elle a besoin de compter, de peser, de faire valoir, sans trop de délégation, sa propre présence et sa propre participation, désormais acquise comme valeur non échangeable, non expropriable. Elle a besoin de se sentir être l'agent d'un "nouveau monde possible" encore en phase de gestation et d'élaboration. Des centres et des lieux, entre autres, dont la construction n'est plus "altérée" ni bloquée ni obstruée par des appareils politiques, comme c'est arrivé par le passé. Un peu parce que ces appareils n'existent plus, un peu parce que ceux qui existent ne sont pas intéressés par cette dynamique — dans le cas des gauches libérales, parfois hostiles — ou tout simplement n'ont pas l'intention de faire obstacle (au contraire, certains la favorisent, comme l'ont démontré le Parti des travailleurs de Porto Alegre et de Rio Grande do Sul, ou, à une plus petite échelle, le Parti de la refondation communiste).

Donc, un mouvement global, traversé, comme il va sans dire, de contradictions profondes. Pourtant, ces contradictions n'empêchent pas, ou du moins n'empêchent pas encore, un développement linéaire, une poussée d'expansion à l'échelle internationale et un élargissement progressif à des secteurs diversifiés. Un mouvement qui, à une première description sommaire — et donc forcément partielle et incomplète — présente certaines caractéristiques générales : la tentative de se définir, avec l'ensemble des contradictions actuelles, en redécouvrant une veine internationaliste qui semblait perdue ; un rapport contradictoire, mais réel, avec le vieux mouvement ouvrier et la tentative de construire des liens moins sporadiques et occasionnels ; une méfiance généralisée envers les formes politiques organisées, mais liée à la volonté d'une alternative d'ensemble.

Une vision globale

Cette caractéristique n'était pas acquise. Le mouvement, comme il se présente aujourd'hui, a une capacité marquée de dénoncer les dégâts du libéralisme à l'échelle internationale — c'est même son image dominante — par contre, beaucoup de ses composantes sont nées à partir d'instances ou de problèmes spécifiques. Il s'agit souvent d'un anticapitalisme "brut" construit sur le champ de l'expérience. En bonne partie c'est aussi le fruit de la présence de mouvements et d'un "paquet" significatif d'intellectuels militants. Les gens comme

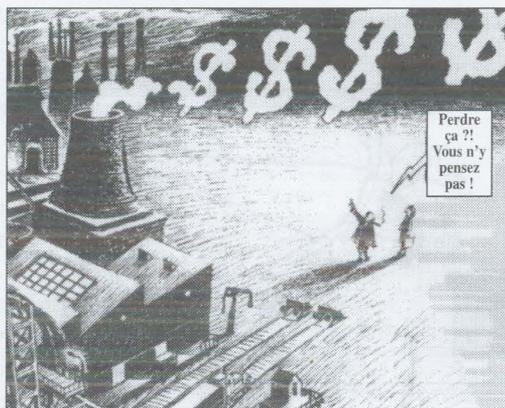
Riccardo Petrella, Susan George, Walden Bello, Naomi Klein (dont le livre *No Logo* est déjà un succès international), Pierre Bourdieu, Eduardo Galeano, Bernard Cassen, Michael Löwy, Samir Amin, Charles-André Udry, juste pour citer les plus connus, sont, et sont perçus, comme une partie du mouvement. Ces personnages participent activement à ses échéances de masse et jouent un rôle indispensable comme "chantres" et dans la formation de la conscience.

Cette capacité de maintenir une vision d'ensemble est démontrée par l'importance accordée aux forums de discussion (Porto Alegre), de vrais et propres moments de lecture générale du processus en cours, mais aussi des instruments pour élaborer des stratégies alternatives. Les conférences aident à dépasser un des problèmes éventuels du mouvement, produits par la spécialisation des champs propres d'intervention. Dans les forums, par contre, des milliers de personnes réussissent à prendre le pouls général de la situation, à avoir une vision globale de l'état des luttes, des problèmes rencontrés, des chemins à suivre. Un élément de forte politisation, donc, et de grande maturation collective. Mais aussi le stimulus à dégager des réponses alternatives globales : la démocratie participative, une contribution fondamentale apportée par le PT de Porto Alegre au "peuple de Seattle" ne serait pas devenu le symbole qu'elle est, sans le Forum mondial. Mais les conférences aident également à retrouver, après des décennies, un nouvel internationalisme, qui n'est plus sous le signe de la solidarité d'un peuple en lutte ou d'une révolution en cours. À sa place, l'élément unificateur, celui qui rend possible d'importants sauts qualitatifs sur le plan organisationnel avec la création de véritables structures internationales — ATTAC, *Via Campesina*, la Marche des femmes, etc. — et un antilibéralisme radical, fruit du processus actuel de l'internationalisation du capital. Un internationalisme qui demeure partiel, qui ne comprend pas, et souvent qui refuse, le concept traditionnel de l'anti-impérialisme, mais qui favorise néanmoins la construction d'un milieu plus propice à la maturation d'une perspective de transformation.

Le rôle des syndicats

Le rôle des travailleurs et du mouvement syndical a accompagné les mobilisations depuis le début de la naissance symbolique du mouvement à Seattle. Le rôle de l'AFL-CIO (*American Federation of Labour* -

Congress of Industrial Organisations), une centrale syndicale qui compte 13 millions de membres et des secteurs syndicaux — comme les Teamsters (les routiers) — en mesure de bloquer le pays, à été très significatif. Le produit du virage interne marqué par l'élection de Sweeney à sa présidence en 1995, et la capacité qui en découle de l'AFL-CIO — qui reste fort modérée et est parfois marquée par le protectionnisme nationaliste — de saisir l'importance des nouvelles formes de luttes du monde du travail (signalons le choix de créer Jobs with Justice, une organisation de travailleurs précaires, sans-emploi, étudiants), sa pluralité et sa fragmentation, comme sa radicalité. Cette maturité se retrouve surtout chez les syndicats du continent américain : la Centrale unique des travailleurs (CUT) brésilienne à



été parmi les artisans de Porto Alegre, pendant que l'ORIT (l'organisation régionale interaméricaine du travail, branche de la CISL internationale) a décidé de signer "l'appel aux mobilisations" qui a clôturé le Forum social mondial.

Sur le plan européen, la situation est très différente. Bien sûr, par le passé, il y a eu des contacts entre les différentes expressions du mouvement social — on peut évoquer la manifestation d'Amsterdam en juin 1997, qui a poussé la Confédération européenne de syndicats (CES) à organiser sa propre mobilisation à Luxembourg en novembre de cette année. Mais on ne peut pas les comparer aux liens en Amérique. Encore, en septembre 2000 à Prague, la mobilisation contre le FMI et la Banque mondiale a vu une participation importante du Nord de l'Europe, de l'Italie, de l'Espagne et de la Grèce, mais elle était essentiellement composée de jeunes, avec l'absence presque totale de forces syndicales. Le point tournant a été Nice, en décembre 2000, à l'occasion du sommet européen. Cette fois, à l'initiative de la composante la plus radicale, en particulier des Français — SUD, ATTAC, le Réseau des marches européennes, la Ligue

communiste révolutionnaire (LCR), mais aussi les COBAS italiens et le syndicalisme alternatif européen en général — une manifestation unitaire s'est réalisée avec la CES, même si celle-ci avait des mots d'ordre (le soutien à la Charte des droits européens) contraires à ceux des autres manifestants (mais aussi contraires aux sentiments dominants dans ses propres contingents, comme différents organes de presse et dirigeants syndicaux l'ont révélé). Malgré les contradictions, Nice a démontré que le rapport entre le mouvement syndical traditionnel et un mouvement d'un nouveau type, composé surtout de jeunes, formé dans la contestation de la mondialisation néolibérale, est possible. L'adhésion de la FIOM-CGIL (Fédération de la métallurgie de la CGIL italienne) à la manifestation de Gênes, en juillet contre le G-8, est très importante de ce point de vue.

Le risque antipolitique

La méfiance envers les partis politiques est une autre caractéristique, bien que moins marquée, du mouvement actuel. C'est une méfiance qui a un côté sain — il suffit de penser au rôle de certains partis du monde anglo-saxon. Et un côté compréhensible, si l'on pense aux dégâts causés par les partis sociaux-démocrates et les désastres engendrés par le stalinisme. Par contre, parfois c'est injustifié et en tout cas peut mener à une involution plus générale. La méfiance est évidemment le produit des rapports consolidés dans le temps et, plus précisément, d'un climat politique en grande partie nourri par la défaite historique symbolisée par l'écroulement du mur de Berlin. À partir de ce moment, les références à la tradition, à l'identité historique, aux origines propres ont cessé d'exercer la fascination, l'attrait et l'intérêt, pour laisser place à la méfiance ou à une prise de distance. À Porto Alegre, la présence des partis a été rendue possible uniquement par la convocation du Forum mondial des parlementaires, un choix des dirigeants du PT de Rio Grande do Sul, conscients de ce problème (tandis que celle du PRC italien parmi les délégations a été le produit uniquement de la spécificité de ce parti qui a toujours su exprimer une capacité de dialogue et d'initiative reconnue).

Il est clair que cette situation n'empêche pas le mouvement de s'exprimer sur le plan politique avec des orientations précises et parfois divergentes. À l'échelle internationale, par exemple, on peut distinguer trois grandes profils politiques : le premier est nettement radical, avec une vision anticapitaliste de la mondialisation ; un autre privilégié

Contre la mondialisation capitaliste & Italie

gie le dialogue avec les institutions supranationales dans le but de les réformer ; et un troisième plus protectionniste qui perçoit les prérogatives des États comme un contre-poids au pouvoir excessif des multinationales. Ce sont des orientations sous-jacentes, pas encore des motifs de division et qui sont souvent l'écho de positions de partis et mouvements politiques précis. Mais leur existence, en tout cas, ne permet pas de dépasser la fracture entre deux mondes, la réalité du mouvement et la réalité politique. Il est évident que ce constat n'est ni homogène, ni définitif. La participation spontanée des jeunes à la campagne de Ralph Nader aux États-Unis, par exemple, fut une exception à l'échelle mondiale.

Or, un sentiment plus fondamental rend le mouvement très jaloux de ses prérogatives sur le plan organisationnel et sur celui de l'analyse. Ce qui est bien. À condition que le rapport avec les partis ne constitue pas un élément de division et de désaccord. Il est évident que cette éventualité dépend dans une large mesure du comportement des partis. Penser résoudre le problème avec le recours à des schémas hérités du XX^e siècle,

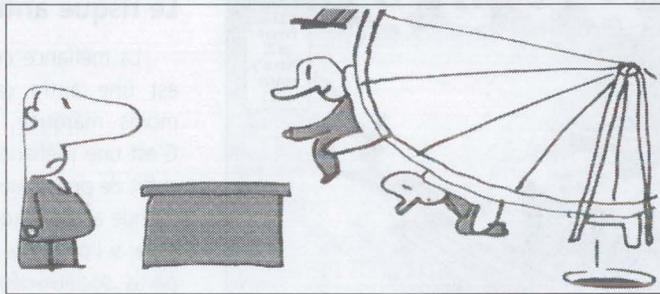
n'aidera pas à faire des pas en avant. Pour aborder cette méfiance et cette distance, les partis devront, plus que par le passé, faire partie du mouvement comme tels, construire des liens d'égal à égal avec les autres participants, en démontrant à la fois leur utilité sociale et leur utilité plus générale. Au fond, ils devront se conquérir sur le champ une légitimité que, autrement, personne n'est disposée à reconnaître à l'avance, mais en même temps, ils doivent démontrer sur le plan des idées et du programme politique qu'ils savent indiquer des solutions valables et décisives. Bien sûr, nous parlons ici des partis de la gauche anticapitaliste, qui n'ont pas une grande force quantitative ou qualitative, mais qui doivent saisir ce moment pour se relancer à moyen terme. Le mouvement en a besoin, car il a besoin de réponses radicales et "visionnaires" pour faire des sauts en avant significatifs. Cette gauche en a besoin aussi, pour sortir de la crise qu'elle vit depuis des décennies et construire une nouvelle perspective.

L'occasion de Gênes

À Gênes, on verra tout cela, et autre chose encore. Parlons d'abord de la situation

italienne.

Le mouvement antimondialisation est arrivé en Italie avec un peu de retard. À l'exception des "pionniers" qui ont senti le nouveau climat qui se développait en Europe (on peut penser au rôle des syndicats COBAS dans le réseau des marches européennes), d'organisations jeunes, comme les Jeunes communistes ou les Centres sociaux, qui ont créé des liens internationaux et des initiatives locales, des ONG liées depuis toujours à des expériences des réseaux mondiaux (des *Mani tese* à la campagne plus articulée *Sdebitarsi*), beaucoup des sujets maintenant impliqués dans la construction du contre-sommet de Gênes (par exemple *Lilliput* ou la Marche mondiale des femmes) ont repris l'esprit de Seattle. Ce sens du moment, tout à fait normal dans le rythme international des mobilisations, n'a toutefois pas empêché le "mouvement" italien de s'enraciner



et de s'étendre. La manifestation du 17 mars à Naples a marqué une étape importante de ce processus, en démontrant que le terrain des luttes antimondialisation pouvait réunir des sujets sociaux en chair et en os, capables de percevoir le lien très étroit entre leur propre condition matérielle et une vision générale du monde. Après les premières expériences internationales — Amsterdam et Cologne, mais ensuite Prague et Nice (pour de nombreux Italiens, Ventimiglia, où leurs trains ont été bloqués à la frontière), après les premières tentatives de mobilisation en Italie — *Mobilitebio* à Gênes, *No Ocse* à Bologne, *Sull'ambiente* à Trieste — Naples a marqué un tournant par l'ampleur et la participation de masse, qui se fait sentir dans la préparation de Gênes. En effet, des centaines d'organisations sociales, politiques et syndicales se retrouveront au *Genoa Social Forum*. Là, on voit, presque nom par nom, la carte de l'aire anti-néolibérale, indispensable pour construire un projet d'opposition au gouvernement Berlusconi. Ici aussi, on retrouve les divergences inévitables, voire les mêmes batailles pour se disputer l'hégémonie (par exemple, la "déclaration de guerre" des *Tute bianche*, un coup de propagande pour gagner de la visibilité et charmer de lar-

ges secteurs de jeunes). Ici aussi, par ailleurs, nous pouvons retrouver une gamme analogue à celle qui existe sur le plan international. Un secteur plus "modéré" — de *Lilliput* à *l'Arci* — un autre plus radical mais non homogène. *Ya Basta* est différente des COBAS et des Réseaux pour les droits globaux créés par les COBAS et certains centres sociaux, dont *Officina* de Naples.

Construire le mouvement, construire le parti

Le Parti de refondation communiste (PRC), en particulier par le biais des Jeunes communistes, a joué un rôle incontestable de premier plan au cours de cette nouvelle phase. De la participation au Forum de Porto Alegre à la construction matérielle des initiatives sur le champ, le PRC a su se brancher sur une réalité vivante, la soutenir avec conviction, mais aussi en dialoguant intelligemment avec elle, sans prévarications ou hégémonie à l'ancienne.

Pour la première fois depuis sa naissance, le parti s'est retrouvé dans une condition de rapport réel avec un mouvement de masse en puissance et pour la première fois il a dû affronter une problématique très délicate. Parfois, sans réussir à résoudre l'énigme. S'il a réussi à éviter les comportements autoproclamatoires et autosuffisants, il est souvent tombé dans l'erreur opposée, en s'adaptant aux positions et comportements du mouvement, ou plutôt de certains de ses secteurs, en se réservant un rôle de médiation politique ou de référence institutionnelle. Somme tout, c'est devenu plus difficile — pour toutes les composantes du parti, si l'on n'y veille — de réussir à maintenir l'équilibre nécessaire entre la construction du mouvement et la construction du parti, sans penser que l'un exclue l'autre. Le problème n'est pas simple, surtout dans une phase, comme celle que nous vivons, signée par la destruction de corps sociaux, les défaites des gauches, le retard sur le plan politico-culturel. Mais précisément à cause de cela, c'est un thème à discuter sérieusement, sans simplifications ou exorcismes. À partir de ces considérations aussi, on peut fixer certaines "tâches de travail", en rapport avec l'échéance de juillet, mais aussi l'après-Gênes :

① La première est de travailler pour élargir le mouvement, le construire et le consolider. Le mouvement a déjà démontré qu'il existe, il a fait preuve de son potentiel, a énoncé ses objectifs. Maintenant il doit croître, se ramifier, s'élargir à des secteurs plus amples de la population, du monde du travail, de vastes couches de jeunes, etc. Dans ce dessein, il y a certaines conditions essentielles. La garan-

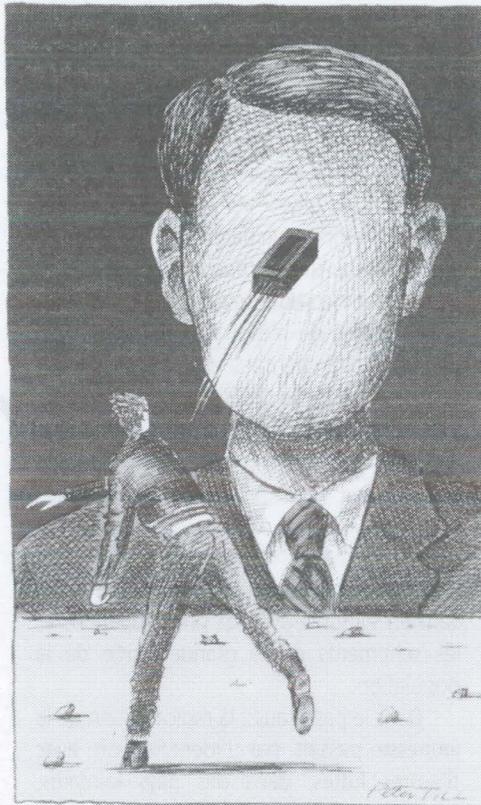
tie du pluralisme de ses composantes, de la légitimité de positions diverses, mais aussi une attitude unitaire à partir de la constitution de lieux adéquats de discussion et de mobilisation. Il faut poursuivre et renforcer l'expérience du *Genoa Social Forum*, c'est-à-dire de Forums sociaux à l'image de Porto Alegre, mais en décentralisant à l'échelle nationale et locale. Pour faire un saut qualitatif, il faut que les assises du mouvement dépassent la structure de coordination pour passer à une forme plus en mesure de stimuler la participation.

② Pour faire cela il est fondamental de formuler un agenda politique clair, une plate-forme de lutte, une déclaration d'intention. S'il s'agit d'une nouvelle phase, un de ses éléments constitutifs est que la résistance ne suffit plus. Les nouvelles générations demandent des solutions, des idées, des projets de travail réalisables, qu'on peut démontrer et débattre. Même la "ritualisation" des contre-sommets risque d'ossifier un mouvement qui a bien d'autres potentiels et bien d'autres espaces d'action. Il s'agit de les combler, en construisant des revendications d'ensemble qui concrétisent le processus en cours, le cœur des contradictions engendrées par le néolibéralisme — le conflit capital/travail, l'exploitation effrénée de la Terre, la marchandisation et l'oppression des femmes, la précarisation de toute une génération, la guerre et la faim, et ainsi de suite — mais en les intégrant à des interprétations fondamentales.

③ Le lien nécessaire — entre le global et le local, entre des questions quotidiennes (le chômage, les salaires, les retraites, l'école, l'information, la culture, etc.) et les politiques globales décidées aux sommets internationaux, les imbrications entre les différents états — devient un passage obligé. L'exemple de Danone est significatif : dans ce cas, le rapport précis entre le véritable fonctionnement d'une multinationale et l'impact de ses décisions sur le plan local a été clair pour tous.

④ La construction d'un rapport stable entre le mouvement ouvrier et les nouveaux sujets en mouvement est tout aussi décisive. Leur capacité de rencontre sera l'élément décisif. Encore une fois, le cas Danone : le licenciement par une entreprise rentable a été immédiatement perçu comme une très grave injustice. Les travailleurs ont eu recours à une arme traditionnelle et toujours efficace : la grève. Mais des milliers de citoyens ont recouru à l'arme du boycottage pour se solidariser et participer à une lutte qu'ils considéraient comme la leur.

⑤ Donner un visage anticapitaliste et radical au mouvement. Le mouvement antimondialisation est un mouvement "pluriel" qui trouve ses racines communes dans l'antilibéralisme et c'est très bien ainsi. Par ailleurs, c'est un mouvement encore dans une phase ascendante de formation et d'affirmation. Néanmoins, en son sein, des esprits et orientations diverses sont déjà visibles, avec des objectifs différents. C'est donc utile et juste qu'une orientation de classe et anticapitaliste



se s'affirme, qui combatte le profit, l'exploitation, et aspire à révolutionner les rapports de production. Bien sûr, il ne s'agit pas de parcourir cette route de façon sectaire, ni dogmatique, et encore moins doctrinaire, mais dans le vivant de la construction concrète du mouvement, dans le respect de ses temps et de ses formes.

⑥ Construire les assises unitaires du mouvement ne signifie pas sous-évaluer ou ne pas voir aussi des formes plus concrètes par lesquelles la disponibilité de faire partie d'un mouvement plus général, voire international, se manifeste. On retrouve des nouvelles structures à l'échelle mondiale qui expriment ce besoin et ce potentiel. ATTAC en est une. Son lancement prochain en Italie constitue une expérience très importante, une preuve que ça vaut la peine de tenter, précisément pour offrir une forme spécifique et un nouveau besoin de participation politique. Bien entendu, fonder et construire l'ATTAC ne

peut pas se substituer à d'autres fonctions : ni au syndicalisme, dans sa forme traditionnelle ou dans d'autres à envisager pour l'organisation des précaires, ni encore moins au parti, qu'il faut au contraire relancer dans ce nouveau contexte.

⑦ La construction active du parti représente une conséquence nécessaire et indispensable à ce que nous avons affirmé jusqu'ici. Le parti n'est pas un contrepoids au mouvement, et ce n'est pas une structure transitoire, à écarter quand le mouvement devient plus impétueux. C'est un lieu indispensable d'élaboration collective et de planification de l'intervention sociale. C'est ce qui reste quand la marée reflue ; c'est un projet plus de fond et de plus longue haleine. Aujourd'hui le Parti de la refondation communiste, justement, vise à se construire dans le vif des luttes ouvrières et des luttes antimondialisation ; il doit savoir le faire dans le respect de ces luttes et de leurs assises, mais avec la conscience de son apport propre et de sa nécessité propre. La visibilité de son espace d'action, de ses idées à lui, se gagne aussi avec un effort d'élaboration supplémentaire, en distinguant les nœuds plus fondamentaux, en les liant à sa propre histoire et à son identité, mais surtout son projet propre. Il y a deux terrains où cette approche sera de mise : la redéfinition du concept d'espace public en opposition à l'absolutisme libéral du profit, mais aussi, à la lumière des échecs du XX^e siècle, en opposition aux expériences de la bureaucratie prétendument "réellement socialiste" d'un côté et de l'étatisme social-démocrate de l'autre ; une lecture communiste et révolutionnaire de la démocratie participative — à partir de l'expérience de Porto Alegre, mais en allant au delà — comme un instrument de démocratie directe, de participation de la base, non seulement à l'administration locale mais aussi à la définition de choix d'ensemble. Deux terrains qui peuvent jouer un rôle fécond dans le processus de refondation communiste.

Rome 15 juin 2001



Göteborg, juin 2001. La police s'apprête à charger des militants pacifistes, qui montrent qu'ils n'ont pas d'armes et levant les mains ouvertes...

Jeunes communistes in movimento

Par
Flavia D'Angeli*

Après Seattle, Prague, Nice, Porto Alegre, et encore Naples et Québec, le mouvement contre la mondialisation capitaliste représente désormais une réalité, un événement politique et social des plus importants et le milieu où nous devons intervenir de façon prioritaire.

Pour la première fois après 10 ans d'absence quasi totale de forts mouvements de la jeunesse, depuis le « lointain » — du moins pour les jeunes qui animent les luttes d'aujourd'hui — mouvement contre la guerre du Golfe en 1991 où celui de la *Pantera* (1) en 1990, on assiste à la mobilisation et à l'engagement d'un secteur significatif des nouvelles générations. Et le mouvement des mois passés dans l'Université de Rome, en témoigne à sa façon. Il y a deux ou trois ans, cette lutte, ayant eu lieu dans la seule université romaine, aurait été perçue par ses protagonistes comme « isolée », en partie « battue » et seulement de résistance. Aujourd'hui, grâce à la présence concrète du mouvement contre la mondialisation capitaliste, grâce à la manifestation de Naples et à la préparation de celle de Gênes, la même lutte et les mêmes étudiants se sont sentis plus forts, faisant partie d'un mouvement plus large, qui maintenant attire leurs efforts militants.

La présence de nouvelles générations de militants représente un élément particulière-

ment important, à analyser d'une façon approfondie et à vérifier dans les prochains événements.

La forte présence de jeunes dans tous les rendez-vous de la dernière année a été très visible — même si cela n'est pas encore noté dans tous les pays — et sans doute beaucoup plus ample que dans le passé, même si elle concerne surtout des « avant-gardes ». Et, sans tenir compte seulement du nombre, le fait même de n'être plus engagés dans des luttes fragmentées, isolées, seulement conçues en termes défensifs, et de se sentir partie prenante d'un mouvement plus ample, international, donne aux mêmes acteurs, aux protagonistes des différentes manifestations, un nouveau sentiment. Ils perçoivent maintenant de nouvelles possibilités de résistance, ils se sentent plus qu'avant en syntonie avec les préoccupations et les sentiments d'une grande partie de la population.

Dans le passé aussi la radicalisation de la jeunesse passait par l'identification avec d'autres luttes, dans des pays lointains, comme les révolutions anticoloniales des années 1960. Aujourd'hui, dans un contexte international tout à fait différent, à l'époque de la mondialisation et d'internet, ce schéma semble se répéter. L'idée de faire partie d'un mouvement qui va des paysans sans terre du Brésil aux travailleurs sud-coréens, en passant par les chômeurs français et les Indiens du Chiapas, permet une prise de conscience et une radicalisation d'un nombre très large de jeunes.

Si on doit continuer à s'interroger et à analyser les caractéristiques de ce mouvement, sa capacité à mobiliser les acteurs sociaux, à en capter les exigences, on ne peut en sous-estimer l'importance et les possibilités ultérieures de développement et de radicalisation.

Le mouvement existe donc. En son sein commencent à se dessiner et à s'organiser différents « courants » politiques et sociaux, souvent avec des perspectives stratégiques diverses. Depuis le « pôle » qu'on pourrait nommer plus « modéré », qui propose des mots d'ordre justes, mais partiels, et qui

demande des réformes et des modifications des organismes internationaux — comme par exemple une grande partie des ONG ou la campagne *Sdebitarsi* — jusqu'au « pôle » plus radical, qui lui aussi, s'articule avec des mots d'ordre et des pratiques différentes selon les acteurs sociaux et politiques représentés. Voilà ce qui est en train de se passer maintenant, à l'occasion de la préparation des manifestations de Gênes, avec les tentatives d'occuper le devant de la scène d'une façon pas toujours acceptable par les différentes organisations au sein du *Genoa Social Forum*, notamment par *Ya Basta* (2).

Le rôle des *Giovani Comunisti*

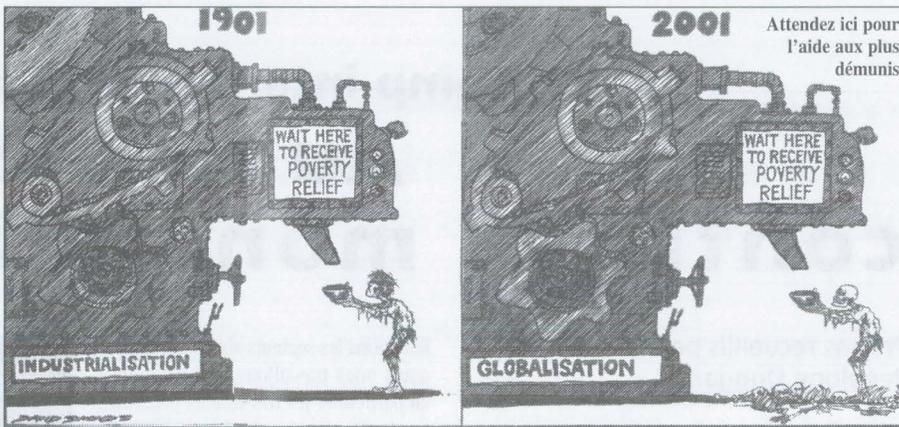
Les GC ont eu le mérite incontestable de saisir depuis le début l'importance et les potentialités des mobilisations contre la mondialisation capitaliste, déjà avec la forte participation aux euro-marchés d'Amsterdam en 1997 et de Cologne en 1999. Le fait que, d'une façon presque spontanée au niveau local et d'une façon déterminée au niveau national par les organismes de direction, les GC se soient investis, pendant toute l'année passée, quasi exclusivement dans la préparation des rendez-vous internationaux, représente un élément sûrement positif, qui démontre encore une fois les grandes potentialités de notre organisation de jeunesse, pour laquelle, à la différence du PRC, il n'a pas été difficile d'impliquer quelques milliers de jeunes dans les mobilisations.

Grâce à leur disponibilité à saisir la radicalisation de la jeunesse, grâce à leur participation aux mobilisations internationales — en plus des euro-marchés, il faut rappeler toute l'activité de solidarité avec les zapatistes, y compris la participation à la marche de l'EZLN au mois de mars, mais aussi l'engagement dans les manifestations contre la guerre aux Balkans — les GC ont démontré qu'ils sont une structure capable de communiquer avec l'extérieur, perméable aux sollicitations du monde de la jeunesse plus politisée, capable d'assumer un rôle important dans la construction et dans le développement du mouvement en tant que tel.

Cet élément positif n'élimine pas quelques considérations critiques, et sur les potentialités jusqu'ici inexprimées, et sur des choix politiques qui doivent nous amener à la réflexion et aux débats les plus larges. Débats qui ne peuvent qu'avoir des effets positifs, étant donné la conviction unanime que le mouvement contre la mondialisation capitaliste représente le terrain privilégié de notre initiative politique.

* Flavia D'Angeli est membre du Secrétariat national de *Giovani Comunisti* (GC, jeunesse communiste), organisation de jeunesse du Parti de la refondation communiste. L'article reproduit ci-dessus a été publié dans le mensuel *Bandiera Rossa* n° 9, de juin 2001, dans le cadre du débat préparatoire à la coordination nationale des GC.

1. Mouvement étudiant qui a réalisé l'occupation de plus de 150 universités italiennes pendant trois mois.
2. *Ya Basta* est l'association qui regroupe une partie des Centres Sociaux italiens, surtout du nord du pays (Leonkavallo de Milan, Venise...), qui ont « rompu » avec la tradition de l'Autonomie Ouvrière. *Ya Basta* organise en tant que telles les *Tute Bianche* (ou invisibles).



L'équivoque des « *tute bianche* »

Depuis à peu près deux années, les GC ont établi un rapport privilégié avec l'association *Ya Basta* et avec son projet des « *tute bianche* », dans les mobilisations communes à Prague, Nice-Vintimille, pendant la marche zapatiste, en mettant de côté leur propre visibilité en tant qu'organisation. L'idée qui était, plus ou moins explicitement, à la base de ce choix se fondait sur trois convictions :

- ❶ que les GC doivent se lier à l'une des structures parmi les plus radicales et aux dynamiques du mouvement ;
- ❷ que la *Tuta bianca* peut devenir le symbole de l'ensemble du mouvement ;
- ❸ et que les GC, forts de la crédibilité du parti (3), n'ont pas besoin de renforcer leur propre visibilité.

En réalité, si l'hypothèse de travailler avec les composantes les plus radicales du mouvement, dont les *Tute Bianche* et *Ya basta* représentent un secteur fondamental, était juste, les GC ont laissé toute la visibilité à une organisation qui se définit comme « *sociale* » mais qui, en réalité, est une force « *politique* ». Et les GC ont eu tendance à délaissé les rapports, aussi importants, avec d'autres structures — elles aussi différentes de nous — comme les Centres Sociaux de Sud et les COBAS, qui ont fait la preuve qu'ils ont au moins autant de capacité de mobilisation sociale, y compris de la jeunesse.

En alimentant l'équivoque qui identifiait les *Tute Bianche* au mouvement contre la mondialisation capitaliste, on a ainsi limité notre propre visibilité, notre rôle, nos potentialités, qui pouvaient être impulsés sans nier le caractère unitaire de notre initiative.

En tant que GC on aurait pu renforcer une dynamique unitaire et pas un affrontement stérile sur l'hégémonie, ce qui risque de se produire pour la préparation de Gênes, justement en étant capables non seulement « *d'être* » dans le mouvement, mais aussi d'y jouer un rôle capital pour y

introduire du contenu et aussi d'être capables de penser à notre propre construction en tant qu'organisation politique. Comme, d'ailleurs, les autres protagonistes semblent le faire avec une capacité non négligeable. Si, dans un moment aussi important que le « *dégel* » social dont parle Fausto Bertinotti (4), nous ne sommes pas en état de rendre évidente « *l'utilité* » et la crédibilité d'une organisation de jeunesse comme la nôtre, on risque aussi de perdre le sens de la construction d'un autre outil, celui du parti (adulte) en tant que tel.

Un mouvement moins précaire

Dans ce contexte, donc, la préparation de l'anti-G8, déjà en marche depuis longtemps, doit représenter un moment de passage et de renforcement significatif de notre rôle et aussi de notre visibilité.

A Gênes les GC doivent représenter un « *segment* » visible de ce mouvement, en termes d'image avec des symboles et des modalités propres, même dans la gestion de la rue, mais aussi et surtout en termes politiques, en construisant une réelle campagne sociale qui nous amène à Gênes et qui puisse se poursuivre en automne en se liant à l'opposition sociale et politique au gouvernement de droite.

Au sein des structures unitaires du mouvement, du Genoa Social Forum et des réseaux locaux on risque en effet de discuter (et de se disputer) quasi exclusivement sur les « *formes* » des manifestations, qui représentent le terrain préféré par d'autres acteurs politiques, comme *Ya Basta* ou le Réseau des Droits Globaux (5) afin de mesurer leur propre poids et se présenter comme un point de repère face à un sentiment radical, très répandu parmi la jeunesse. Les GC, s'ils doivent aussi ne pas négliger cette pratique sans toujours laisser à d'autres la gestion des manifestations, ont pour mission de proposer une confrontation sur le contenu et sur les mots d'ordre à revendiquer.

L'élément central de cette bataille c'est

celui, qui a occupé jusqu'ici le centre de notre analyse, c'est-à-dire la précarité de la jeunesse. Le noyau des politiques néolibérales qui se cache derrière les brouillards de la mondialisation capitaliste, comporte une attaque frontale contre les conditions de vie et de travail, mais aussi contre les perspectives « *existentielles* » de la jeunesse. Tout jeune d'aujourd'hui, sait qu'il vivra moins bien que ses parents, qu'il devra faire face à une insertion « *sauvage* » dans le monde du travail, que sa vie est destinée à être une tortueuse gymkhana pour atteindre un revenu décent. Tout jeune sait, donc, que la précarité, masquée idéologiquement derrière le concept dangereux de « *flexibilité* », va constituer une composante durable et stable de sa vie. Cette caractéristique n'est pas seulement italienne, elle est internationale. Ce n'est pas par hasard si aux États-Unis le mouvement *Jobs with Justice* — né de l'initiative syndicale pour organiser les précaires et les chômeurs — ou en France le réseau des Marches, jouent un rôle important dans la lutte contre la mondialisation capitaliste.

Les GC peuvent être un élément propulseur de ce thème, être ceux qui avancent une proposition concrète d'organisation autour de ces questions. Pour cela ils ne doivent pas se limiter à « *aller* » à Gênes, mais au contraire ils doivent essayer de construire un réel parcours politique, une campagne sociale, visant l'implications de secteurs sociaux qui puissent indiquer un projet politique et une direction de marche. Il faudrait, par exemple, impliquer dans le parcours pour Gênes les travailleurs précaires de Mc Donald de Florence, ceux des Call center de la Tim de Bologne, les jeunes des LSU, les étudiants de Rome ou des Lycées de Milan (6).

Une plate-forme sociale qui puisse répondre aux demandes exprimées par ces différentes expériences de lutte peut représenter un outil important pour rendre plus « *politique* » et donc moins épisodique ce parcours, à partir de la proposition d'un salaire social pour chômeurs et précaires et d'une charte des droits sociaux.

Ce serait très utile pour donner un peu de « *substance* » à un projet crédible d'engagement social, qui reste le chaînon indispensable pour influencer positivement

3. Parti de la refondation communiste (PRC).

4. Fausto Bertinotti est secrétaire du Parti de la refondation communiste.

5. Le Réseau des Droits Globaux a été créé récemment par les COBAS, les SIN-COBAS, et les Centres Sociaux qui ne sont pas dans l'association *Ya Basta* et les *Tute Bianche*.

6. Ces sont tous des exemples des luttes de ces derniers mois.

ce climat de reprise des luttes. Cette tâche, évidemment, ne peut se terminer avec Gênes, et peut-être ne pourra seulement qu'être esquissée d'ici juillet. Mais il est aussi vrai que Gênes peut constituer un passage important pour essayer de connecter les revendications du « mouvement global » avec les luttes partielles autour de revendications concrètes, sur le plan « local », contre les politiques néolibérales.

Gênes, dans ce sens, peut représenter une première tentative, un laboratoire pour expérimenter des parcours qui puissent aller dans cette direction, s'il est vrai que, par exemple chez les étudiants, les mobilisations des mois derniers à Rome ont maintenant fait place, non à la démoralisation, mais au contraire à la préparation dans les facs de la participation aux manifestations de juillet avec une plate-forme qui parle des conditions d'étude.

On devrait, en outre, commencer à aborder le thème de l'organisation des travailleurs précaires, du renforcement des expériences locales, alors que souvent nous étions parmi les animateurs des luttes, de leur coordination nationale et, en même temps, de leur « reproduction ».

Il s'agit donc de commencer à pratiquer la campagne sur la précarité dont nous discutons depuis longtemps, au moins depuis la manifestation des « inflexibles » de Santa Margherita Ligure (7), et depuis toutes les « petites » expériences locales que les camarades sont en train de mettre en place. En ce sens il faudrait valoriser la réflexion sur ces thèmes qui est en train de se développer dans des secteurs importants du syndicalisme, depuis la gauche de la FIOM aux néo-COBAS, qui se posent désormais explicitement la question de l'organisation spécifique des travailleurs précaires, avec des outils adaptés à leurs conditions de travail et de vie.

Enfin on devrait valoriser davantage les « relations » internationales que, pendant ces années, nous avons tissées avec un grand nombre d'organisations et de collectifs de jeunes européens, qui seront à Gênes, pour manifester avec nous, sur les mêmes mots d'ordre, depuis la lutte contre la précarité jusqu'à la défense de l'éducation nationale. En particulier on devrait former, le samedi 21 juillet, un cortège international de la jeunesse dans la manifestation européenne contre le G8. ■

7. le 10 juin 2000 un millier de Jeunes Communistes ont manifesté à Santa Margherita Ligure, pendant le sommet des « jeunes industriels », les assiégeant avec les slogans « inflexibles ». Cette manifestation a eu un fort écho dans la presse.

Le 18^e Camp international de Au cœur de contre la mondialisation

Propos recueillis par
Penelope Duggan*

Le 18^e camp de la jeunesse révolutionnaire en solidarité avec la IV^e Internationale se tiendra cette année du 23 au 29 juillet, près de Rome, en Italie. Ce sera l'occasion pour plusieurs centaines de jeunes militantes et militants de tirer les enseignements des mobilisations contre la mondialisation capitaliste — et en particulier de la mobilisation internationale contre la réunion du G-8 à Gênes, qui aura eu lieu juste avant l'ouverture du camp. *Inprecor* a posé quelques questions à Cinzia Arruza, militante de l'association Bandiera Rossa, qui participe à la construction des *Giovani Communisti* en Italie, engagée dans la préparation de la mobilisation contre le G-8 à Gênes ; à Marco Espvall, militant du Parti socialiste de Suède, organisateur de la délégation suédoise, engagé dans la préparation de la mobilisation contre le sommet de l'Union européenne de Göteborg ; et à Josep Maria Mantentas, militant d'*Espacio alternativo* de Barcelone, engagé dans le Mouvement de Résistance Globale.

Italie

Questions à Cinzia Arruza

Inprecor : Le sommet du G8 est présenté comme un des prochains rendez-vous centraux du mouvement contre la globalisation capitaliste. A quelle mobilisation vous attendez-vous ?

Cinzia Arruza : La manifestation de Gênes représente un passage très important pour le mouve-



ment contre la mondialisation capitaliste : autour de ce rendez-vous, surtout après la forte participation à la manifestation contre le sommet de l'OCDE de Naples au mois de mars, il est possible de travailler pour un élargissement de la mobilisation vers des secteurs plus amples de la jeunesse et du monde du travail. D'ici au mois de juillet il faut absolument saisir le défi et faire de Gênes un rendez-vous de masse, en impliquant dans la préparation et la participation aux mani-

festations les secteurs sociaux avec lesquels nous travaillons tous les jours : en particulier les travailleurs précaires, les lycéens et les étudiants, les chômeurs.

Inprecor : Le camp jeunes en solidarité avec la IV^e Internationale commença en Italie le lendemain de la manifestation de Gênes. Comment vous voyez le lien entre les deux événements ?

Cinzia Arruza : Le camp de cette année ne veut pas être un événement séparé des autres moments de discussion ou de mobilisation internationaux contre la mondialisation capitaliste : pour cela le thème central du programme du camp est justement celui des luttes antiglobalisation. Le fait que le Camp se tienne juste après les manifestations de Gênes nous donnera la possibilité de nous trouver pendant une semaine avec une partie de cette jeunesse radicalisée qui aura animé les manifestations de Gênes, pour faire un bilan des mobilisations mais surtout pour réfléchir au renforcement politique et social du mouvement dans chaque pays.

Inprecor : Comment les jeunes en Italie s'insèrent-ils dans ces mobilisations ? Y-a-t-il une spécificité dans les formes et les thèmes de leur radicalisation ?

Cinzia Arruza : En Italie la mobilisation contre la mondialisation capitaliste est très marquée par la participation de la jeunesse : sur les thèmes de la mondialisation, des désastres pour l'environnement, de la précarité et du démantèlement croissant des droits sociaux et de la vie démocratique par les politiques néolibérales, on assiste en Italie à une nouvelle radicalisation et politisation d'une couche significative de la jeunesse. Les organisations qui travaillent à la préparation et à la coordination des mouvements de lutte sont nombreuses et très différentes : des Jeunes Communistes du PRC, aux Centres Sociaux, de l'association *Ya Basta* (les *Tutte Bianche*) aux collectifs étudiants et aux associations de base. Chaque acteur, politique ou social, met en avant ses propres mots d'ordre, ses façons de manifester (comme la « désobéissance civile ») et sa propre intervention spécifique sur les thèmes de la précarité du travail, de l'écologie, de la défense de l'éducation. Certes, il reste le problème crucial de comment animer quotidiennement la lutte contre le capitalisme mondial à un niveau local, dans les écoles, les facs ou les lieux de travail, et de comment mettre en relation chaque lutte particulière et locale

* Penelope Duggan est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale, responsable des réalations avec les organisations de jeunesse.

jeunes révolutionnaires la lutte antimondialisation capitaliste



avec le mouvement plus général.

Inprecor : *Le camp se tient en Italie mais est un camp international et autogéré. Comment se passe concrètement sa préparation ?*

Cinzia Arruza : Les thèmes, les moments de discussion, les activités politiques et festives du camp n'ont pas été définis par les Italiens tous seuls : le programme du camp est le résultat d'une discussion et de choix collectifs entre les différents groupes de jeunes liés à la IV^e internationale. Chaque pays a la responsabilité de gérer et animer avec les autres les discussions aux forums, les commissions ou les meetings ; le camp n'est donc pas seulement une occasion de discussions politiques,

mais aussi d'échange et de coordination des expériences, de divertissement et de « travail » en commun, étant donné qu'il s'agit d'une initiative autogérée par les jeunes. Chacun et chacune prend en charge aussi bien les discussions que les fêtes et le nettoyage des douches...

Catalogne

Questions à Josep Maria Mantentas

Inprecor : *Quelle a été la place de la jeunesse dans la mobilisation contre la réunion de la Banque mondiale, prévue fin mai à Barcelone et finalement annulée par l'institution internationale qui avait craint de voir sa légitimité encore plus ébréchée ?*

Josep Maria Mantentas : La jeunesse a joué un rôle central dans la préparation de la mobilisation de Barcelone. La radicalisation de la jeunesse espagnole et spécialement catalane, dans la lutte contre la mondialisation capitaliste est un phénomène politique et social remarquable, très visible depuis Prague. La mobilisation de Prague en septembre a constitué une véritable lutte fondatrice pour le mouvement de la jeunesse espagnole et catalane, et dans le cadre de cette mobilisation s'est constitué le Mouvement de Résistance Globale (MRG), le réseau qui rassemble la plupart des jeunes actifs dans le mouvement antimondialisation et le seul à se mobiliser pour Prague. La mobilisation de Nice, même si elle n'a pas été aussi importante pour les mouvements espagnols et catalans, a signifié pour nous une première convergence, partielle et limitée, entre la gauche syndicale et une partie de la jeunesse radicalisée. La préparation des mobilisations de Barcelone a comporté une convergence très large entre la majorité des organisations et mouvements sociaux catalans, qui ont constitué un cadre uni-

taire, la campagne contre la banque mondiale Barcelone 2001. Avec Barcelone 2001 la base sociale du mouvement contre la mondialisation capitaliste dans l'État espagnol et en Catalogne s'est élargie, même si dans ce nouveau contexte la jeunesse continue à jouer un rôle dynamisant important.

Inprecor : *Quelles sont les thèmes de radicalisation les plus présentes ?*

Josep Maria Mantentas : La radicalisation de la jeunesse dans l'État espagnol et en Catalogne, comme dans la plupart des pays où ce phénomène est aussi important, se fait autour d'une critique générale de l'ordre existant et a un profil clairement anticapitaliste. Peut-être que les deux éléments identitaires les plus notables de la radicalisation de la jeunesse espagnole et catalane sont : en premier lieu, la recherche de formes d'organisation horizontales et de base, et son refus des organisations plus structurées, comme les partis où les syndicats ; en deuxième lieu, sa défense résolue de l'action directe non violente comme méthode de lutte et sa volonté de chercher des formes innovatrices de mobilisation, qui vont au-delà des cortèges traditionnels aux manifestations, comme les street-parties anglaises où les blocages des têtes blanches italiens.

Inprecor : *Comment comptez-vous profiter du camp de jeunes de la IV^e Internationale pour faire avancer le mouvement ?*

Josep Maria Mantentas : Le camp doit être un moment de discussion stratégique importante sur la lutte contre la mondialisation capitaliste et sur les nouveaux mouvements de jeunes qui jouent un rôle central dans cette lutte dans beaucoup de pays. Il doit offrir un cadre qui nous permettra de connaître les différentes expériences et réalités nationales et apprendre des différents bilans qu'on peut tirer de chaque situation.

Suède

Questions à Marco Espvall

Inprecor : *Quelle a été la place des jeunes dans la mobilisation pour un contre-sommet européen à Göteborg et quels ont été les thèmes de la radicalisation des jeunes ?*

Marco Espvall : La mobilisation de Göteborg a inclu toute la gauche radicale scandinave et de très nombreux mouvements sociaux. Ce fut une mosaïque de happenings différents, tous unis autour d'une même exigence : « Contre la politique néolibérale de l'Union européenne, pour une Europe différente, une Europe sociale ». La lutte contre la mondialisation capitaliste et le sentiment internationaliste sont les thèmes centraux de la radicalisation de la jeunesse. Et il faut noter que la majorité des militants qui préparèrent la

mobilisation de Göteborg étaient des jeunes. Beaucoup de jeunes se sont rendus compte que l'Union européenne fait partie de la triade qui domine le système capitaliste mondial, aux côtés des États-Unis et du Japon ; que l'Union européenne fait partie de ce nouvel ordre — en fait pas si nouveau que ça — qui met en danger notre avenir ; qu'il s'agit d'une institution tout aussi désastreuse et dangereuse que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou le Fonds monétaire international. Ainsi l'Union européenne se heurte à une résistance similaire de la part des mouvements sociaux à celle rencontrée par l'OMC à Seattle ou par le FMI à Washington et à Prague. C'est pour cette raison qu'autant de jeunes se sont rendus à Göteborg, car ils pensaient que tous ensemble ils pouvaient faire la différence.

Inprecor : *Qu'attendez-vous du camp jeune de la IV^e Internationale, où vous allez mener une délégation ?*

Marco Espvall : Le camp jeune de la IV^e Internationale et la mobilisation contre le G-8 à Gênes témoignent — à deux niveaux différents — que la lutte pour laquelle nous nous sommes mobilisés à Göteborg, continue. Il faut un succès de masse à Gênes. Et il faut pouvoir prendre du temps pour se connaître, débattre et tirer ensemble les enseignements des diverses mobilisations contre la mondialisation capitaliste — c'est ce que nous espérons faire au Camp jeune en Italie. ■

Cette année le camp international de jeunes révolutionnaires organisé depuis dix-huit ans à l'initiative de la IV^e Internationale en Europe se tiendra en Italie, près de Rome, du dimanche 22 au samedi 28 juillet 2001. Ce sera l'occasion pour des centaines de jeunes militant(e)s de tirer les leçons des mobilisations contre la mondialisation capitaliste — à l'issue de la grande mobilisation du 21 juillet contre le sommet du G-8 — et de débattre de cet « autre monde possible » que nous opposons à la barbarie du capitalisme sénile.

Une semaine de débats, de formation et de fêtes se terminera par un grand meeting et une grande fête le samedi 28 juillet.

Pour y participer il faut prendre contact :

- en France, avec les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) : <bnjcr@yahoo.com>
- en Belgique, avec la Jeune garde socialiste (SJM/JGS) : <platin@skynet.be>
- en Italie avec Bandiera Rossa : <bandierarossa@ecn.org>
- Pour les autres pays contacter Inprecor : <100641.2324@compuserve.com>

Un nouveau cadre politique

Par
Livio Maitan*

La perspective d'une victoire de Berlusconi aux élections législatives du 13 mai avait provoqué des réactions assez vives dans des milieux politiques et des organes de presse influents de plusieurs pays européens, qui exprimaient deux soucis majeurs : l'utilisation qu'un personnage d'une telle puissance économique pourrait faire du pouvoir politique et la menace qu'une coalition composée, outre la formation berlusconienne, d'un parti populiste de droite comme la Ligue du Nord d'Umberto Bossi et des héritiers du parti néofasciste, représenterait pour les institutions démocratiques de la péninsule. Ce sont surtout ces mêmes craintes que s'efforçait d'exploiter à son avantage la coalition de centre-gauche appelée l'Olivier pour convaincre des électeurs de gauche de lui redonner leur confiance, malgré les performances déroutantes des gouvernements Prodi, D'Alema et Amato qui s'étaient succédés au cours des cinq dernières années. Les résultats du scrutin du 13 mai, d'où Berlusconi est sorti incontestablement gagnant au niveau des sièges aussi bien à la Chambre des députés qu'au Sénat, ne pouvaient qu'accentuer ces préoccupations et provoquer dans de larges couches d'électeurs une vague de désarroi.

A l'adresse de ceux qui ont parlé d'un plébiscite pour Berlusconi ou d'un raz-de-marée, il faut d'abord rappeler les chiffres (cf. tableau). La coalition du centre-droit dans son ensemble a remporté une large majorité de sièges, mais non la majorité des voix. Qui plus est, par rapport à 1996 elle a perdu plus d'un million de voix (le nombre d'abstentions n'ayant pas beaucoup changé). Pour sa part, l'Olivier n'a presque pas perdu de voix et si on additionne ses voix à celles du PRC et d'autres formations n'ap-

partenant à aucune coalition, on obtient un total supérieur à celui du centre-droit. Par ailleurs, le parti de Berlusconi, Forza Italia, a très sensiblement progressé, mais il n'a pas dépassé 30 %, pourcentage déjà atteint aux Européennes de 1994. Quoi qu'il en soit, son avancée se fait essentiellement au détriment de ses alliés, notamment de la Ligue du Nord qui n'a même pas atteint le quorum de 4 % nécessaire pour participer à la distribution proportionnelle des sièges à la Chambre des députés. Finalement, si on veut avoir une idée de la situation d'ensemble, il faut aussi tenir compte de ce que deux semaines après les législatives l'Olivier a remporté un succès indéniable au deuxième tour des municipales partielles en conservant notamment la majorité dans des villes comme Rome, Turin et Naples (le centre-droit avait gagné Milan dès le premier tour) (1). Ces résultats ne feront pas oublier, toutefois, que le parti le plus fort de l'Olivier, les Démocrates de gauche (DS), a enregistré un très sérieux recul (16,6 % contre 21,1 % en 1996) alors qu'une formation centriste hétérogène, dont font partie des anciens démocrates-chrétiens et le leader de la coalition, Francesco Rutelli, a atteint, à la surprise générale, 14,5 %.

Ceci étant dit, il faut poser ou se poser une nouvelle fois trois questions : qu'est-ce que la coalition de Berlusconi représente socialement et politiquement ? Est-ce qu'elle a connu des transformations depuis 1994 ? Est-ce qu'elle sera en condition de stabiliser la situation italienne après presque dix ans de crises et de bouleversements politiques ?

Berlusconi, deuxième édition

Après la victoire de Berlusconi en 1994 nous écrivions : « *Forza Italia est née à l'initiative d'un grand patron qui, pour atteindre ses fins, a utilisé sans vergogne les structures de son royaume financier et les puissants médias qu'il possède. Son "parti" a ainsi été créé d'en haut et est totalement identifié à sa personne. Il ne serait pas abusif de parler*

d'entreprise bonapartiste, tant à cause du rôle décisif du chef qui se veut charismatique que du rôle de médiateur hégémonique que ce chef a joué pour unifier les différentes composantes de la droite. Il y avait un vide à remplir et Berlusconi l'a compris à temps : voilà la clé de son succès » (2).

Ce vide est apparu après l'écroulement de la coalition de longue durée, basée sur l'alliance entre la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste de Craxi, qui avait régné tout

au long d'un quart de siècle. Le nouveau centre-gauche, où le rôle de premier plan appartenait à la formation issue du vieux parti communiste (devenu Parti de la gauche démocratique, PDS, et ensuite Démocrates de gauche, DS) se voulait candidat à la succession. Mais tous ceux qui, n'acceptant pas pour diverses raisons une telle succession, cherchaient une autre solution, misèrent sur Berlusconi. Son échec rapide, à la suite des contradictions qui avaient éclaté dans sa coalition hétérogène et sous la pression de puissants mouvements de masse en défense des retraites en automne 1994, ouvrit le chemin à l'avènement du centre-gauche après les élections de 1996.

Il va de soi que c'est surtout la dérive du centre-gauche, aussi bien sur le terrain socio-économique (acceptation, voire idéalisation, de l'approche néolibérale) qu'en matière de politique internationale (soutien inconditionnel de la guerre contre la Serbie et du nouveau pacte de l'OTAN) qui a permis au centre-droit de préparer son sursaut et finalement de revenir au pouvoir. Mais il faut ajouter que Berlusconi avait tiré la leçon aussi bien de 1994 que de 1996 (lorsqu'il était tombé à la suite de la rupture de la Ligue du Nord). Il a structuré beaucoup plus son parti en essayant, avec des résultats importants, de l'enraciner dans ladite société civile et de ne plus le faire apparaître comme une réplique de son entreprise. Il a soutenu avec succès comme candidats-maires du centre-droit à des élections municipales des personnalités indépendantes comme le maire de Milan, réélu le 13 mai et celui de Bologne. Il s'est donné une image « *d'homme d'État responsable* » en appuyant des démarches du gouvernement du centre-gauche dans l'Union européenne et en s'alignant avec lui lors de la guerre aux Balkans.



* Livio Maitan, dirigeant de la IV^e Internationale, est membre de la direction du Parti de la refondation communiste.

1. A Rome et Naples la coalition municipale gagnante incluait le PRC.

2. *Inprecor* n° 381, juin 1994.

Comme nous l'avons déjà souligné dans *Inprecor* (3), il a obtenu un statut international par son intégration dans le Parti populaire européen au parlement de Strasbourg. Neuf mois avant les élections il a ressoudé sa coalition en encadrant de plus près *Alleanza nazionale*, qui avait désormais renoncé à lui contester le leadership de la coalition sous quelque forme que ce soit, et il a rétabli les liens avec la Ligue du Nord par un mariage d'intérêts qui a atteint le double résultat de rendre possible le succès électoral et de réduire à la portion congrue son allié retrouvé.

Il a été et il est question d'un prétendu populisme de Berlusconi. Il va de soi que toute comparaison avec le populisme du XIX^e siècle en Russie et les populismes des années '40 et '50 en Amérique latine serait dépourvu de tout contenu. En revanche, une telle caractérisation a, du moins partiellement, un sens si on appelle populiste une approche politico-idéologique aux traits suivants : la prétention de représenter le « peuple » en opposition aux politiciens, de se placer à côté et à proximité des citoyens ; une description de la réalité sous la forme du dénigrement systématique et sans nuance des méfaits des adversaires ou concurrents ; la définition de remèdes simples et non politiques ; l'accent mis sur l'urgence de réformer la cadre socio-institutionnel existant (4). Par ailleurs, Berlusconi s'est efforcé à plusieurs reprises d'apparaître comme un partisan du néolibéralisme moins orthodoxe que les chantres de l'Olivier en prônant non une économie de marché tout court, mais une économie sociale de marché.

Toujours est-il que Berlusconi doit sa victoire surtout à sa capacité d'exprimer des

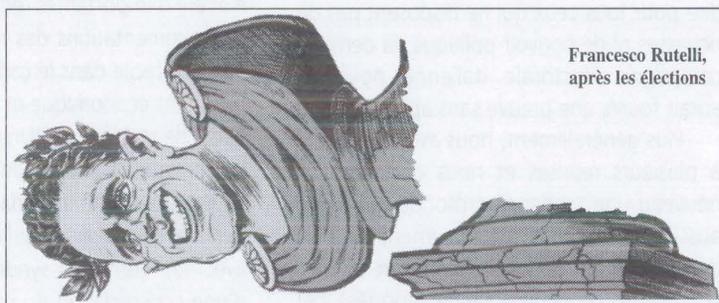
sensibilités, des sentiments, des réflexes régressifs, voire carrément réactionnaires, qui existent à l'heure actuelle dans des couches assez larges de la société. C'est pourquoi il jouit effectivement d'un soutien populaire qui ne se limite absolument pas à certaines régions du pays, même s'il est encore relativement plus faible dans des régions de l'Italie centrale. Il est plus alarmant, d'autre part, que le centre-droit ait remporté un succès extraordinaire en Sicile, ce qui indique sans aucun doute que la mafia estime que sous Berlusconi elle pourra continuer à gérer plus tranquillement ses affaires et sa propre « société ». Quant à l'église catholique, tout en ne pouvant plus influencer les élections comme elle le faisait aux années fastes de la Démocratie chrétienne et tout en s'inspirant d'une certaine prudence, elle considère à juste titre que certaines de ses revendications en matière de « défense » de la famille, d'écoles privées, voire d'avortement pourraient maintenant avoir une plus grande audience au niveau parlementaire et électoral (5).

Finalement, Berlusconi jouit maintenant, beaucoup plus qu'en 1994 et en 1996, du soutien ou du préjugé favorable de très larges couches patronales, qui, certes, n'avaient pas beaucoup à se plaindre des gouvernements du centre-gauche, mais n'ont jamais cessé de prôner des mesures néolibérales encore plus

radicales et une plus grande stabilité gouvernementale. Le message le plus symbolique c'est Gianni Agnelli, le doyen reconnu du patronat italien, qui l'a envoyé en blâmant vertement la presse étrangère qui avait critiqué Berlusconi et en se rangeant à ses côtés. Il est vrai qu'en 1994 aussi Agnelli avait voté au Sénat pour le gouvernement du centre-droit, mais il n'avait pas soutenu Berlusconi lors du choix du Premier ministre. De surcroît, l'organisation patronale de l'industrie, la puissante *Confindustria*, est dirigée maintenant par un jeune loup, Antonio D'Amato, qui ne fait pas mystère de sa volonté d'exploiter le nouveau cadre politique pour pousser plus loin son offensive anti-ouvrière.

La démocratie en danger ?

Des militants et des citoyens, en Italie et hors d'Italie, s'interrogent sur le danger que l'avènement du gouvernement Berlusconi pourrait représenter pour les institutions



Francesco Rutelli, après les élections

démocratiques qui existent depuis l'adoption de la Constitution de 1948.

La question doit être abordée sous plusieurs angles. Le centre-droit s'est prononcé depuis longtemps pour une réforme constitutionnelle qui, d'après ses propos, devrait avoir lieu selon les procédures prévues par la Constitution elle-même. En gros, il vise à donner une empreinte plus présidentialiste au système politique italien et en même temps à accroître les autonomies régionales. Il voudrait, paraît-il, remettre en cause y compris la première partie de la Charte, notamment les articles concernant l'inspiration sociale et le rôle de l'État. Mais rien de précis n'a été avancé jusqu'ici par la coalition en tant que telle. Il faut d'ailleurs supposer, du moins pour l'instant, que Berlusconi n'a pas l'intention de remettre en

Résultats des élections (partie proportionnelle)

liste	Législatives 2001		Régionales 2000		Européennes 1999		Législatives 1996	
	voix	%	voix	%	voix	%	voix	%
PRC	1867712	5,0	1470117	5,0	1330341	4,2	3213748	8,6
DS	6138530	16,6	5003355	17,0	5376978	17,4	7894118	21,1
PCI (1)	618646	1,7	524426	1,8	615295	2,0		
Forza Italia	10921155	29,5	6892604	23,4	7789099	25,2	7712149	20,6
<i>Alleanza Nazionale</i>								
Nazionale	4458610	12,0	3727997	12,6	—	—	5870491	15,7
Lega Nord	1468131	4,0	1403064	4,8	1392142	4,5	3776354	10,1
Ccd-Cdu (2)	1193654	3,2	1843610	6,2	1466868	4,7	2188563	5,8
Liste Bonino (3)	841466	2,3	599018	1,9	2617060	8,5		
Margherita (4)	5374226	14,5	2887857	9,8	4502028	14,6	4181542	11,2
Girasole (5)	1023207	2,8	1282761	4,3	579075	1,9	1088106	2,9

1. Le parti des communistes italiens est une scission de droite du PRC en 1999, menée par Armando Cossutta. Il fait partie de l'Olivier.
2. Groupes issus de la Démocratie chrétienne historique faisant partie de l'alliance du centre-droit (Berlusconi).
3. Parti radical italien.
4. La "Marguerite" est une formation nouvelle dirigée par Francesco Rutelli.
5. "Tournesol"

3. *Inprecor*, n° 457, avril 2001.

4. Un article intéressant sur les différentes formes de populisme a été écrit récemment par Guido Caldiron, jeune militant du PRC, de formation marxiste (*Il Manifesto*, 12 mai 2001).

5. Il ne faut pas oublier quand même que le centre-gauche a déjà fait, par exemple en ce qui concerne l'école, des concessions très importantes au secteur privé et donc à l'église catholique.

question sous quelque forme que ce soit le cadre européen.

Cela dit, les craintes qu'inspire le fait que le contrôle du pouvoir exécutif va appartenir à l'homme le plus riche du pays, présent en force dans plusieurs secteurs économiques et qui détient notamment presque tous les réseaux nationaux privés de télévision, sont tout à fait légitimes. La dernière campagne électorale nous a donné un avant-goût de ce danger. Berlusconi a utilisé des ressources gigantesques — sans commune mesure avec les ressources dont disposaient tous les autres candidats, pour ne pas parler de celles, "spartiates", de Refondation communiste. Par ailleurs, le centre-gauche au gouvernement n'a pas fait preuve de sobriété. Il a utilisé sans vergogne les réseaux de la télévision publique au mépris des règles démocratiques les plus élémentaires. Si nous avons besoin de nous convaincre que, dans un cadre institutionnel bourgeois, les droits démocratiques sont souvent une coquille vide pour le commun des mortels, c'est-à-dire pour tous ceux qui ne disposent pas de richesses ni de pouvoir politique, la dernière campagne électorale italienne nous en aurait fourni une preuve sans appel.

Plus généralement, nous avons constaté à plusieurs reprises et nous constatons à nouveau une tendance profonde qui opère aussi dans les pays prétendument les plus démocratiques. Les citoyens sont de plus en plus spoliés de pouvoir de décision réel. Les choix macro-économiques qui déterminent, en dernière analyse, leur sort, les choix stratégiques politiques et à plus forte raisons militaires, ne dépendent pas dans la moindre mesure des citoyens. La critique la plus grave qu'on peut adresser à juste titre aux gouvernements du centre-gauche est de ne pas avoir contrecarré cette tendance, mais au contraire, de l'avoir propulsée davantage. La décision prise par le gouvernement Amato après le 13 mai, au moment où il aurait dû se limiter à gérer les affaires courantes, de préparer une militarisation avec blocage terrestre, maritime et aérien de la ville de Gènes en vue de la réunion du G8 en est le dernier exemple. Ainsi, la tâche du futur gouvernement sera sensiblement facilitée. S'il choisit la répression, il pourra se couvrir par les décisions déjà prises, s'il choisit de permettre des manifestations, il apparaîtra plus démocratique que ses prédécesseurs.

Au delà des dérives du centre-gauche et de ce qui pourra se passer au mois de juillet à Gènes, il n'y a pas le moindre doute que cette tendance structurelle à une érosion du cadre démocratique s'accroîtra sous le règne berlusconien. Dans quelle mesure et

avec quel aboutissement, cela dépendra fondamentalement de la dynamique socio-économique en Italie, dans l'Union européenne et, en dernière analyse, à l'échelle mondiale.

Il est vrai que Berlusconi aura des difficultés avec ses alliés, qui sortent assez frustrés de l'épreuve électorale et il devra en même temps faire face, sur le terrain institutionnel, à des tendances centrifuges régionales qu'il aura contribué à nourrir par son opposition aux gouvernements du centre-gauche et dans le but de s'assurer le soutien de la Ligue du Nord. Mais, puisque les voix des élus de celle-ci dans les deux chambres ne sont pas indispensables à une majorité gouvernementale du centre-droit, on ne saurait envisager une répétition de ce qui s'est passé fin 1994 lors du conflit avec Bossi. C'est pourquoi, répétons-le, le futur du nouveau gouvernement sera conditionné, d'abord, par sa capacité de maintenir les promesses électorales, notamment en matière d'importantes réductions des impôts et d'augmentations des retraites, ce qui ne sera pas facile dans le cadre actuel de ralentissement économique et dans le respect du pacte de stabilité de l'Union monétaire. Il va de soi que, si l'Italie connaissait une croissance importante et si, dans un tel contexte, Berlusconi pouvait rétablir une concertation avec les centrales syndicales, l'hypothèse d'une consolidation du nouveau cadre politique et d'une stabilité d'une certaine durée ne saurait être écartée. Mais, du moins pour l'instant, une telle dynamique ne se dessine pas.

Qui plus est, au cours de ces derniers mois, il y a eu une incontestable relance des luttes, même si elles ne sont pas encore généralisées. Le secteur, qui reste le plus important de la classe ouvrière, celui des travailleurs de la métallurgie, s'est engagé dans une bataille prolongée pour le renouvellement de la convention collective et à l'occasion d'une récente grève nationale, des centaines de milliers de travailleurs ont défilé dans les rues de toute une série de villes, surtout à Turin et Milan. D'autre part, une vague de luttes estudiantines s'est produite aux mois de mars et avril dans plusieurs centres universitaires, notamment à Rome. Par ailleurs, le mouvement contre la mondialisation capitaliste est en train de s'amplifier, ce qui pourrait avoir des retombées positives au niveau aussi bien politique que culturel. Dans ce sens, la mobilisation contre le sommet du G-8 en juillet à Gènes est plus que jamais un rendez-vous majeur. ■

Le sauve le

Par
Livio Maitan

Le Parti de la refondation communiste (PRC) a été soumis à une rude épreuve tout au long de la campagne électorale et dans les jours qui ont suivi l'annonce des résultats. Les porte-parole de l'Olivier, des journalistes soi-disant démocratiques et/ou de gauche, des intellectuels maîtres à penser ont rivalisé dans une sorte de chasse aux sorcières contre le PRC et plus particulièrement son secrétaire Fausto Bertinotti, dénoncés comme coupables d'avoir aidé Berlusconi à devenir Premier ministre. En fait, consciemment ou non, tous ces braves gens ont révélé ou confirmé une conception de la politique qui n'a absolument rien de principiel. Les idées, les programmes, les projets ? Tout cela à la poubelle ! L'essentiel est de gagner des voix, des sièges, des postes ministériels. Pourtant, le candidat de l'Olivier lui-même, Francesco Rutelli, avait dû l'admettre : un accord politique avec le PRC était strictement impossible et à plus forte raison il aurait été impossible de gouverner ensemble....

Qui plus est, non seulement l'Olivier a préparé sa défaite cinq années durant par sa politique néolibérale et pro-impérialiste, mais, en oubliant sa défaite de l'année dernière lors du référendum en matière électorale, il s'est obstiné à maintenir un système fondamentalement antidémocratique, voire démentiel. Il n'a même pas voulu corriger le système en vigueur pour le Sénat, et, en ce qui concerne la Chambre des députés, il a eu recours, en accord avec le parti de Berlusconi, à une véritable escroquerie en ignorant les mises en garde du président de la république. Bref, tous les accusateurs de Refondation se gardent bien de prendre note d'une donnée élémentaire : si on avait introduit un système proportionnel, comme le PRC le demandait, Berlusconi n'aurait pas obtenu la majorité. Finalement, rien ne prouve que, s'il y avait eu un pacte électoral, on aurait tout simplement additionné les voix de l'Olivier et ceux du PRC ; fort proba-

PRC meubles

blement, une partie des électeurs du PRC se seraient abstenus et une partie des électeurs de l'Olivier se seraient déplacés vers le centre-droit.

Il faut souligner, par ailleurs, que le PRC a subi les attaques non seulement de secteurs d'une gauche DS, au demeurant politiquement assez fantomatiques, mais aussi d'une partie de la gauche dite radicale qui avait constamment critiqué les gouvernements du centre-gauche. Ces gens ont été assez magnanimes en invitant à voter PRC pour le quota proportionnel (25 % des sièges) à la Chambre des députés, mais, en oubliant que notre décision de ne pas nous présenter à l'élection à scrutin uninominal à la première chambre (75 %) permettrait à l'Olivier de remporter une trentaine de sièges de plus, ils ont appelé à ne pas voter en

appartenant au DS, qui avait approuvé toutes les décisions prises par la coalition, aussi bien socio-économiques que politiques (guerre au Kosovo y comprise) (1).

Une image d'opposition radicale

Malgré ces campagnes, le PRC a tenu le coup : 5% des voix aussi bien à la Chambre (11 élus) qu'au Sénat (4 élus), le seul parti en dehors d'une coalition ayant atteint le quorum de 4 % nécessaire pour participer à la distribution des sièges. Il faut ajouter que des partis membres des deux coalitions n'ont pas atteint le quorum non plus et ne seront représentés que par des élus des coalitions au scrutin uninominal. Les Verts ont connu un sort particulièrement lamentable : la liste commune (baptisée tournesol) qu'ils avaient présentée avec une petite formation socialiste, affiliée à l'Internationale socialiste, n'a remporté que 2,9 %. Le parti de Cossutta, issu de la scission du PRC d'octobre 1998, a été tout simplement balayé (1,7 %) et ne survit qu'en tant que cinquième roue des DS qui lui ont octroyé quelques députés (au scrutin uninominal) et quelques sénateurs, les uns et les autres élus dans les rangs de la coalition.

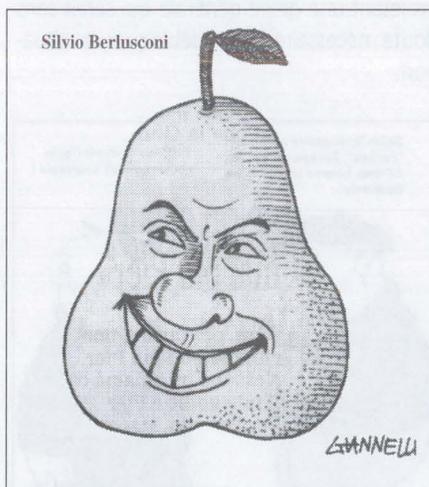
Cela dit, il faut quand même admettre que le résultat du PRC n'est satisfaisant que dans le contexte donné. On ne saurait oublier qu'en 1996 Refondation avait obtenu 8,6 % (en revanche, elle n'avait obtenu que 4,3% aux européennes de 1999). La conclusion unanimement partagée est que le PRC est toujours, fondamentalement, un parti d'opinion qui obtient des suffrages grâce à son image d'opposition radicale, ayant une influence de masse, mais dépourvu d'un véritable enracinement social, à quelques exceptions près. La campagne électorale, menée dans l'autonomie la plus complète, a été caractérisée surtout par les interventions radicales de Fausto Bertinotti, dont les meetings ont le plus souvent attiré de nombreux jeunes. L'initiative, qui a représenté sans doute le plus grand succès, s'est déroulée à Rome avec la participation de nombreux intellectuels et dans une atmosphère très chaleureuse. Ce sont les passages les plus combatifs du discours qui ont été particulièrement applaudis dont le suivant : « *La nouveauté c'est que le capitalisme et l'innovation sont désormais séparés du progrès social et sont en train de révéler des contradictions radicales : mais, alors, la politique n'a un sens qu'à la condition de s'avérer capable de critiquer la logique du marché et de l'entreprise, de recommencer de son point le plus haut, la révolution* ».



Les débats du PRC

L'instance la plus large du parti, le Comité politique national, réunie les 26 et 27 mai, a tiré le bilan des élections. En fait, elle a en même temps ouvert le débat pour le prochain congrès qui aura lieu au printemps 2002. Les sensibilités différentes qui existent, y compris dans le secrétariat, se sont manifestées cette fois aussi sous des formes camouflées ou très nuancées notamment sur l'attitude à avoir à l'égard des DS ou de la gauche dite libérale et sur des problèmes organisationnels. Il est clair pour tout le monde qu'il faut poursuivre une construction autonome du parti. Mais des ambiguïtés, voire des divergences, existent sur l'orientation dans la phase actuelle. Un courant, qu'on pourrait appeler « *continuiste* », pour qui le PCI reste toujours un point de référence, semble miser, non pas sur une régénérescence (pourtant le mot a été utilisé dans un débat à la direction), mais sur une réorientation des DS, qui préparent à court terme un congrès s'annonçant très chaud. Au delà de toutes les nuances, le dilemme reste, pour les DS, le suivant : soit construire une sorte de parti démocrate incluant l'Olivier dans son ensemble (Veltroni), soit maintenir l'Olivier comme une coalition au sein de laquelle les DS joueraient le rôle d'un parti social-démocrate, lié au « *socialisme européen* ».

1. En ayant failli être élu à une poignée de voix près, après avoir obtenu un peu plus de 6 % (moyenne régionale du parti 5 %) , il se peut donc que le Manifesto ait contribué à m'exclure du Sénat. Le juge Di Iello, député européen du PRC, a envoyé une lettre très dure de protestation que le quotidien en question a du publier. Le quotidien du PRC, *Liberazione*, a publié la même lettre et un commentaire de solidarité à mon égard du secrétaire de la branche du parti où je menais campagne et de la direction du journal.



notre faveur pour le Sénat. L'auteur de cet article a été l'objet d'une attaque dans le quotidien *Il Manifesto*. Ce quotidien, après avoir refusé la publication d'un court appel des candidats sénateurs du PRC à Rome, à la veille du scrutin, c'est-à-dire lorsqu'il était désormais impossible de riposter sous quelque forme que ce soit, a publié toute une page sur le vote à Rome en expliquant notamment qu'il ne fallait pas voter pour Livio Maitan ni pour un autre candidat de Refondation, mais pour des candidats de l'Olivier. En l'occurrence, mon concurrent était un ministre du gouvernement Amato,

Il va de soi que le PRC a tout intérêt à éviter tout réflexe ou repli sectaire et à entretenir un dialogue avec ce qu'on appelle la gauche modérée ou libérale. Bertinotti avait avancé depuis un certain temps la perspective d'une « gauche plurielle ». Mais, alors qu'auparavant il faisait explicitement référence à l'expérience française, maintenant il semble plutôt proposer une hypothèse de travail. Dans ses conclusions il a mentionné en passant les difficultés du PCF et en même temps le rôle joué par la LCR et Lutte ouvrière. Il a même improvisé une réflexion qui n'est pas dépourvue de fondement : des mouvements et des sensibilités qui existent en France sous des formes spécifiques, en Italie se retrouveraient, grosso modo, à l'intérieur du PRC (2). En conclusion, il a esquissé les thèmes à débattre en vue du congrès : une analyse systématique de la phase actuelle au niveau aussi bien national qu'international ; la définition d'objectifs susceptibles de propulser une dynamique brisant la logique de la globalisation néolibérale ; la construction du (ou d'un ?) mouvement Seattle-Porto Alegre dans une telle optique.

Pour notre part, nous avons partagé une telle approche qui amène à aborder, fondamentalement, ces mêmes problèmes que nous discutons dans notre mouvement international (3). Toutefois, nous avons souligné encore une fois le hiatus énorme qui existe entre de telles approches politiques et la réalité du parti. La dernière campagne a révélé encore une fois des pratiques minables, des conceptions électoralistes et opportunistes tout court et des comportements, y compris de la part de quelques dirigeants, en contradiction avec non seulement les statuts mais aussi les normes de conduite fixées pour la campagne électorale. Il est assez déroutant que lorsqu'on avance de telles critiques dans les instances de direction, personne ne les conteste, quelqu'un donne prudemment l'impression d'être d'accord et le problème continue d'être esquivé. Pourtant, le congrès devra finalement en débattre sous peine d'avaliser des dérives dangereuses.

La Direction du parti a accompli sa tâche statutaire d'élire les présidents des deux

2. Comme il arrive souvent, ces passages significatifs ont été omis dans la version publiée par le quotidien du parti.

3. C'est sans doute une telle convergence sur les thèmes en discussion qui a suggéré à l'auteur de cet article, dans son intervention au Comité national, un lapsus sans précédent, souligné par des mouvements divers dans la salle : en parlant du congrès qui se prépare, il a parlé de « notre congrès mondial » au lieu de « notre congrès national »...

groupes parlementaires. A une très large majorité, elle a confirmé pour la Chambre de député Franco Giordano. Mais la nouveauté a été l'élection à l'unanimité pour le Sénat de l'élu milanais Gigi Malabarba, trotskiste, militant ouvrier d'Alfa Romeo, licencié illégalement par Fiat et l'un des principaux dirigeants de la Confédération unitaire des COBAS qui a été fondée le premier mai dernier. Dans les couloirs du sénat notre cama-

rade aura l'occasion de rencontrer Gianni Agnelli, le patron de Fiat. Il a gagné deux fois une plainte contre Fiat pour son licenciement abusif. On attend encore le verdict de la Cour de Cassation. Cet illustre aréopage confirmera-t-il les deux verdicts favorables à Gigi ou avalisera-t-il le licenciement d'un ouvrier-sénateur ?

Luttes ouvrières et nouvelles expériences

Par
Franco Turigliatto*

La lutte des métallos, jusqu'ici de loin la plus significative, dure désormais depuis de longs mois. La FIOM, appartenant à la CGIL, la confédération la plus importante, a entraîné les organisations catégorielles de deux autres centrales (CISL et UIL), mais le conflit s'est excessivement dilué dans le temps et a été entrecoupé de négociations inutiles. En fait, les travailleurs se sont mobilisés activement y compris pendant la campagne électorale. Le 18 mai les rues de plusieurs villes ont été le théâtre de manifestations très combatives avec la participation de centaines de milliers de métallos, dont des jeunes ne disposant encore, le plus souvent, que d'un travail précaire. Voilà donc un aspect nouveau et positif de ce conflit : on remet en question des niveaux d'exploitation insupportables et des conditions d'extrême précarité. Par ailleurs, s'il y a eu une importante participation de jeunes, en raison de leur manque d'expérience ce sont des cadres des années 1970 et 1980 qui ont joué le rôle de direction.

Au delà des revendications spécifiques, la plupart des travailleurs et des travailleuses sont poussés à l'action par une motivation, en dernière analyse, politique, c'est-à-dire la volonté de s'opposer à l'approche plus générale du patronat qui vise à remettre en question l'existence même d'une convention nationale. C'est également cette volonté qui explique pourquoi la FIOM, le syndicat catégoriel le plus fort, tout en ne rejetant pas ouvertement la ligne officielle ultra-collabo-

rationniste des confédérations, s'est efforcée, non sans hésitations, de mobiliser à nouveau les ouvriers. Quoiqu'il en soit, l'issue reste incertaine. Alors que nous écrivons, le patronat manœuvre dans le but de réaliser des accords séparés dont la FIOM serait exclue. Pour leur part, les confédérations n'envisagent aucunement d'unifier le front de lutte des catégories concernées en projetant une grève générale qui serait sans doute nécessaire pour débloquer la situation.



Les conventions collectives nationales, concernant environ six millions de travailleurs et de travailleuses, ont expiré, le plus souvent depuis longtemps, ou sont en train de le faire. Sont concernées par elles les catégories les plus importantes : métallurgie, construction, textile, commerce, salariés agricoles. Il faut ajouter que les conventions de deux millions de travailleurs supplémentaires vont expirer à la fin de l'année. En

fait, les organisations patronales ont rejeté ou rejettent carrément les revendications des syndicats, qui pourtant sont assez modérées. En ce qui concerne les métallos, les syndicats ont demandé, pour une convention d'une durée de deux ans, une augmentation de 4,65 %, qui inclut une compensation liée à l'inflation, et une petite augmentation additionnelle (0,55 %), liée à la rentabilité du secteur : au total une augmentation mensuelle brute de 135.000 liras pour les ouvriers du 5ème niveau, qui est le plus fréquent (1).

Il n'est pas inutile de rappeler que les conventions collectives nationales ont constitué et constituent encore des arcs de voûte du mouvement ouvrier italien. Les luttes pour le renouvellement des conventions ont marqué les points les plus hauts des mobilisations depuis 1969 et tout au long des années 1970, et ont permis aux travailleurs d'arracher des conquêtes importantes en matière salariale et normative. Il est vrai que par la suite, notamment au cours de la dernière décennie, ces acquis sont été dans une large mesure perdus. Toutefois, ce qui subsiste représente encore un facteur d'unité et d'homogénéité des travailleurs face aux attaques néolibérales du patronat et des gouvernements successifs. C'est justement pourquoi la Confindustria, l'organisation patronale de l'industrie, veut remettre en question la structure même des conventions nationales ou les vider de tout contenu, en estimant que le rapport de forces lui permet d'agir dans ce but.

La dérive des syndicats

Au cours de la dernière décennie les forces patronales ont pu exploiter à leur guise la collaboration de classes sans vergogne de la part des bureaucraties syndicales. En fait, elles ont pu ronger sensiblement les salaires, intensifier l'exploitation dans les entreprises, condamner à une condition de précarité de larges couches de travailleurs et de travailleuses, diviser différents secteurs de salariés et séparer les vieux des jeunes. Cette pratique de collaboration a été baptisée « concertation entre syndicats, patrons et gouvernement » : elle n'est qu'une réédition de l'ancienne politique dite des revenus qui avait été balayée par les grandes luttes ouvrières de la deuxième moitié des années 1960.

Entre 1992 et 1993, à la suite d'une série d'accords, souvent durement contestés par les travailleurs, on a mis sur pied un nouveau système de relations industrielles se basant sur les éléments suivants :

- L'échelle mobile des salaires, déjà sérieux

sement entamée par les changements introduits dans les années 1980, a été définitivement supprimée, ce qui a permis à la bourgeoisie de dévaluer fortement la lire et de relancer l'économie sans courir le risque d'augmentation des prix et des salaires.

- La durée des conventions nationales a été prolongée de 3 à 4 ans et, surtout, les augmentations de salaires ne devaient plus dépasser l'inflation programmée par le gouvernement.

- Dans le but de limiter des conséquences négatives éventuelles de ces nouvelles normes, a été introduit ce qu'on appelle un renouvellement salarial tous les deux ans visant à vérifier le décalage éventuel entre inflation programmée et inflation réelle pour fixer le rattrapage salarial éventuel. D'où des disputes interminables des syndicats avec les organisations patronales.

- Il est évident qu'un tel système présupposait la renonciation des organisations syndicales à lutter pour une redistribution plus équitable du revenu national : Ainsi, les augmentations de productivité très accentuées qui se sont produites au cours de la dernière décennie à la suite aussi bien de restructurations réduisant l'emploi, surtout dans les grandes entreprises, que de l'accroissement des taux d'exploitation, sont allées dans les poches des patrons et les travailleurs et les travailleurs n'ont même pas reçu des miettes.

- A la question de savoir comment serait-il possible d'améliorer les salaires, les organisations syndicales ont répondu qu'il fallait agir au deuxième niveau de négociations, c'est-à-dire par des conventions d'entreprise. Elles expliquaient, toutefois, en accord avec la Confindustria, que les augmentations salariales au niveau des entreprises devraient être en rapport non avec les augmentations de productivité, mais avec celles de la rentabilité des entreprises sur la base de critères que ni les travailleurs ni les syndicats n'étaient en condition de contrôler.

Les résultats de tous ces accords ont été extrêmement modestes, voire dérisoires. Pour ne prendre qu'un seul exemple, chez FIAT, les travailleurs ont reçu un demi-million de liras en moins par rapport à ce qu'ils auraient dû obtenir, sans correspondance avec la rentabilité de l'entreprise. Cas limite paradoxal : les ouvriers de FIAT IVECO ont reçu moins que ceux de FIAT AUTO, bien que la première ait réalisé des profits plus



élevés que la deuxième.

Il est intéressant de rappeler quelques chiffres concernant FIAT AUTO : entre 1989 et 1999 le nombre de ses salariés en Italie a diminué de 117 000 à 55 000 (-52 %) alors que le chiffre d'affaires a augmenté de 64 % et la production de voitures par ouvrier de 66,4 %. Toutefois, cet accroissement considérable du taux d'exploitation n'a permis à FIAT AUTO que de rester à flot, alors que son patron, Agnelli, commençait à la vendre à General Motors, obtenant de bonnes conditions pour sa famille.

Pour revenir à ce qu'on appelle convention complémentaire, il faut rappeler que seul le tiers des travailleurs peuvent en jouir, tous les autres, notamment dans les petites entreprises, en sont exclus. Qui plus est, la concertation implique une série de limitations au droit de grève. Par exemple, entre la présentation de la plate-forme des revendications et la proclamation d'une grève, au mois trois mois doivent s'écouler pendant lesquels des tentatives doivent être faites pour trouver un accord entre les parties concernées. La situation est encore plus difficile en ce qui concerne les transports, les services et les banques où il existe des règles qui rendent souvent impossible d'organiser une mobilisation à temps et dans des formes efficaces (2).

Finalement en 1998 a été adopté le « le paquet Treu » (du nom du ministre qui en a pris l'initiative). Cela a abouti à l'introduction

* Franco Turigliatto est membre de la direction nationale et du secrétaire de Turin du Parti de la refondation communiste, rédacteur du mensuel *Bandiera Rossa*.

1. Après la suppression de l'échelle mobile, le rattrapage en cas d'inflation est calculé sur la base de l'inflation dite programmée et non sur l'inflation réelle, ce qui correspond à une véritable escroquerie. Cette année l'inflation réelle sera le double de celle prévue par le gouvernement.

Italie & Solidarité urgente

sur une large échelle des contrats du travail à temps déterminé et du travail par intérim (des normes de dérégulation supplémentaires ont été adoptées par la suite). Résultat : division au sein des mêmes entreprises entre travailleurs encore à temps indéterminé et travailleurs en nombre croissant qui ne disposent que d'un travail précaire et sont plus susceptibles de subir des chantages. La relance économique conjoncturelle des deux dernières années aurait créé, d'après les sta-



tistiques officielles, un million d'emplois, mais il est significatif que les deux-tiers de ces emplois soient précaires. Il va de soi que, dans un tel contexte, le pouvoir de négociation des syndicats ne pouvait que s'affaiblir.

Le bilan peut se résumer en quelques données statistiques. Au cours d'une décennie les profits ont augmenté en moyenne de 45 % (le record appartenant à la multinationale Pirelli : 620 %) alors que les salaires ont diminué en moyenne de 4.5 %. Le *Corriere della sera*, le quotidien le plus important du pays, a titré l'un de ses articles « Le triomphe des rentes et des profits ». Les titres actionnaires ont augmenté de 40 à 120 % du PNB et 7 % des Italiens possèdent 44 % de la richesse. Tout cela s'est passé sous des gouvernements soutenus ou dirigés par le centre-gauche : on ne saurait donc trop s'étonner de la récente défaite électorale de celui-

ci. Il va de soi que les patrons s'efforceront d'exploiter le nouveau cadre politique pour développer davantage leur offensive contre le niveau de vie des travailleurs, la sécurité de l'emploi, les retraites et pour annuler les conventions collectives nationales (3).

Gauche syndicale et revendications

Dans ce cadre se développe une activité des gauches syndicales. De nombreux syndicats de base ne cessent de se manifester et le 1er mai des COBAS (4) de l'enseignement, des transports, de certains secteurs industriels et de la fonction publique ont donné naissance à une confédération unitaire. Quelque chose bouge dans la CGIL aussi, en vue du congrès qui aura lieu au début de l'année prochaine. Différents courants de gauche se sont organisés en constituant une tendance oppositionnelle appelée *Lavoro e società* (travail et société).

Les objectifs prioritaires dans la phase actuelle concernent le rattrapage et l'augmentation des salaires, l'introduction d'un salaire minimum intercatégoriel, la lutte contre le travail précaire, la transformation des conventions atypiques en conventions à temps indéterminé, des droits pour tous les travailleurs et travailleuses. En même temps, malgré toutes les difficultés qu'on rencontre sur ce terrain, il faut continuer la bataille pour les 35 heures sans réduction de salaire. Il faut la combiner avec la lutte pour le salaire social.

Finalement, alors qu'on est train de préparer la mobilisation contre le sommet du G-8 à Gênes, à laquelle la FIOM a donné son adhésion, un effort majeur s'impose pour construire la solidarité et l'unité entre le vieux mouvement ouvrier et les nouveaux mouvements de masse contre la mondialisation. Les conditions existent pour avancer dans cette direction. ■

2. En matière de retraites une réforme introduite en 1996 par le gouvernement Dini, avec l'accord des patrons et des syndicats, a frappé durement le système des retraites en créant deux catégories de travailleurs : ceux qui, en ayant payé leurs contributions pendant 18 ans, jouissent, pour l'instant, du vieux système par répartition — par ailleurs, plus rigide — et ceux, embauchés par la suite, qui jouiront d'un système d'autant moins favorable qu'augmente le nombre des précaires. En même temps gouvernement

et patrons et, dans une moindre mesure, les syndicats, poussent les travailleurs à souscrire des contrats de retraite par capitalisation.

3. Chaque fois qu'ils peuvent le faire (par exemple, chez FIAT à Cassino et chez Zanussi en Vénétie), ils cherchent à conclure des accords séparés en excluant la CGIL, qui pourtant est loin d'être radicale. Parfois, c'est un boomerang, comme chez Zanussi où un accord a été rejeté par la majorité des travailleurs.

4. Les COBAS (Comités de base) sont apparus d'abord dans le mouvement de masse des enseignants en 1986-1987, puis à Alfa Romeo (groupe FIAT) en 1990, avant de s'étendre à d'autres secteurs. Il s'agissait — comme dans le cas des syndicats SUD en France — de constituer un jalon du processus de reconstruction du syndicalisme "lutte de classe" après la dérive droite des directions bureaucratiques des confédérations traditionnelles. Cf. *Inprecor* n° 399 de février 1996.

Solidarité urgente

Moyen-Orient

Ce message concerne le cas d'un militant d'un pays du Moyen-Orient qui ne sera pas nommé pour des raisons de sécurité que vous comprendrez certainement. Pour ces mêmes raisons, un certain type de détails ne sera pas mentionné.

Le camarade était un membre dirigeant d'une organisation marxiste révolutionnaire dans son pays, soumis à une dictature particulièrement répressive. Il a été arrêté il y a plusieurs années et libéré seulement après 17 (oui : dix-sept !) années de détention. Sur ces 17 années, 7 furent passées dans les conditions les plus inhumaines : 4 ans dans une cellule tellement bourrée de détenus que pour dormir ils devaient se coucher sur le côté, têtes contre pieds, comme des sardines en boîte, et pour bouger ils devaient s'organiser de façon à ce que les détenus se collent debout aux murs pour laisser au milieu de la cellule un petit espace dans lequel chacun pratiquait quelques exercices à tour de rôle. Durant ces années, le Camarade fut soumis régulièrement aux pires genres de torture et perdit connaissance plusieurs fois. Son corps fut couvert de sang à plusieurs reprises après avoir été flagellé avec des câbles.

Trois années suivirent dans l'une des pires prisons imaginables : une cellule inhumainement étroite, sous terre, dans une zone désertique soumise à des extrêmes de température, sans vue sur le monde extérieur. Les années suivantes furent passées dans des conditions que le camarade décrit comme "paradisiques" en comparaison : une prison avec d'autres détenus politiques, où au moins une vie collective de prison pouvait être organisée, bien qu'ils ne pouvaient recevoir ni courrier, ni journaux, ni radio, ni télé...

Le camarade souffre d'une maladie chronique très douloureuse qui entraîna son transport dans un Hôpital militaire à plusieurs reprises. Depuis sa libération récente, il a dû subir une intervention chirurgicale fort chère qui l'a obligé à s'endetter. Le fait que, malgré toutes ces souffrances, ce camarade soit encore déterminé à poursuivre son activité politique contre la dictature dans son pays est tout à fait admirable.

Pour aider ce camarade à faire face aux frais médicaux nous avons besoin d'urgence de 1 000 dollars (7 700 francs français). Envoyez vos chèques (même petits) établis à l'ordre de J. Malewski (mention au dos "solidarité Moyen-Orient") à l'adresse d'*Inprecor* (PECI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11, France).

Afrique équatoriale

En janvier nous avons lancé un appel urgent à la solidarité avec nos camarades d'un pays africain, pour les aider à reconstituer leur matériel détruit durant la guerre civile. En mai nous avons reçu 5350,00 FF. Depuis Jean-François M. nous a encore fait parvenir 500,00 FF. Merci. Ce compte est clos !

Blair vainqueur avec une légitimité mal assurée

Par
Alan Thornett*

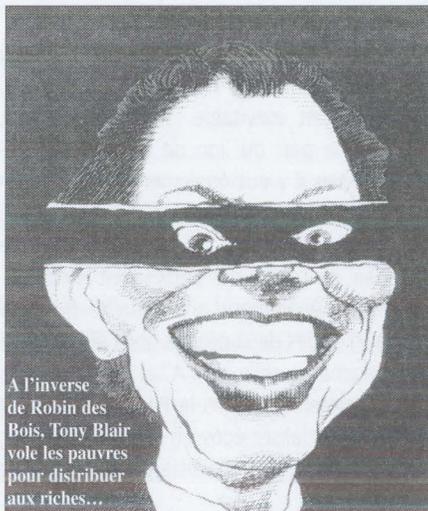
Grâce au système électoral britannique grossièrement antidémocratique, le *New Labour* (1) de Tony Blair a remporté une « victoire écrasante » aux élections législatives du 7 juin 2001. Cette « victoire » a été obtenue avec le soutien de seulement 42 % des suffrages exprimés, c'est-à-dire de 25 % du corps électoral.

La participation — 59 % des inscrits — fut la plus basse depuis 1918. 41 % des inscrits se sont donc abstenus et de nombreux autres, non inscrits, ne sont même pas pris en compte par les statistiques. Parmi ces derniers, la proportion des jeunes et des Noirs est particulièrement élevée. On peut donc estimer que seulement un cinquième de la population en âge de voter a glissé dans l'urne le bulletin en faveur du *New Labour*. Les travaillistes de Tony Blair ont perdu trois millions de voix depuis l'élection précédente de 1997.

Il n'est pourtant pas exagéré de parler de « victoire écrasante ». D'un point de vue rationnel Blair n'a obtenu aucun mandat, même pas celui de former un gouvernement, mais pourtant selon le système électoral en vigueur il est le Premier ministre le plus fort depuis Margaret Thatcher dans les années 1980. Ce résultat fut obtenu en déplaçant la base électorale du parti travailliste vers les zones de classe moyenne — vers l'Angleterre moyenne, comme ils le disent. Blair a été élu avec moins de votes de la classe ouvrière et plus de votes des classes moyennes qu'aucun gouvernement travailliste de par le passé. L'abstention fut la plus forte dans les bastions travaillistes traditionnels.

Pointe avancée de la dérive néolibérale

Le résultat, c'est un gouvernement du centre, appuyé sur la mobilisation électorale des classes moyennes — ce qui a été l'objectif de Blair depuis qu'il a pris la tête du parti travailliste — et représentant plus que



A l'inverse de Robin des Bois, Tony Blair vole les pauvres pour distribuer aux riches...

jamais le cœur du capital britannique. C'est comme si une grande caravane avait colonisé le terrain du centre de la politique britannique, en expulsant les *Tories* (2) et en les dispersant.

Les conservateurs pourraient difficilement imaginer une situation plus complexe. William Hague a démissionné de son poste de leader et la lutte pour la direction du parti conservateur, qui a déjà commencé, est encombrée par les divisions historiques au sujet de l'Union européenne. Blair n'avait déjà que peu d'opposants sérieux dans le précédente Parlement, il en aura encore moins désormais.

Évidemment Blair en conclut que le résultat des élections est un encouragement massif pour accélérer le démantèlement des acquis sociaux et son second mandat est bien parti pour être plus réactionnaire que le premier. Le *New Labour* constitue la pointe avancée de la dérive droitière de la social-démocratie européenne et la meilleure illustration du projet néolibéral mondial. Blair l'a

déjà annoncé clairement : il poursuivra le programme néolibéral avec encore plus de vigueur. La nouvelle attaque qu'il a prévue contre le secteur public est déjà connue. Le secteur privé devra prendre part à la gestion des hôpitaux. Les autres grands services publics — la santé, l'éducation et les transports — seront également restructurés, sans tenir compte, Blair l'a précisé, « des contraintes idéologiques ». Tout cela relève pourtant d'une idéologie : celle du marché. Le résultat en sera une nouvelle ronde massive de privatisations et de dérégulations. En même temps la nomination du partisan de la « ligne dure », David Blunket, à la tête du Ministère de l'Intérieur permettra de poursuivre la répression des demandeurs d'asile et leur transformation en boucs émissaires.

L'adoption de la monnaie unique par la Grande-Bretagne sera sans doute le problème le plus difficile que le nouveau gouvernement devra affronter. Au cours de la campagne électorale Blair a commencé à parler de l'entrée dans l'euro, mais, depuis lors, le rejet du traité de Nice par l'électorat irlandais complique les choses. Le *New Labour* est divisé sur le calendrier de l'entrée dans l'Union monétaire, alors qu'un secteur important du capital britannique espère que le gouvernement profitera de sa victoire électorale pour aller de l'avant le plus vite possible.

Désaffection de l'électorat travailliste

Les résultats de ces élections permettent-elles d'envisager la construction d'une alternative au blairisme ? Autrement dit, la gauche est-elle parvenue à marquer la scène politique ? Une chose est sûre : la décision

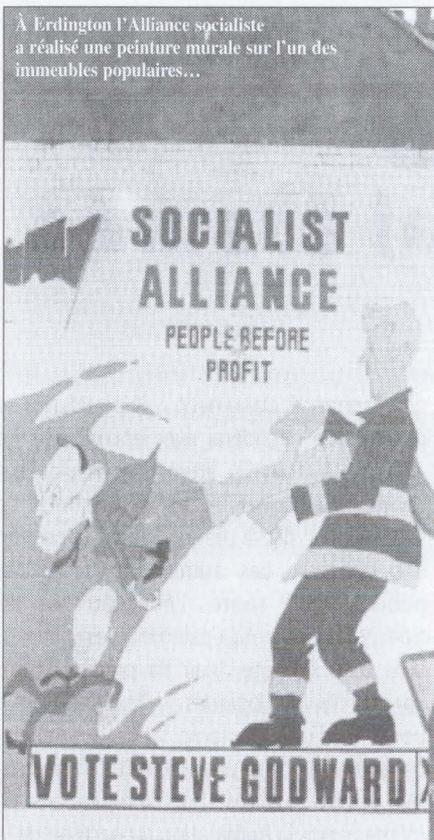
* Alan Thornett fait partie de la direction de l'International Socialist Group (ISG), section britannique de la IVe Internationale, qui a pris part à la fondation de l'Alliance socialiste. Il est rédacteur de son mensuel Socialist Outlook.

1. Arrivé à la tête du Parti tra-

vaille (Labour Party) en 1994, Tony Blair s'est attelé à le « moderniser », c'est-à-dire à en faire un appareil politique crédible aux yeux de la bourgeoisie financière britannique. C'est lui qui a lancé le slogan du « New Labour » (« nouveau travaillisme »), avec une connotation

supposée « moderne » et donc positive. Mal lui en pris, ses opposants ont retourné contre lui l'étiquette, devenue aujourd'hui le symbole d'une rupture du parti avec le passé idéalisé de la classe ouvrière britannique.

2. Les « Tories » est le surnom donné au parti conservateur.



de l'Alliance socialiste (3) de s'engager à fond dans la bataille électorale est absolument justifiée tant par le déroulement de la campagne que par les résultats électoraux.

Ce n'était pas seulement l'évolution droitiste de la politique blairiste qui imposait une présence de la gauche lors de ces élections. Le caractère d'urgence de cet effort tient au fait que cette évolution provoque l'apparition d'un espace politique à la gauche du *New Labour*. Cet espace — dont témoigne la désaffection des membres et des électeurs envers le travaillisme revisité par Blair — devait être rempli, et ce par une

3. L'Alliance socialiste regroupe actuellement sept organisations de l'extrême gauche britannique : le Parti socialiste ouvrier (SWP), le Parti socialiste (SP, ex-Militant), le Groupe socialiste international (ISG), Pouvoir ouvrier (WP), Liberté ouvrière (WL), le Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB) et le Groupe démocratique révolutionnaire (RDG) et nombre d'adhérents directs. Cf. *Inprecor* n° 446 d'avril 2000 et n° 457 de mai 2001.

4. Les Libéraux démocrates, le second parti bourgeois traditionnel, dont les racines remontent aux "Whigs" du XIXe siècle, sont le principal vainqueur de ces élections. Ils ont obtenu 19 % des voix et 52 sièges au Parlement (sur 659 sièges, soit 8 %), contre 17 % et 46 sièges en 1997. Leurs propositions de campagne — augmentation de l'impôt sur le revenu de 1 % pour la tranche de base et de 50 % pour les revenus supérieurs à 100 000 livres sterling, afin de mieux financer les services publics — relèvent plus de la tradition social-démocrate que de la tradition libérale.

5. SLP, *Socialist Labour Party* d'Arthur Scargill

alternative socialiste. Bien sûr, cela ne pouvait être réalisé au cours d'une courte campagne électorale. Cette désaffection est composite et elle s'est exprimée dans les élections tant au travers de l'abstention que par des votes de protestation. L'idée — lancée par les médias — que toute abstention peut être identifiée à de l'apathie, est une aberration. Nombre de ceux qui se sont abstenus l'ont fait en conscience, ne voyant pas de différence fondamentale entre le discours des deux principaux partis et ne voulant pas voter pour le "moindre mal".

La volonté de sanctionner la politique du gouvernement s'est exprimée diversement, ce qui était inévitable. L'abstention s'est arrogée la part du lion de ce mécontentement. Mais il y eut également des votes en faveur des Libéraux-démocrates (4), dont la campagne électorale fut à gauche de celle de Blair, en faveur des Verts (dont la campagne était également à la gauche du *New Labour*) et des deux propositions alternatives de gauche : celle des Alliances socialistes (en Angleterre et dans le Pays de Galles) et du Parti socialiste écossais (SSP) d'une part, et celle du Parti travailliste socialiste (5) de l'autre.

Les Libéraux démocrates ont le plus profité du vote sanction ce qui leur a permis d'accroître leur représentation au Parlement. Ils ont aussi bénéficié du vote "tactique" — du fait du scrutin uninominal à un tour,

Poussée fasciste locale

La déception de l'électorat populaire a aussi profité à l'extrême droite britannique dans certains endroits. Dans deux circonscriptions d'Oldham (banlieue de Manchester) les candidats fascistes du Parti national britannique (BNP) ont dépassé 16 % des suffrages exprimés, totalisant plus de 11 500 voix. La ville avait été récemment la scène de batailles rangées entre les jeunes Pakistanais et la police, qui est intervenue pour mater les manifestants antiracistes. La communauté asiatique fut accusée d'avoir mis en place son propre contrôle de la circulation dans certaines zones. Les sondages indiquent que le vote fasciste a été le fait des quartiers blancs très pauvres, où le BNP obtient parfois 50 % des voix, et des banlieues habitées par les classes moyennes, où il arrive jusqu'à 30 % des suffrages. Le BNP a également obtenu plus de 1000 voix dans quatre circonscriptions londonniennes. Ces résultats rappellent le danger d'une montée de la droite radicale dans une période de déception envers la politique menée par le gouvernement. Dans le passé le vote réactionnaire profitait essentiellement aux Conservateurs. Cela peut changer dans le futur. La politique annoncée par Blair pour les cinq ans à venir peut constituer un terrain fécond pour l'extrême droite fascis-

nombre de Britanniques votent en faveur de l'adversaire le mieux placé localement contre le candidat conservateur.

Les Verts, qui se sont présentés dans 145 circonscriptions, ont réalisé leur meilleur score historique dans une élection législative, obtenant 2,25 % des suffrages exprimés en moyenne et jusqu'à 9,3 % dans une circonscription. Il faut souligner que ce résultat a été obtenu malgré un profil peu clair de leur campagne électorale et peu d'activités électorales dans la majorité des circonscriptions où ils se présentaient. Leurs meilleurs résultats ont été obtenus à Londres, où ils bénéficiaient du soutien que Ken Livingstone, élu maire du Grand Londres, leur avait accordé lors de la campagne municipale de l'année passée.

Débuts encourageants pour la nouvelle gauche

En ce qui concerne la gauche radicale, c'est le Parti socialiste écossais (SSP) — ayant fusionné avec le Parti socialiste ouvrier (SWP) de l'Écosse en mai et se présentant comme la première organisation socialiste unifiée en Écosse depuis fort longtemps — qui a obtenu les meilleurs résultats. Dans les 72 circonscriptions écossaises en jeu il a obtenu en moyenne 3,1 % des suffrages exprimés, avec le meilleur score dans une des circonscriptions de Glasgow : 9,98 %. Il a obtenu au total 72 500 voix et dans dix circonscriptions a dépassé la barre des 5 % (6). En Écosse, le SLP d'Arthur Scargill, qui y a présenté quelques candidats tentant de concurrencer le SSP, a été marginalisé. Ces résultats mettent le SSP en situation de gagner plusieurs sièges lors des futures élections du Parlement écossais, qui ont lieu au scrutin proportionnel. Ce succès est un grand pas en avant pour le renouveau socialiste non seulement en Écosse, mais dans l'ensemble de la Grande-Bretagne. Le SSP reste ainsi le modèle à suivre.

L'électorat de la gauche radicale en Angleterre et dans le Pays de Galles s'est divisé entre l'Alliance socialiste et le SLP, qui s'était déjà présenté lors des élections de 1997.

Le SLP obtient 53 000 voix dans les 105 circonscriptions d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Écosse, où il s'était présenté (soit en moyenne 1,4 % des suffrages exprimés) et parvient à franchir la barre des 5 % dans l'une d'entre elles (à Warley dans la banlieue de Birmingham, 6,16 %). En dehors de la circonscription de Hartlypool, où Arthur Scargill (2,40 %) se présentait contre l'ultra-blairiste Peter Mandelson (59,15 %), le SLP n'a fait que peu de campagne. Dans la plu-

part des circonscriptions où il se présentait, il s'est limité à faire inscrire un nom sur le bulletin de vote. En fait, depuis qu'il a consolidé sa politique archéo-stalinienne, c'est-à-dire depuis que la fraction — dont le nom, *Stalin Society*, est en soi un symbole — s'est emparée de sa direction, c'est une organisation en déclin. En 1997 il comptait plusieurs milliers de membres. Depuis lors les divisions internes et les charrettes d'exclusions l'ont réduit à quelques centaines de militants. Il bénéficie de la reconnaissance acquise lors de la campagne électorale de 1997, de l'aura et des ressources de son chef, Arthur Scargill, dirigeant du syndicat des mineurs. Il a bénéficié, tout comme l'Alliance socialiste, de l'accès à la campagne officielle à la radio et à la télévision.

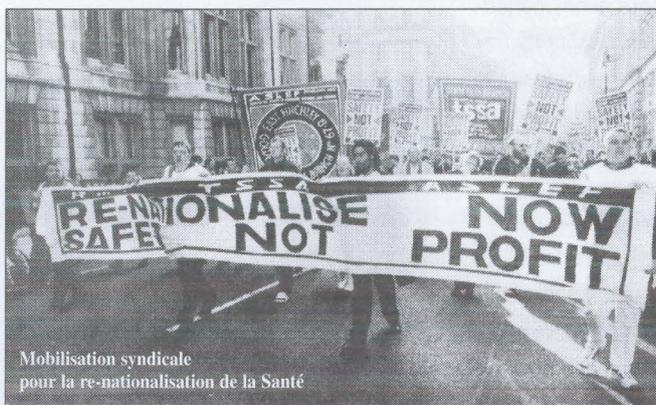
Au contraire l'Alliance socialiste a affirmé sa présence militante massive dans la plupart des circonscriptions où elle présentait des candidats : des meetings publics et des manifestations ont été organisés presque partout, des millions de tracts furent distribués. Dans la très grande majorité des circonscriptions au moins un tract a été diffusé dans chaque appartement (et en moyenne il y a 40 000 domiciles par circonscription) et dans nombre de circonscriptions ce furent deux ou trois tracts. Des stands se sont multipliés dans les rues et toutes sortes d'activités de campagne ont été tentées.

L'Alliance socialiste fait mieux que le SLP, mais pas de manière significative. Présents dans 93 circonscriptions, les candidats de l'Alliance totalisent 55 000 voix, soit une moyenne de 1,75 % des suffrages exprimés. Deux de ses candidats dépassent le seuil des 5 % : à St Helens South dans la banlieue de Liverpool (6,88 %), où les blairistes présentaient un ancien député conservateur en tant que candidat du *New Labour*, et à Coventry North East (7,08 %). Les résultats obtenus par l'Alliance dans la région de Londres sont en moyenne supérieurs à ceux du reste de l'Angleterre et du Pays de Galles — effet de la campagne menée l'an dernier pour l'élection du conseil du Grand Londres : ses candidats obtiennent 4,62 % à Hackney South & Shoreditch, 4,33% à Lewisham Deptford, 3,68 % à Tottenham, 3,12 % à Holborn & St Pancras.

L'avenir de l'Alliance socialiste

Les résultats atteints en moyenne par l'Alliance sont inférieurs à ce qu'espéraient nombre d'activistes. Mais ils doivent être analysés avec objectivité. C'est la première fois que l'Alliance s'était engagée dans une campagne électorale en dehors de Londres et ses résultats sont comparables à ceux du

SSP lorsqu'il s'était présenté pour la première fois. De plus, l'ensemble des candidats de la gauche radicale (SSP, Alliance socialiste et SLP) totalisent plus de 180 000 voix, ce qui est unique dans l'histoire britannique depuis la seconde guerre mondiale et supérieur au score obtenu par le Parti communiste en 1950, lorsqu'il avait présenté 100 candidats. C'est le triple des résultats de la gauche radicale aux élections de 1997. Mais le fait que la gauche radicale soit apparue comme divisée en Angleterre et dans le pays de Galles,



Mobilisation syndicale pour la re-nationalisation de la Santé

malgré le remarquable degré d'unité réalisée par l'Alliance socialiste, reste une faiblesse. Cela d'autant que le SLP continue à refuser toute forme d'unité.

Beaucoup de ceux qui furent attirés par la campagne de la gauche radicale — c'est-à-dire, pour l'essentiel, par celle de l'Alliance socialiste et du Parti socialiste écossais — n'ont finalement pas voté en faveur de ses candidats. La pression pour voter en faveur de ceux qui ont une chance de former le gouvernement est considérable dans une élection qui se déroule au scrutin majoritaire à un tour. Et il est particulièrement difficile pour des candidats alternatifs d'apparaître comme crédibles lorsque, pour être élu, il est nécessaire de rassembler au moins près d'un tiers des voix. Ainsi certains ont décidé donner une « seconde chance » au parti travailliste — ce qui fut le slogan central de la propagande du *New Labour* durant les derniers jours de la campagne.

Cela peut changer la prochaine fois, lorsque le bilan de la « seconde chance » de Tony Blair aura été clair pour tous et lorsque l'Alliance socialiste aura eu le temps de se faire reconnaître comme une organisation qui mène des campagnes pas seulement durant la période préélectorale. Pour le moment l'Alliance s'est avérée capable de présenter des arguments en faveur du socialisme à des millions de personnes, au moment même où la gauche travailliste s'est dramatiquement affaiblie et présentait dans la campagne électorale un profil plus bas que jamais. Le résultat de la campagne per-

met d'installer l'Alliance socialiste sur la scène politique et surtout de poursuivre la construction d'une organisation en dehors de la campagne électorale — ce qui est un facteur décisif à long terme. Des organisations dynamiques se sont consolidées dans toutes les circonscriptions où l'Alliance s'est présentée, qui seront capables de poursuivre des activités politiques dans l'avenir.

L'Alliance a eu également un impact majeur sur le mouvement syndical, malgré la brièveté de son existence. Dans de nomb-

reux syndicats les militants de gauche ont entamé des discussions sur l'unité, sous l'impact direct de l'exemple de l'Alliance. Le syndicat des pompiers fut le premier à prendre la décision de changer son statut de manière à pouvoir aider financièrement des partis qui se présentent contre le Parti

travailliste. Pour débattre de ces questions, l'Alliance a d'ailleurs convoqué une conférence de syndicalistes en automne.

A l'issue des élections l'Alliance socialiste a rendu publique la déclaration suivante : « Nos résultats électoraux ont été commentés par John Curtice, directeur adjoint du Centre de recherche sur les élections et les tendances sociales, qui fait autorité en la matière : "Le vote travailliste a reculé en moyenne de 4 % dans les circonscriptions les plus ouvrières (...) Certaines de ses pertes semblent avoir bénéficié à une échelle qui n'a pas de précédent au partis de l'extrême gauche. L'Alliance socialiste a obtenu en moyenne 2,4 des voix (7), alors que le SLP d'Arthur Scargill en a obtenu 1,4 %. (...) La performance réalisée par l'extrême gauche indique qu'en évoluant vers la droite le Parti travailliste a dépassé la limite qui lui fait courir le risque de voir apparaître une concurrence sur sa gauche." »

6. La loi électorale britannique impose à chaque candidat de déposer une caution de 500 livres sterling (plus de 5 000 francs), qui n'est remboursée qu'à la condition de dépasser la barre des 5 % de suffrages exprimés. Ainsi, pour présenter des candidats dans toutes les circonscriptions écossaises (72) le SSP a dû déposer 36 000 £ (384 039 francs français ou 58 552 euros), qui s'ajoutent aux frais de la campagne elle-même.

7. John Curtice additionne les voix du SSP et celles de l'Alliance socialiste, les deux organisations ayant des relations fraternelles et n'ayant pas présenté de candidats concurrents, alors que son commentaire concernait toute la Grande-Bretagne.

Grande-Bretagne

Un porte-parole de l'Alliance a pour sa part déclaré : « Dans notre première campagne pour les élections législatives, l'Alliance a dépassé tous ses buts. Avec peu d'argent et peu d'accès aux médias nous avons réussi en quatre semaines à apparaître comme une alternative sérieuse face au New Labour dans de nombreuses villes de ce pays. Au cours de notre campagne populaire, imaginative et énergique nous avons doublé le nombre de militants investis dans l'Alliance socialiste. En particulier, nous avons bénéficié de l'afflux stable d'anciens militants travaillistes, dont plus de 60 élus municipaux et plusieurs centaines d'ex-membres de ce parti. Nous avons également reçu un soutien ferme des conférences syndicales qui se sont tenues au cours de la campagne électorale : celle de NATFHE, de FBU et du CWU (8). Ce week-end, alors que les grands partis sont revenus à leurs affaires habituelles, les militants de l'Alliance sont redescendus dans les rues. Nos stands et nos distributions de tracts étaient visibles. Notre message est clair : le New Labour a programmé l'introduction du profit privé au cœur du Système national de santé (9) et des autres services publics ; cela peut et doit être stoppé ! La ré-émergence de l'extrême droite et la montée de la violence raciste doivent se heurter à notre résistance. L'Alliance socialiste est là pour y demeurer. Au cours des prochains mois nous allons œuvrer au renforcement de l'unité de la gauche. Nous atteindrons les millions de travailleurs qui ont refusé de voter. Nous présenterons des candidats aux élections municipales de l'année prochaine et aux élections partielles et nous poursuivrons la campagne pour que l'être humain devienne plus important que le profit. »

Le bilan tiré par l'Alliance socialiste est très positif. Elle a déjà entamé la campagne contre la deuxième législature du New Labour. Les discussions avancent sur la façon de renforcer les structures de l'Alliance, l'impliquer dans les activités de campagne, consolider les succès obtenus et préparer les futures élections. ■

8. Il s'agit du syndicat des enseignants National Association of Teachers in Further and Higher Education, du syndicat des pompiers Fire Brigades Union et du syndicat des travailleurs des postes et télécommunications Communication Workers Union.

9. Inprecor a publié un bilan du round précédent d'attaques néolibérales contre le système britannique de santé dans le n° 448 de juin 2000.

Le point de vue du Mouvement socialiste international

À la lumière de l'expérience Quel internationalisme,

Entretien avec
Alan McCombes



Certains dirigeants de premier plan du Parti socialiste écossais (1), comme Tommy Sheridan, Alan McCombes ou Frances Curran sont également membres du Mouvement socialiste international (ISM, *International Socialist Movement*), un courant marxiste organisé au sein du SSP. L'ISM a récemment quitté le Comité pour une Internationale ouvrière (CWI), une structure internationale dominée par le Parti socialiste (SP, ex-Militant) de Grande-Bretagne. L'ISM joue un rôle important dans la recomposition de la gauche radicale britannique et, du fait de nombreux liens tissés par cette dernière de par le monde, exerce également une influence internationale.

Dans *Inprecor* n° 458 de mai 2001 nous avons reproduit de larges extraits d'un article d'Alex Callinicos, dirigeant du Parti socialiste ouvrier (SWP) britannique et du courant international connu sous le nom de Tendance socialiste internationale,

présentant le point de vue du SWP sur la situation internationale et les tâches de la gauche révolutionnaire. Nous reproduisons ci-dessous une interview d'Alan McCombes, dirigeant du SSP et du Mouvement socialiste international paru dans la revue britannique *Red Shift* n° 2 de mai 2001. A l'heure de la mondialisation capitaliste nous pensons utile de faire connaître la diversité des points de vue des divers courants de la gauche révolutionnaire internationale et de contribuer ainsi modestement à l'échange d'opinions et d'expériences entre eux.

Red Shift : Des membres du mouvement socialiste international (ISM) sont également des dirigeants du Parti socialiste écossais (SSP). Pourquoi avez-vous besoin d'une structure particulière au sein du SSP ?

Alan McCombes : Le SSP est sensiblement différent des Alliances socialistes en Angleterre et dans le Pays de Galles et même de son prédécesseur, l'Alliance socialiste écossaise. Ce n'est pas une fédération d'organisations et de partis séparés, qui se sont rassemblés sur une plate-forme limitée en vue d'une campagne électorale ou d'une action commune spécifique, c'est un parti politique cohérent. L'immense majorité de ses membres en fait partie individuellement et non en tant que militants d'une organisation affiliée. Le SSP a son appareil propre, ses locaux publics à Glasgow et à Edinburgh, son journal bimensuel sur 12 pages qui va bientôt devenir un hebdomadaire de 16 pages. Les structures d'un parti unifié sont moins fluides, moins ad hoc que les structures lâches d'une coalition ou d'un pacte électoral.

La majorité des membres du SSP qui ont connu précédemment l'Alliance socialiste écossaise reconnaissent que la fusion de ses composantes en une identité partisane (et l'addition de leurs moyens matériels) a constitué un décisif point d'inflexion pour le développement d'une force socialiste efficace en Écosse.

(ISM)

Science du SSP : quelle Internationale...?

D'autre part il était important de ne pas trop tordre le bâton. En plus des milliers d'individus qui ont rejoint le nouveau parti, il y a aussi en son sein des groupes qui ont leur propre tradition et une spécificité idéologique. Dans les jours à venir ce sera aussi le cas des militants du SWP écossais (2).

Il y aura toujours des tendances d'opinion dans tout grand parti socialiste qui se développe. Forcément ces courants s'organiseront d'une manière ou d'une autre. Plutôt que de vouloir imposer une uniformité artificielle, le SSP préfère reconnaître le pluralisme au sein du parti et, ce qui en découle, permettre que des regroupements idéologiques — définis dans les statuts du parti comme des "plates-formes" — non seulement puissent exister en son sein, mais y jouissent aussi de certains droits (par exemple une représentation aux réunions du Conseil national).

Dans l'avenir ces diverses tendances pourront être moins enracinées et plus épi-sodiques, d'un caractère plus fluide, lorsque les membres du parti vont se coaliser autour de débats ou de problèmes spécifiques, plutôt que d'opérer au sein de groupements permanents. Pour le moment l'ISM existe pour maintenir les meilleures traditions de l'ancienne organisation *Scottish Militant Labour* (3), qui a été à l'initiative de la constitution de l'Alliance socialiste écossaise, puis du SSP. L'ISM est aussi un forum d'éducation, permettant une discussion politique, théorique et idéologique plus approfondie que celle des branches du parti, nécessairement concentrées sur les questions politiques immédiates auxquelles est confrontée la classe ouvrière écossaise. L'ISM ne se conçoit pas comme un rival du SSP, mais plutôt comme une plate-forme dont le but est de renforcer politiquement le parti.

Red Shift : Pourquoi l'ISM, qui faisait partie du Comité pour une Internationale ouvrière (CWI), s'en est-il séparé ?

Alan McCombes : Il est de notoriété publique dans la gauche que depuis trois ans il y avait un débat politique intense entre le CWI et son organisation écossaise.

Les divergences sont apparues lorsque nous avons proposé de transformer l'Alliance socialiste écossaise en parti. Le CWI a exprimé sa totale hostilité à cette proposition, bien que par la suite il ait mitigé son attitude en suggérant deux options alternatives : la première — qu'il préférerait — devait consister à relancer SML comme un nouveau parti large, appelé SSP, en gardant le programme et le statut précédents (c'est comme si aujourd'hui en Angleterre le SWP voulait se transformer en un parti large, en absorbant les militants des Alliances socialistes, tout en prétendant garder son ancien programme et ses statuts) ; la seconde — une option pour le cas où la première ne puisse être réalisée — était de maintenir la structure partisane séparée du SML, avec son journal, ses permanents propres, son état-major et ses structures de base, tout en changeant le nom de l'Alliance socialiste écossaise en Parti socialiste écossais. En fait cette proposition aurait conduit à modifier l'emballage de l'Alliance plus qu'à fonder un nouveau parti et, si nous l'avions accepté, nous serions passé à côté de l'impact que nous avons eu.

En fait notre projet en Écosse a été formulé au moment même où le Parti socialiste en Angleterre et dans le Pays de Galles et le CWI — la part dominante du CWI — étaient en train de commencer à modérer leur enthousiasme envers l'idée du regroupement des socialistes.

Rétrospectivement il apparaît clairement que les divergences politiques sont apparues plusieurs années avant le débat sur le lancement du nouveau parti en Écosse. Le SML (comme se nommait alors l'organisation qui a été à l'origine de l'ISM) s'est engagé dans le regroupement des forces socialistes au milieu de la décennie 1990. L'idée de lancer

l'Alliance socialiste écossaise a été formulée par le SML en 1995. Six mois plus tard l'Alliance écossaise était lancée — ce fut la première Alliance socialiste formée en Grande Bretagne et elle devint le modèle pour les Alliances en Angleterre et dans le Pays de Galles.

Cependant l'Alliance écossaise a connu un succès plus grand, ce qui à notre avis tient au fait que le SML était prêt à engager dans ce projet plus d'efforts que les deux principales organisations de la gauche radicale anglaise. A ce moment le SWP était hostile à l'idée des alliances socialistes. Le Parti socialiste semblait y être favorable au début, mais peu de mois plus tard il se rétractait et revenait à sa stratégie de construction d'un petit parti marxiste de masse et son rapport avec les Alliances devenait en de nombreux endroits de plus en plus platonique. A notre avis la stratégie à long terme que nous avons alors adoptée a été couronnée en de succès. Des organisations comme le SWP, qui y étaient opposées, en ont tiré des leçons. Néanmoins le CWI, au lieu de reconnaître ses erreurs, est resté hostile envers le projet du Parti socialiste écossais et



Le SSP en campagne électorale

plus particulièrement envers le SML/ISM qui joue un rôle clé dans la direction du nouveau parti.

1. Le Scottish Socialist Party (SSP) est issu du regroupement de la gauche radicale écossaise au sein de l'Alliance socialiste écossaise. Le terme "socialiste" n'ayant pas été identifié dans la tradition anglophone avec le réformisme social-démocrate, il est employé par la gauche radicale britannique (et aussi américaine, australienne...) dans son acception originelle de militants pour une société socialiste.

2. La branche écossaise du SWP britannique a rejoint le SSP le 1 mai 2001, peu de temps après la réalisation de l'interview que nous reproduisons ici.

3. Littéralement : "Travailleurs militants écossais". A l'origine le courant dont est issu l'ISM faisait partie d'une tendance au sein du Parti travailliste, regroupée autour de l'hebdomadaire *Militant*, qui fut exclue du *Labour Party*.



L'hebdomadaire du SSP annonce le succès électoral : en juin 2001 le SSP a obtenu plus de 63 000 voix de plus par rapport à l'élection générale de 1997 !

Nous aurions pu rester au sein du CWI si ce dernier avait été capable de consentir que nous divergions sur la stratégie de construction et acceptait de débattre du bilan en tenant compte de l'expérience et en analysant les faits pour saisir ce qui était juste et ce qui ne l'était pas. Malheureusement la direction du CWI devenait de plus en plus hostile au fur et à mesure que nous obtenions des succès. Mais face au dénigrement continu de l'ISM et du SSP, un sentiment de déception voire de colère montait dans nos rangs en Écosse. En lieu et place d'un débat honnête, notre politique était dénaturée et falsifiée. Qui plus est, dès le début des divergences la direction du CWI refusait de coopérer avec sa propre section.

L'essence de l'internationalisme, c'est la coopération, la collaboration et la solidarité. La direction du CWI semble au contraire considérer tous ceux qui n'acceptent pas entièrement son programme, sa stratégie et sa tactique détaillée comme des ennemis politiques. C'est triste et on doit espérer que cela changera dans l'avenir, mais il était clair pour nous que nous n'avons pas de place au sein du CWI, à moins d'abjurer et de réécrire l'histoire des trois années passées — ce que bien évidemment nous ne pouvons faire.

Red Shift : Est-ce que, bien que vous ayez quitté le CWI, vous considérez toujours qu'il est nécessaire de construire une Internationale révolutionnaire ?

Alan McCombes : Forcément la déception devant le rôle joué par la direction du CWI au cours des trois dernières années conduit à une certaine prudence, voire à la suspicion, envers toutes les forces internationales qui prétendent être les seuls véritables défenseurs de la foi marxiste. Notre expérience nous conduit à remettre en question les structures hiérarchiques du haut vers le bas, ultra-centralisées, qui semblent être la spécificité de nombreuses organisations de gauche et révolutionnaires.

Nous pensons que nous pouvons apprendre beaucoup de l'histoire du mouvement marxiste international, mais en même temps l'Europe du XXI^e siècle n'est plus l'Empire russe du début du XX^e siècle ou l'Europe des années 1930, où les formes d'organisation reflétaient les conditions dans lesquelles agissaient les socialistes et les révolutionnaires. A notre époque dans

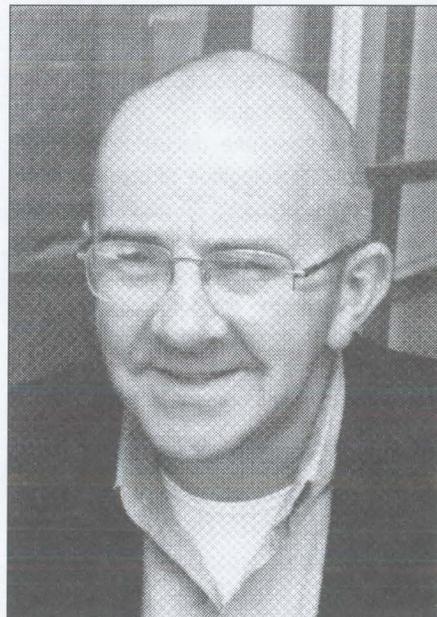
toute organisation nationale ou internationale on doit mettre l'accent sur l'ouverture et la démocratie plus que sur le centralisme du haut vers le bas. Les développements de la technologie, en particulier l'apparition d'internet, permettent aujourd'hui des échanges rapides au-delà des frontières nationales, au moins entre les pays industriels développés. Cela permet à des organisations nationales comme l'ISM et le SSP de rester en contact quotidien avec toutes sortes d'organisations à l'échelle internationale et de préserver une vision internationaliste sans être forcément membres formels d'une Internationale. Par ailleurs, notre séparation d'avec le CWI nous a permis de développer des liens internationaux plus riches, parce que nous sommes capables de communiquer avec des organisations qui sont en dehors du CWI sans être accusés d'infidélité politique.

La révolution des moyens de communication forcera toutes les organisations internationales à réexaminer leurs propres structures. L'idée que toute l'information doit passer par un petit groupe de papes ou de cardinaux — où elle est interprétée et, soyons honnêtes, à l'occasion adaptée — avant d'être communiquée d'en haut aux sections nationales, cette idée-là a vécu. Nous croyons que nous entrons maintenant dans une période qui verra fleurir les débats et prospérer les discussions à l'échelle internationale, qu'il y aura plus qu'il n'y en a jamais eu d'informations au sujet des développements internationaux à la disposition

des socialistes et que ces informations circuleront horizontalement plus que verticalement.

Cela ne signifie pas que nous rejetons les moyens d'organisation traditionnels, tels les conférences, les réunions, les comités élus. Il y a place pour tout cela. Mais à l'échelle internationale ils tendent à être l'affaire de spécialistes, ne serait-ce qu'à cause des frais de voyage, etc. Au travers de notre histoire seule une minuscule proportion des membres du SML a eu l'occasion de prendre part à une conférence internationale ou de s'investir directement dans la politique du CWI. Ainsi les informations internationales reçues par les militants en Écosse l'étaient en général de seconde ou de troisième main et non directement. Les nouvelles technologies de communication conduiront vraisemblablement à moins de hiérarchie et à plus d'accès aux niveaux actifs, ce qui devra se refléter dans les structures de toute nouvelle Internationale révolutionnaire qui pourrait apparaître dans le futur.

Notre expérience du CWI nous a aussi enseigné à attacher une importance particulière et de respecter spécialement le point de vue de ceux qui sont sur le terrain. Des gens en Angleterre, au Japon ou en Australie peuvent bien évidemment avoir des désaccords avec notre stratégie et notre programme en Écosse. Mais souvent ce désaccord peut être le fruit de l'ignorance, du manque d'informations ou de préjugés et non d'une réelle connaissance du terrain. Vous ne pouvez imposer une ligne politique à une organisation nationale contre le point de vue de cette organisation ; pas plus que vous ne pouvez en général persuader les gens qu'ils ont tort en les dénonçant.



Keith Baldassara, candidat du SSP à Glasgow, a obtenu 9,98 % des suffrages

Toute nouvelle Internationale doit être unie sur des grandes questions internationales (par exemple : l'opposition au capitalisme, la mondialisation, l'impérialisme, les guerres capitalistes, les armes nucléaires, le racisme, le fascisme ; et la solidarité avec les travailleurs en lutte, le soutien aux mouvements sociaux progressistes, la défense du droit à l'auto-



Explosion de joie à Glasgow à l'annonce des résultats du SSP (photo du bas : Tommy Sheridan, député du SSP au Parlement écossais)

détermination des minorités nationales, le développement de l'unité de la classe ouvrière et des autres secteurs opprimés contre les exploités, la défense des droits démocratiques, l'accord avec une vision socialiste alternative, etc.). Mais elle devra combiner cela avec le respect de l'autonomie nationale sur les questions du programme, de la politique, de la tactique et de la stratégie pertinents pour le pays concerné. Une telle Internationale serait donc pluraliste par sa nature même et inclurait en son sein des opinions assez diverses. Elle serait aussi démocratique et permettrait à divers regroupements idéologiques de s'organiser à l'échelle internationale en son sein. Dans une telle Internationale — et le SSP est prêt à jouer son rôle pour aider à l'émergence d'un tel mouvement lorsqu'elle sera à l'ordre du jour — une organisation comme l'ISM chercherait probablement à tisser des liens supplémentaires, d'une façon non sectaire, avec ceux qui lui seront idéologiquement les plus proches.

Red Shift : Votre conception de la nature d'une future Internationale révolutionnaire a-t-elle changé ? Par exemple, de plus en plus de groupes marxistes émergent de par le monde ne se revendiquent pas du "trotskisme". Est-ce de cela qu'il s'agit ? Autrement dit, doit-on encore être trotskiste pour être marxiste révolutionnaire aujourd'hui ?

Alan McCombes : Il y a deux dimensions dans cette question. L'une est une question de présentation, l'autre de substance. En ce qui concerne le premier point, les étiquettes utilisées par les gens pour définir leur identité sont pour nous moins importantes que la politique pour laquelle ils luttent. La contribution de Trotsky à notre compréhension du stalinisme et du capitalisme fut immense. Son analyse a été confirmée par les événements et serait maintenant acceptée par beaucoup de ceux qui, à gauche, ne se définiraient pas forcément comme trotskistes.

Pour certains vieux syndicalistes, le terme "trotskiste" a des connotations négatives, étant identifié au sectarisme, du fait du rôle joué par certains groupes, tels le *Workers Revolutionary Party* (4). Beaucoup de jeunes militants n'aiment pas les étiquettes formées à partir du nom d'un individu, car ils rejettent à juste titre le culte de personnalité et l'idée qu'un individu pourrait être considéré comme la source de toute connaissance ou sagesse. Enfin — bien que je ne sois pas prêt à endosser entièrement cette opinion — le sentiment dans l'air aujourd'hui est qu'il est plus important de regarder vers l'avenir que de s'encombrer du passé. Bien sûr, nous devons faire les deux. ; mais l'étiquette "trotskiste" — et même jusqu'à un certain point celle de "marxiste", bien qu'elle soit plus générique — peut gêner beaucoup de jeunes qui pourraient être d'accord avec l'essentiel de ce que Trotsky avait dit s'ils avaient eu l'occasion de le lire, mais qui ne comprennent pas pourquoi ils devraient se définir avec cette étiquette.

Mais la question est plus substantielle, car il y a des individus et des organisations qui se distancent consciemment de Trotsky parce qu'ils ou elles n'acceptent pas certains aspects de sa politique. Est-ce que cela disqualifie ces individus ou organisations en tant que marxistes révolutionnaires ? Mon opinion est un non définitif. Par exemple Che Guevara ne s'est jamais défini comme trotskiste. Il a accepté nombre d'idées de Trotsky — en particulier la nécessité de socialisme international — mais en a rejeté d'autres. Certains ont dit que Che Guevara était révolutionnaire, mais non marxiste... On entre là sur le terrain de la sémantique : qu'est-ce qu'un "marxiste" ? Est-ce quelqu'un qui a lu tous les livres et qui peut réciter tous les passages, mais qui n'a jamais dirigé ou même participé à une lutte durant

sa vie ? Ou est-ce quelqu'un qui a conduit une révolution et qui se considère comme marxiste sans être peut-être orthodoxe à 100 % dans ses écrits ou discours ? Je sais pour ma part quelle sorte de marxistes je voudrais avoir à mes côtés !

Il y a aujourd'hui des organisations, comme le Parti socialiste démocratique (DSP) d'Australie ou le Parti socialiste ouvrier (SWP) de Grande-Bretagne, qui pour diverses raisons rejettent l'étiquette de "trotskiste". Il y a des débats entre les révolutionnaires et les socialistes sur la question de la révolution permanente ou du capitalisme d'État. Nous pouvons mener ces débats calmement, à l'intérieur de partis plus larges et d'organisations internationales plus larges, plutôt que de manière sectaire entre organisations rivales.

Red Shift : Quelles sont les enseignements que les marxistes hors de l'Écosse peuvent tirer de l'expérience du SSP ? Que signifie en pratique le pluralisme au sein du parti et quels ajustements ont-ils été nécessaires par rapport à la culture organisationnelles et les méthodes passées ?

Alan McCombes : Le principal enseignement, c'est qu'il est possible de construire un parti large, capable d'attirer des secteurs significatifs de la classe ouvrière qui rompent avec leurs allégeances partisans traditionnelles. Mais je dois immédiatement avertir que l'expérience écossaise ne peut être copiée automatiquement, par exemple en Angleterre. Certains facteurs spécifiques doivent être mentionnés (5) :

● Le rôle du SML (depuis la fin des années 1980) et de l'Alliance socialiste écossaise (depuis ses débuts en 1996). Ces organisations ont participé et dirigé une série de luttes importantes : contre la poll tax (6), cont-

4. WRP (Parti ouvrier révolutionnaire), dirigé par Gerry Healy, longtemps lié au courant "lambertiste" en France, a sombré au cours des années 1980.

5. *Inprecor* n° 447 de mai 2000 a publié un article de Frances Curran et Murray Smith, responsables des relations internationales du SSP, qui retrace l'histoire de ce parti.

6. En 1989 le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher a tenté d'imposer un nouvel impôt local, que les plus démunis auraient dû payer au même taux que les plus riches. Cette tentative a provoqué un mouvement de masse qui a obtenu le retrait du projet et a puissamment contribué à la chute de Thatcher.

Écosse

re la privatisation de l'eau, contre la fermeture des écoles et des centres communautaires, contre la loi renforçant la répression (*Criminal Justice Act*), contre la construction d'autoroutes, en soutien aux luttes des dockers de Liverpool, des ouvriers de Glacier et de ceux de Timex. Ils ont également mené une bataille de propagande socialiste dans une série de campagnes électorales, présentant notamment des candidats dans un tiers des circonscriptions écossaises lors des législatives de 1997.

● Notre camarade Tommy Sheridan est apparu comme un dirigeant de masse lors de la lutte contre la poll tax et dans d'autres campagnes. Il a été élu comme conseiller municipal à Glasgow alors qu'il était emprisonné à la suite de la lutte contre la poll tax.

● Le Parti travailliste a été durant des décennies un parti de l'establishment écossais, tant au niveau local qu'au niveau national, marginalisant les conservateurs. Il existe de plus un parti nationaliste de gauche, qui, bien qu'il ait connu une évolution droitrière en particulier sur le terrain de la politique économique, continue à attaquer les travaillistes sur leur gauche sur les terrains tels l'armement nucléaire, le salaire minimum, les privatisations et les lois antisyndicales. Tout cela fait que le centre de gravité du débat politique écossais est plus à gauche qu'il ne l'est dans la majeure partie de l'Angleterre, par exemple.

● L'existence d'un système électoral partiellement proportionnel nous a de plus permis d'ouvrir une première brèche lors de la première élection du parlement écossais, donnant au SSP la possibilité de populariser le socialisme à partir d'une plate-forme mémorable.

L'expérience écossaise a directement conduit à la reconstruction de la gauche radicale en Angleterre. Soit dit entre parenthèse, ce fait met en lumière le dogmatisme des groupuscules qui, en Angleterre, ont attaqué le SSP lui reprochant de ne pas être un parti pour toute la Grande-Bretagne. La véri-



7. Tony Benn est un dirigeant historique de la gauche travailliste.

té finit par s'imposer. Le SSP n'est devenu un parti viable que parce que les membres de l'Alliance socialiste écossaise et en particulier du SML — la plus grande composante de l'alliance — ont décidé de le fonder malgré l'opposition des socialistes en Angleterre. Par exemple le Parti socialiste, auquel le SSP était lié, a voté massivement contre l'idée du lancement du SSP. L'autre organisation socialiste majeure en Angleterre, le SWP, a violemment dénoncé d'abord l'Alliance puis le SSP.

Si les socialistes en Écosse n'étaient pas partis seuls, s'ils n'avaient pas formé leur propre organisation et pris leurs propres décisions, la gauche écossaise n'aurait pas connu les succès qu'elle a connus, car le SSP n'aurait pas été lancé. En conséquence la gauche en Angleterre et dans le Pays de Galles serait aussi plus faible, parce que c'est seulement le succès du SSP — malgré la défiance de la majorité de la gauche en Angleterre — qui a pavé la voie permettant l'important pas en avant auquel nous assistons aujourd'hui en Angleterre et dans le Pays de Galles.

Red Shift : Quelle est votre expérience du SWP en Écosse au cours des deux dernières décennies ?

Alan McCombes : Le SWP a joué un rôle positif sur certains terrains. Par exemple il a mené une campagne vigoureuse contre la guerre du Golfe et contre la guerre dans les Balkans. Il a également investi ses forces dans l'activité antiraciste et dans les luttes étudiantes. Ils savent ramasser des fonds et construire le soutien aux luttes ouvrières.

Mais il serait malhonnête de prétendre que tout le passé a été lumineux. Le SWP au cours des années passées a commis une série de sérieuses erreurs politiques, qui l'ont affaibli en Écosse, le rendant moins influent que ce qu'il a été capable de devenir ailleurs.

L'hyper-centralisme de leur organisation a été une faiblesse du SWP en Écosse, car les



décisions étaient prises à Londres et appliquées de manière uniforme à travers la Grande-Bretagne. Par exemple le SWP a sous-estimé l'impact de la poll tax et, au lieu de s'unir avec ceux qui construisaient une campagne de masse dans les communautés, il a commencé par s'opposer à la campagne massive pour le refus de paiement de l'impôt et à lui opposer la campagne officielle du mouvement travailliste, dont le but n'était pas de lutter contre la poll tax, mais d'attirer ailleurs ceux qui étaient opposés à cet impôt. Le SWP a corrigé cette erreur plus tard en Angleterre, mais en Écosse, où la poll tax avait été appliquée un an plus tôt, il a été isolé durant une période. Il a également fait l'erreur d'opposer sa propre campagne contre le *Criminal Justice Act*, centralisée à Londres, à celle organisée à la base en Écosse, unifiant toute une gamme de socialistes, de syndicalistes, d'écologistes, d'anarchistes et de militants en faveur des droits des animaux.

L'autre problème fut, à mon avis, l'attitude du SWP sur la question nationale. Le socialisme et l'internationalisme sont inséparables, mais le SWP est allé trop loin dans le passé, en opposant l'unité ouvrière aux droits nationaux du peuple écossais. En Écosse la question nationale a une dimension sociale très forte et la lutte de classes également. Cela dit le SWP a aussi une vision critique du passé du SML/ISM. Nous avons décidé en commun de tenter de mettre de côté nos conflits passés et de nous concentrer sur l'avenir. Je trouve la trajectoire du SWP au cours de l'année passée très encourageante, que ce soit son engagement dans les Alliances socialistes, son attitude positive envers le SSP, ou encore sa volonté d'adopter une attitude plus sensible envers la question nationale. Le fait que le SWP écossais se prépare à rejoindre le SSP pour former un parti socialiste unifié avec un seul journal constitue potentiellement un grand pas en avant.

Il ne sera pas facile de surmonter les décennies de conflits et de suspicion mutuelle. Il faudra s'armer de patience et faire preuve de tolérance, non seulement au niveau des directions du SSP et du SWP, mais surtout au niveau des militants issus des deux traditions. La bonne volonté dont font preuve les membres du SWP et leur volonté de s'engager dans l'activité est une de ses grandes forces. S'ils parviennent à la canaliser de manière à éviter les conflits entre les membres historiques du SSP et ceux du SWP qui les rejoignent, le mouvement socialiste en Écosse sera considérablement renforcé.

Red Shift : Tony Benn (7) a dit récemment que « les socialistes ne sont plus sur la défensive ». Est-tu d'accord ?

Alan McCombes : C'est vrai que le socialisme était sur la défensive au cours de la majeure partie de la décennie 1990, bien qu'il serait erroné de se limiter à cette formule. En Écosse, par exemple, les idées de redistribution de richesses étaient massives, comme l'était l'attachement au service public et à la propriété publique au moins des secteurs touchés par la privatisation. Il en était de même en ce qui concerne l'opposition à l'armement nucléaire.

Le SSP a été lancé en 1998, plus d'une année avant Seattle et la généralisation des mouvements contre la mondialisation capitaliste. Notre première année fut celle des succès importants : le SSP a gagné un siège au Parlement écossais, puis a obtenu 4 % lors des élections européennes et allait devenir la cinquième force politique... En France également la gauche radicale a eu un impact avant l'émergence du mouvement contre la mondialisation capitaliste. Aujourd'hui nous luttons sur un terrain qui est certes plus favorable. Au lieu de penser que notre socialisme écossais est isolé, nous voyons croître le sentiment anticapitaliste de par le monde, ce qui en retour renforcera notre situation en Écosse.

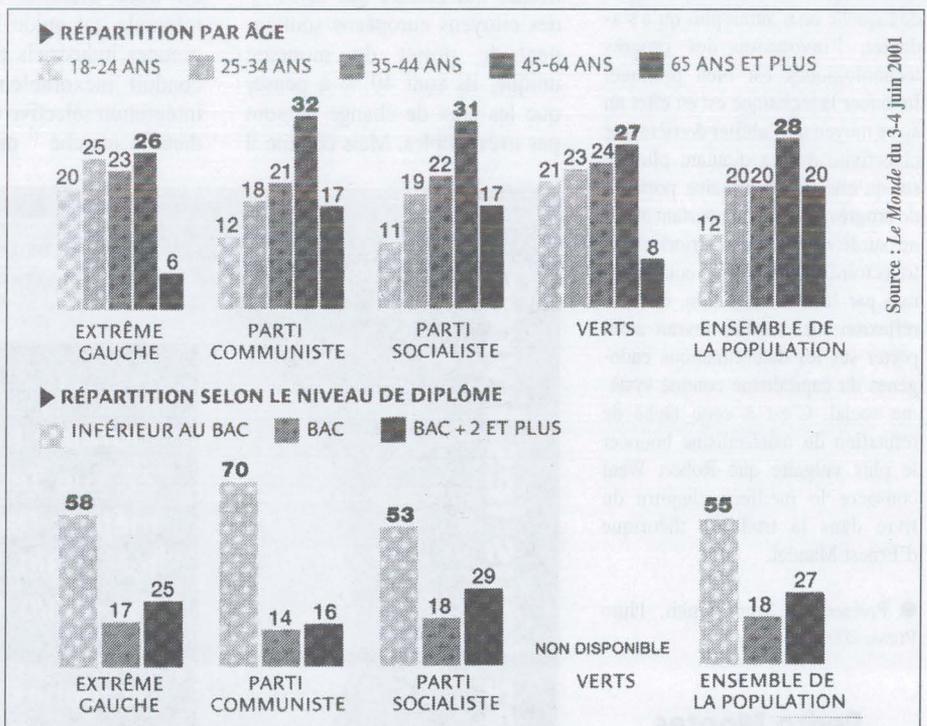
Il est significatif que l'opposition anticapitaliste se soit renforcée alors que l'économie britannique va mieux que jamais depuis deux décennies. Si la crise financière actuelle précipite une récession des économies américaine, européenne et britannique, nous verrons les partis socialistes croître de concert avec la politisation massive de la jeunesse et de la classe ouvrière en général. ■

Vote extrême gauche, un vote jeune et populaire

La percée électorale de l'extrême gauche française — 5,3 % pour Arlette Laguiller (Lutte ouvrière, LO) à la présidentielle de 1995, 5,2 % et cinq élu(e)s pour la liste de LO et de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IV^e Internationale) aux élections européennes de 1999, renouvellement de bons scores de LO et de la LCR aux municipales de mars 2001 (une moyenne de 4,44 % pour les listes soutenues par la LCR et de 4,37 % pour celles présentées par LO, soit une moyenne de 6,23 % dans les localités où une au moins des deux organisations était présente) — commence à intéresser les sondeurs. A preuve l'étude menée par CSA pour *Le Monde* (1) à partir de 26 enquêtes nationales réalisées en 2000 et 2001, dont a été extrait un échantillon de 480 personnes se

ans : 20 % des électeurs d'extrême gauche et 21 % des électeurs Verts, contre respectivement 12 % et 11 % des électeurs du PC et du PS (et 12 % de l'ensemble du corps électoral). Notons également que les électeurs des Verts et de l'extrême gauche sont également plus "étudiants" — respectivement 16 % et 15 % — que ceux du PC (7 %) et du PS (8 %).

Seconde remarque : l'électorat d'extrême gauche est plus populaire. 19 % de ses électeurs sont "ouvriers", autant sont "employés", 6 % sont "chômeurs" et 13 % sont classés "profession intermédiaire" (une catégorie "fourre-tout" entre les employés et les cadres supérieurs), soit 57 % peuvent être considérés comme faisant partie du salariat actif (contre 58 % des électeurs du PC, 51 % de celui du PS et 56 % de celui



déclarant proches de l'extrême gauche ou, en tout cas, à gauche des partis gouvernementaux.

Première remarque : l'extrême gauche perce surtout dans la jeunesse. 45 % de ses électeurs ont moins de 35 ans (contre seulement 30 % pour le PC et le PS, mais 44 % pour les Verts — alors que cette tranche d'âge constitue 32 % de l'électorat). C'est encore plus flagrant chez les moins de 25

des Verts). Et en ce qui concerne la catégorie statistique "ouvriers" (14 % du corps électoral — les immigrés n'ayant pas le droit de vote...), si le PC y arrive en tête (21 % de ses électeurs), il est talonné par l'extrême gauche (19 %) qui dépasse le PS et les Verts (15 % dans les deux cas). ■

1. Gérard Courtois, *L'extrême gauche attire un électorat jeune et populaire*, *Le Monde* du 3-4 juin 2001.

Par
Michel Husson

Robert Went

Globalization, Neoliberal Challenge, Radical Responses

Le livre de notre camarade Robert Went sur la mondialisation se garde des effets de mode. Sans nier les spécificités du fonctionnement actuel du capitalisme à l'échelle mondiale, il s'attache à décortiquer ce mythe de la mondialisation. Ce travail est utile, en premier lieu pour élucider les rapports entre la mondialisation et le tournant libéral et évaluer la portée réelle de la perte d'autonomie des Etats-nations, alibi facile de tous les abandons. C'est en second lieu une question de pratique politique qui concerne les partis, les syndicats, les associations et les ONG.

Dans le discours dominant selon lequel la mondialisation représenterait une tendance objective à l'égard de laquelle on n'aurait plus qu'à s'adapter, l'invocation des progrès technologiques est bien pratique. Invoquer la technique est en effet un autre moyen de s'abriter derrière une objectivité qui va d'autant plus de soi qu'elle est en principe porteuse de progrès. Il n'existe pourtant aucune surdétermination a priori de la trajectoire du capitalisme contemporain par la mondialisation, et toute réflexion sur ce sujet devrait aussi porter sur les déterminations endogènes du capitalisme comme système social. C'est à cette tâche de réfutation du matérialisme boursier le plus vulgaire que Robert Went consacre le meilleur chapitre du livre dans la tradition théorique d'Ernest Mandel.

● Préface de Tony Smith, Pluto Press, 2000.

Pedro Montes

La historia inacabada del euro

En un peu plus de 20 mois, l'euro s'est déprécié de près de 30 % par rapport au dollar. Cette évolution inattendue est pour Pedro Montes le symptôme de contradictions qui continuent à peser sur la monnaie européenne, même si la phase de reprise

tend à les masquer. La thèse générale est que l'euro constitue un cadre disciplinaire trop rigide, qui convient sans doute (et encore !) au couple franco-allemand mais ne correspond pas à la diversité maintenue des réalités nationales. L'irréversibilité des taux de change et l'unicité de la politique monétaire suppriment des possibilités d'ajustement. A fortiori, un tel cadre est mal adapté à l'élargissement de l'Union européenne. Le livre examine les enjeux de cette situation pour l'économie de l'Etat espagnol qui représente au fond une situation moyenne en Europe.

Pedro Montes s'attache à montrer les risques de réapparition de tensions monétaires, en cas de secousses importantes évidemment, et même avec un fonctionnement "normal", c'est-à-dire fluctuant, de l'économie capitaliste. Sans faire de pronostics trop précis, il cite un sondage révélateur de ces incertitudes qui montre que si 55 % des citoyens européens soutiennent le projet de monnaie unique, ils sont 40 % à penser que les taux de change ne sont pas irréversibles. Mais comme il

s'agit d'un projet politique constitutif de l'orientation actuelle des gouvernements et des bourgeoisies, le risque est grand de voir les travailleurs supporter le fardeau des ajustements rendus inévitables en raison de la conception même de l'euro.

● Editorial Trotta, Madrid, 2001

Denis Horman

Mondialisation excluante, nouvelles solidarités

Denis Horman vient de publier un livre remarquable qui pourrait bien devenir le manuel du parfait petit anti-mondialisation capitaliste. Il s'agit en effet d'un recueil très richement documenté sur tous les aspects de ce processus. La "mondialisation excluante" fait l'objet de la première partie, où elle est analysée sous toutes ses facettes. C'est un bilan assez désastreux du "libre-échange" qui est établi avec minutie. La logique infernale qui guide l'action des groupes industriels et financiers conduit inexorablement à une intégration sélective et excluante dans le marché "mondialisé",

qui précipite la majorité de l'humanité dans la précarité, la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale. Le réquisitoire de Denis Horman est particulièrement sévère à l'égard des institutions internationales qui sont les agents disciplinés de mouvement.

Toute la deuxième partie est consacrée aux "voies vers un autre monde". Denis Horman avance des propositions de redistribution globale de la richesse sociale et de contrôle sur les sociétés transnationales. Ces propositions sont toujours articulées aux luttes et aux mobilisations. La lecture de ces chapitres permet d'ailleurs de mesurer le terrain parcouru, l'expérience et même les victoires accumulées. C'est clairement un nouvel internationalisme qui est en train de s'échafauder. Et la question centrale devient celle d'une autre "gouvernance". Faut-il réformer, soumettre ou démettre le FMI, la Banque mondiale, l'OMC ? Denis Horman éclaire de manière originale ce débat stratégique essentiel.

● Publié par GRESEA-CETIM-L'Harmattan, 2001.

Commandez tous les livres

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES. K. MARX

Librairie La Brèche
27, rue Taine, 75012 Paris
métro : Daumesnil
tél : 33/0 1 49 28 52 44
fax : 33/0 1 49 28 52 43
e-mail :
labreche@libertysurf.fr

Vente par correspondance

Paris, province, étranger :

envoi gratuit

<http://www.la-breche.com>

Le joli mois de mai de la résurrection du mouvement ouvrier

Par
Georges Mitralias*

Il a suffi que le gouvernement du PASOK rende publiques les idées maîtresses de sa réforme du régime des retraites pour que le climat social et politique change radicalement. C'était comme si la menace réelle de voir les montants des pensions divisés par deux et l'âge de retraite passer de 60 à 65 ans ou même plus, avait réveillé brusquement une société grecque depuis longtemps somnolente et fataliste.

En l'espace de quelques jours, le mouvement syndical squelettique et discrédité réoccupait le devant de la scène sous la pression de sa base en colère. La preuve de ce réveil tant attendu était éclatante : la grève générale et les manifestations du 26 Avril dépassaient par leur ampleur la simple résurrection du mouvement syndical et constituaient un véritable "événement fondateur" pour l'ensemble de la gauche grecque. Elles étaient de loin les plus grandes des vingt dernières années (la CGT prétendait même qu'elles n'avaient pas de précédent depuis la fin de la guerre !). Quelques jours plus tard, les manifestations du 1^{er} Mai offraient l'occasion d'une seconde explosion, presque aussi spectaculaire. Et enfin, l'énorme succès de la seconde grève générale le 17 Mai, confirmait la certitude qu'il s'agissait d'une lame de fond inégalée venant des profondeurs de la société et du mouvement ouvrier grec.

Les conséquences de ce sursaut de masse avaient quelque chose d'un véritable séisme social et politique. D'abord, la base et les dirigeants syndicaux liés au PASOK, se révoltaient contre "leur" gouvernement. Ensuite, pris de panique, le conseil des ministres retirait l'ensemble de ses "propositions" et promettait l'ouverture d'un dialogue avec les syndicats "à partir de zéro". La crise du parti social-démocrate était si profonde que le premier ministre, Kostas Simitis, était même mis en minorité au Comité Exécutif du PASOK ! D'ailleurs, tous les sondages sont éloquents : la chute de la popularité du PASOK est vertigineuse et ce parti, habitué depuis 20 ans à des scores électoraux au-dessus de 38 %, tombe désormais sous la barre des 27 % !

Évidemment, l'affaire est loin d'être close à l'avantage des syndicats et M. Simitis peut toujours remonter la pente. Cependant, une première constatation s'impose : rien ne sera plus comme avant ! Le prestige personnel du premier ministre et de son gouvernement en a pris un coup si terrible qu'on voit mal comment il pourra se redresser dans les mois à venir. Chose plus importante, leurs politiques néolibérales ne seront plus acceptées comme une fatalité.

L'avancée est sûrement de taille et on ne saurait pas la sous-évaluer car elle offre déjà les prémisses pour la reconstruction tant du mouvement syndical que de la gauche grecque. C'est ainsi que, sous la pression de la base des salariés, on a vu les divers sectarismes reculer au profit de l'unité d'action du mouvement syndical. Pourtant, cette unité

retrouvée restera fragile tant que le PC n'abandonnera pas définitivement ses tentatives de fonder ses propres syndicats "rouges", et tant que les bureaucrates syndicaux du PASOK ne se décideront pas à refuser leur participation au piège du "dialogue" organisé par le gouvernement sous ses conditions.

Enfin, tout reste à faire pour que la gauche grecque puisse accompagner ce réveil du mouvement ouvrier, afin de retrouver sa crédibilité perdue. Pour l'instant, c'est la droite qui en profite, tandis que les partis de gauche se montrent toujours aussi impuissants et incapables de préparer une alternative politique à la crise du PASOK. En transformant radicalement les données sociales du problème, l'explosion en cours de la colère des salariés offre une base de départ pour la reconstruction du mouvement syndical et la recomposition de la gauche. La suite ne sera pas facile mais désormais on peut compter sur la combativité d'une classe ouvrière grecque qui semble s'identifier au mot d'ordre le plus scandé dans ses récentes manifestations : « *Peuple en avant et ne baisse pas la tête, il n'y a qu'un seul chemin : résistance et lutte !* » ■

Un premier pas vers la recomposition de la gauche "l'Espace de dialogue et d'action commune de la gauche" vient de naître

Par
Georges Mitralias

Profondément divisée, désorientée et marginalisée sur l'échiquier politique, la gauche grecque ne faisait que s'affaiblir depuis une bonne douzaine d'années, c'est-à-dire depuis qu'a été consommée sa participation à l'éphémère gouvernement de coalition dirigé par la droite conservatrice (le parti de la Nouvelle Démocratie). Depuis lors, son hémorragie a été incessante et a abouti aux désastreux résultats électoraux d'il y a un an : ses trois partis parlementaires ont recueilli ensemble moins de 10 % des voix, du jamais vu dans l'histoire de la gauche grecque de l'après-guerre !

Il était alors presque naturel que des voix de plus en plus nombreuses se lèvent de partout contre son éparpillement et ses sectarismes, et en faveur du dialogue et de l'unité d'action de cette gauche aux abois. D'ailleurs, une chose était — et reste — très claire : tant que la division règne, les petites

et grandes chapelles de la gauche ne peuvent pratiquement rien faire contre le rouleau compresseur de néolibéralisme triomphant de la social-démocratie au gouvernement.

Cependant, tout indiquait que ce "basta !" venant des profondeurs du "peuple de gauche" n'était pas suffisant pour obliger ses directions incorrigibles à changer de cap. Le pourquoi de cette tragédie était simple : au sectarisme pathologique et brutal du PC (KKE) s'ajoutait non seulement le sectarisme plus subtil de *Synaspismos*, mais aussi l'autosuffisance d'une extrême gauche qui s'entre-déchirait très loin des grands auditoires des forces vives du mouvement ouvrier organisé.

C'est alors juste après les élections de l'an passé que quelques militants ont entre-

* Georges Mitralias, militant de la section grecque de la IV^e Internationale, est rédacteur du mensuel *Manifesto* et membre de la coordination de « l'Espace de dialogue et d'action commune de la gauche ».

Grèce

pris les premières démarches en vue du rassemblement de tous ceux qui voudraient agir concrètement en faveur de l'unité d'action et de la recomposition de la gauche. Ce fut "l'Initiative pour la Refondation de la Gauche" formée en septembre 2000 par l'AKOA (Gauche Rénovatrice Communiste et Écologique), la revue théorique *Thèses* et des militants de la section grecque (OKDE) de la IV^e Internationale, qui, malgré leurs forces numériques limitées, y ont joué un rôle important. Presque en même temps, était lancée par les mêmes, auxquels s'ajoutaient des militants de la gauche de *Synaspismos*, la revue mensuelle *Manifesto* qui déclarait d'emblée vouloir devenir le lieu de rencontre des tendances unitaires, internationalistes et radicales de toute la gauche, tant parlementaire qu'extraparlamentaire.

Seulement huit mois plus tard, on peut parler d'un exploit. Par des approches successives qui ont vu s'ajouter au noyau initial les trois tendances de gauche de *Synaspismos*, on en est arrivé finalement à la création de "l'Espace de Dialogue et

d'Action Commune de la Gauche" qui rassemble les forces suivantes : le parti *Synaspismos* (Coalition de la Gauche et du Progrès, 3,2 % aux élections parlementaires et 5,6 % aux élections européennes), le KEDA (Mouvement de la Gauche Unitaire Démocratique qui regroupe les leaders prestigieux et cadres syndicaux récemment expulsés ou démissionnaires du PC), "l'Initiative pour la Refondation de la Gauche" et ses composantes, le DEA (Gauche Internationaliste Ouvrière, récente scission du SEK, organisation-soeur du SWP anglais), le Réseau pour la Défense des Droits Sociaux et Politiques (mouvement social autonome de grand prestige), la Politique Verte (écologistes), les Écolos Alternatifs et la Politique de Gauche. En plus, à "l'Espace" participent déjà des personnalités indépendantes et inorganisées, ainsi que le parti DHKKI (Mouvement Social et Démocratique, ancienne scission du PASOK, 2,7 % aux élections parlementaires, 7,9 % aux élections européennes) et le SEK (Parti Socialiste Ouvrier) avec le statut provi-

soire d'observateurs. Quant au PC, sa direction fidèle aux traditions staliniennes, a préféré évoquer la présence dans "l'Espace" du KEDA des ex-membres de son BP — Yannis Theonas (il a démissionné de son mandat d'eurodéputé en janvier passé) et Mitsos Kostopoulos (ex-président du groupe parlementaire du PC et ex-secrétaire général de la CGT) — pour refuser son adhésion...

Force est de constater que la création de "l'Espace" a dépassé, par l'ampleur et la diversité de ses forces, les espérances de ses initiateurs. Ce qui paraissait impensable seulement quelques mois auparavant, devenait réalité au mois de Mai 2001 ! Pour la première fois depuis des décennies, des forces de la gauche grecque qui s'ignoraient ou pire, qui préféraient s'entre-déchirer, décidaient de construire un cadre unitaire afin de commencer à dialoguer et à agir en commun.

Évidemment, personne ne cache que les problèmes à affronter seront difficiles, que tout reste à faire pour que ce premier pas vers la recomposition de la gauche grecque acquière la dynamique qui est nécessaire pour briser définitivement les traditionnels sectarismes des grandes et petites bureaucraties partidaires. Pourtant, l'enthousiasme et le climat de confiance existants renforcent ce sentiment diffus de retrouvailles trop longtemps attendues qui dominait dans les premières réunions de "l'Espace"...

Du commun accord de ses composantes, "l'Espace" reste ouvert à toute nouvelle adhésion, et a choisi de tester immédiatement ses capacités d'intervention sur les fronts suivants :

- a) l'affrontement direct du mouvement ouvrier et du gouvernement à propos de la réforme néolibérale du régime des pensions et de la sécurité sociale ;
- b) la mobilisation contre la nouvelle loi "anti-terroriste" qui limite dangereusement les droits et les libertés démocratiques ;
- c) la préparation d'une participation grecque de masse à la manifestation internationale de Gênes contre le G8 et la mondialisation libérale.

Inutile d'expliquer que ces trois combats initiaux offrent aussi une première idée des "sensibilités" dominantes, du contenu politique de "l'Espace" : la défense intransigeante des acquis sociaux du mouvement ouvrier se conjugue avec celle des droits et des libertés démocratiques ainsi qu'avec l'internationalisme actif et le positionnement à l'intérieur du mouvement international des résistances contre la mondialisation néolibérale. ■

Athènes, 17 mai 2001



Le droit des Basques et la démocratie en Espagne

Par
José Ramón Castaños "Troglo"*

1. Les élections basques ont vu un affrontement entre deux nationalismes opposés : le nationalisme de reconquête de l'État espagnol et le nationalisme basque de résistance. Cette querelle remonte très loin dans l'histoire, par contre les antécédents les plus immédiats de la bataille présente remontent au pacte indépendantiste de Lizarra en 1998 (1). Dans ce pacte, on a proposé des formules ouvertes pour la paix, l'autodétermination nationale, l'unité territoriale de l'Euskadi et la souveraineté politique de ses institutions d'autogouvernement ; de ce fait il a fait peur aux classes politiques qui soutiennent tout l'échafaudage de l'État espagnol. Le gouvernement espagnol a présenté les élections basques comme un plébiscite entre l'Espagne (présentée ainsi comme le paradigme de la démocratie) et le nationalisme basque (présenté comme le paradigme de la violence). Un plébiscite qu'il a perdu, ce qui a donné lieu à une situation politique entièrement nouvelle.

2. La crainte de perdre une partie du territoire de l'État a produit une régression conservatrice dans toutes les structures du pouvoir. Cette alarme fut activée comme toujours par les puissants « lobbies » néofranquistes réinstallés sous le gouvernement du Parti populaire (PP) d'Aznar. Ils exercent une influence décisive sur le PP et le gouvernement ; sur le pouvoir judiciaire, les corps policiers et la chaîne de commande de l'armée ; sur les cercles d'entreprises (CEOE) ; sur les médias et sur la Conférence épiscopale espagnole. Tous cherchaient la même chose : renforcer l'autorité de l'État et récupérer l'identité espagnole chez les nationalités de la périphérie... L'occasion de lancer une répétition générale en Euskadi a été offerte sur un plateau par ETA elle-même avec la rupture de la trêve et des alliances politiques de Lizarra associées à celle-ci. Pour la droite espagnole, c'était une

occasion rêvée de faire le lien entre le rejet moral que les assassinats d'ETA avaient provoqué dans la société et une identification entre le nationalisme et la violence. De ce



fait, on a cherché à délégitimer les initiatives de paix du camp du Parti nationaliste basque (PNV) comme si celles-ci étaient « une tentative immorale pour obtenir des avantages politiques associés aux fins violentes ». Ainsi, avec le prétexte de « mettre fin à la connivence du nationalisme démocratique avec le terrorisme », on s'est lancé à la « reconquête espagnole de l'Euskadi ». Disons-le en passant, les objectifs de cette nouvelle affirmation de l'identité espagnole contre l'ennemi intérieur étaient largement partagés par l'opinion publique espagnole. Il s'agissait de mettre l'autonomie basque sur glace jusqu'à la conversion de ses institutions en appendice de l'État central ; de renverser les politiques de normalisation linguistique de l'euskera (2) en faveur du castillan ; de freiner le développement de l'identité nationale basque, et de réduire le *Concierto Económico* (la souveraineté fiscale) à une peau de chagrin. Le moyen de le faire était de déloger le PNV du gouvernement basque, et la gauche abertzale (indépendantiste) en a offert la possibilité avec la rupture de Lizarra et l'abandon des institutions parlementaires. Le nationalisme démocratique s'est ainsi mis à la merci d'une alliance hypothétique espagnoliste entre le Parti populaire et le Parti socialiste, et ETA y a contribué

aussi, parce que sa campagne d'assassinats de dirigeants et de conseillers municipaux socialistes a poussé le PSOE dans les bras de la droite centraliste qui prônait une politique répressive de l'État contre la violence abertzale. Le « pacte antiterroriste » conclu ainsi entre le PP et le PSOE était en réalité un véritable engagement contre le nationalisme basque enclenché à partir d'une campagne intense de blocus parlementaire, la prise en otage des institutions basques et la criminalisation du nationalisme démocratique, en faisant l'amalgame avec la violence, le fascisme, le goulag, l'holocauste et la xénophobie.

3. La gauche espagnole n'a pas été à la hauteur des circonstances. L'heure de Lizarra était également celle de la gauche et des démocrates espagnols, parce que la possibilité de résoudre le problème national et de démocratiser l'État y était posée ; par contre en ce moment de vérité nous avons constaté avec amertume qu'en Espagne ce genre de citoyens (les démocrates respectueux du droit d'autrui) sont une minorité acculée par la marée débordante du nationalisme d'État. De ce fait cette minorité est d'autant plus courageuse. On peut y dénombrer la Gauche unie, le Forum pour le dialogue de Madrid, les mouvements nationalistes de Catalogne et de Galicie, le

*José Ramón Castaños "Troglo" anime la Charte des droits sociaux (GOGO) et fut à ce titre signataire du Pacte de Lizarra. Il fut un des fondateurs d'ETA-VI (rupture majoritaire de l'ETA historique lors de sa sixième assemblée en 1971).
1. *Inprecor* n° 439/440 d'octobre 1999 a publié les déclarations de Lizarra du 12 septembre 1998 et du 12 septembre 1999. Par ailleurs, pour suivre la dynamique du Pacte de Lizarra et son effondrement on se reportera utilement aux articles parus dans *Inprecor* n° 426 de juillet/août 1998, n° 439/440 d'octobre 1999, n° 443/44 de janvier 2000, n° 445 de mars 2000 et n° 446 d'avril 2000.
2. *Euskera* est le nom de la langue basque.

Euskadi (Pays basque)

Parti socialiste de Maragall, ou certains indépendants comme Herrero de Miñón. Par contre, où étaient et où sont tous les autres ? Jusqu'à maintenant ils se sont soumis de plein gré à la discipline qu'exerce le Parti populaire à partir des instances de l'État.

À la rigueur, on peut comprendre que les pouvoirs en place (la couronne, les corps policiers et les associations d'entreprises) s'accommodent du gouvernement. Nous disons à la rigueur, parce que ce n'est pas faire preuve de clairvoyance que de refuser la normalisation de la vie en commun des nationalités, mais en fin de compte on comprend cette « unité d'action » ou « communion d'intérêts ». On comprend également que le gouvernement ait voulu discipliner, sans y parvenir, la Conférence épiscopale

lisme basque. Le tableau comparatif que nous présentons ci-dessous ne laisse pas de place au doute. La participation électorale a été parmi les plus élevées signalées dans les démocraties occidentales (80 % des inscrits), ce qui donne une idée de l'énorme mobilisation citoyenne en défense de l'autonomie basque.

Il y a eu très peu de changement par rapport à 1998 si on compare la relation entre le « bloc autodéterministe » (l'ensemble des partis qui ont signé la déclaration de Lizarra) et le « bloc espagnoliste » (PP-PSOE), mais ce fait est très significatif si nous considérons le contexte très difficile de la victoire du nationalisme démocratique : l'intervention très dure de l'État d'une part, et la campagne toute aussi dure d'assassinats politiques d'ETA d'autre part.

Il faut se pencher sur les modifications qui se sont produites à l'intérieur de chacun de ces blocs. À savoir, la défaite du projet de la droite espagnoliste qui visait à mettre le Parti socialiste en minorité (la relation entre ces partis est restée inchangée) et le

déplacement spectaculaire à partir de la gauche *abertzale* (*Euskal Herriarrok*, EH) vers le nationalisme démocratique (PNV).

L'interprétation politique de ces résultats offre à notre avis un très grand intérêt pour sonder les perspectives de la politique basque.

5. L'alternance espagnoliste aux institutions basques semble une impossibilité métaphysique.

L'explication donnée par le gouvernement espagnol pour sa défaite était que la société basque n'était pas mûre pour le changement qu'il proposait. De cette lecture politique, on peut conclure que l'État continuera sa pression centraliste contre l'Euskadi sous d'autres formes plus subtiles et moins agressives. Personne n'en doute. Par contre si nous observons un instant les tendances électorales des dernières 25 années, nous constatons que la majorité nationaliste a été une constante qui oscille entre 58 % et 60 % de l'électorat, et ce fait nous autorise à supposer que la conscience nationale basque s'est installée dans la société jusqu'au point de



non-retour et qu'il est donc impensable de la déloger des institutions au moyen de discours et de projets d'uniformisation nationale espagnole. Prétendre le contraire est tout simplement une chimère.

6. Le nationalisme démocratique a consolidé son hégémonie politique.

Le PNV a gagné dans 96 % des municipalités, y compris les grandes villes et les concentrations de populations ouvrières et émigrantes où le socialisme était fortement enraciné depuis le début du XIX^e siècle. Cette concentration de votes PNV est une réaction d'orgueil et de fierté nationale contre l'agression extérieure de l'État. C'est un peu comme si l'on disait aux partis espagnols : « Ne venez pas de l'extérieur nous dire comment nous devons être, parce que nous savons que nous sommes une nation à part qui veut se gouverner ici même, par ses propres moyens ». L'agression contre ce sentiment a produit une réaction d'autodéfense qui est à la base de l'hégémonie nationaliste. Cependant, cela n'explique pas pourquoi elle s'est si fortement identifiée au nationalisme démocratique. Pour chercher une explication il faut se référer au refus catégorique de la société basque des assassinats d'ETA et de la complicité de la gauche *abertzale* avec elle.

7. Le recul de la gauche *abertzale* est un vote de sanction contre ETA de sa propre base.

Euskal Herriarrok a perdu 36 % de ses votes et 50 % de ses sièges. Ces données confirment que nous avons raison quand nous avons tous dit à la fin de la trêve que les assassinats d'ETA signifiaient le suicide de la gauche basque. Les 80 000 votes perdus par la gauche *abertzale* sont allés presque intégralement à la coalition PNV-EA. En fait, ce ne sont pas des votes

Parti	2001			1998		
	Votes	%	Sièges	Votes	%	Sièges
PNV-EA	604 444	42,72	33	458 967	36,96	27
HB-EH	143 139	10,12	7	224 001	17,91	14
IU	78 862	5,58	3	71 064	5,68	2
Total Partis autodéterministes	826 445	58,42	43	754 032	60,55	43
PP-UA	326 933	23,12	19	276 481	21,65	18
PSE-EE	253 195	17,90	13	220 052	17,60	14
Total Partis espagnolistes	580.128	41,02	32	496.533	39,25	32

espagnole pour obtenir une légitimation morale supplémentaire, ou qu'il ait cherché, par des moyens détournés, par l'argent et les sinécures, la collaboration de tous les médias. Par contre, il est difficile d'entendre et surtout d'encaisser l'infamie de certains professionnels de l'information convertis en diffamateurs, l'opprobre de certains intellectuels devenus apologistes du pouvoir (sauf Saramago, Vázquez Montalbán et quelques autres), ou la honte de voir le Parti socialiste dans la chorale de la droite, et certains syndicats (CCOO et UGT) transformés en alliés de l'État contre le droit des nationalités. Le zèle qu'ils ont démontré à rechercher la collaboration des syndicats européens contre le nationalisme basque est l'expression la plus douloureuse de la corruption de certains dirigeants syndicaux incapables de refuser de se plier à la soumission demandée par l'État et à l'air connu selon lequel « *personne ne mord la main de celui qui le nourrit* ».

4. Les résultats électoraux expriment pourtant une déroute de l'État et une victoire impondérable du nationa-



de faire tout cela dans le silence des armes et avec une proposition d'articulation politique de l'Euskadi qui tienne compte de l'opinion de chacun de ses territoires, ainsi que de l'inégalité de la conscience entre eux, mais les positions tranchées d'ETA et la régression postérieure aux actions armées ont gaspillé cette possibilité, de telle sorte que le nouveau cours politique doit s'entreprendre sous l'hégémonie du nationalisme modéré.

8. Les explications de la défaite électorale

le données par les dirigeants de la gauche abertzale ne sont pas convaincantes. Tout ce qu'ils ont trouvé à dire est que la Table nationale n'a pas su expliquer son alternative politique et que la peur de la droite espagnoliste a concentré le vote sur le PNV. Ils refusent de soumettre à la critique leur stratégie politique et se satisfont de l'explication que le courant Aralar a contribué à la dispersion du vote abertzale en critiquant l'action d'ETA. Excuser ses erreurs en accusant les autres est une grossièreté impardonnable parce qu'elle signifie renoncer implicitement à l'analyse critique des causes de la défaite et parce que cet exercice de complaisance enferme la gauche abertzale dans un autisme politique. C'est un fait qui nous préoccupe beaucoup parce qu'il bloque la possibilité de sortir la gauche abertzale et la politique basque de l'impasse où elles se trouvent.

Il est très préoccupant qu'on cache le mauvais rôle joué par l'action d'ETA ; comme si c'était un tabou à ne pas évoquer. Préoccupant parce qu'on ne valorise pas (ou qu'on déprécie) l'importance jouée par le

refus profond de la société et de l'électorat de EH de la rupture injustifiée de la trêve. Préoccupant qu'au lieu de valoriser ce fait comme l'expression de la maturité politique d'un peuple, on la déprécie comme si c'était la lâcheté politique de faibles et de peureux. Préoccupant parce qu'on ne cherche pas à reconnaître que l'acceptation (soumise) du leadership politique d'ETA sur la gauche abertzale est à la base de la grave crise de crédibilité de celle-ci. Préoccupant qu'on ne reconnaisse pas que la rupture des engagements politiques contractés à Lizarra et l'abandon du Parlement basque ont permis au PP et au PSOE de faire œuvre d'obstruction institutionnelle et politique à l'autonomie. Préoccupant qu'on ne cherche pas à reconnaître que la campagne électorale de EH a été centrée uniquement sur la critique du PNV (recours abusif et injurieux à l'adjectif « unioniste » pour l'accuser, sans justification, d'abandon devant l'État), pour prendre ce parti en ciseaux entre, d'une part la « prise en otage par la gauche » réalisée par ETA et EH, et d'autre part la « prise en otage par la droite » réalisée par le pacte PP-PSOE. Les votes perdus par EH sont ainsi le fruit d'un double refus : un refus de l'action d'ETA et un refus de la politique de harcèlement contre le PNV. La gauche abertzale peut et doit ouvrir une profonde réflexion sur ces questions et d'autres questions semblables, parce que c'est la condition de la possibilité de récupérer la crédibilité perdue et les votes prêtés au nationalisme démocratique. Otegui a raison quand il affirme que les 80 000 votes perdus peuvent être récupérés, même s'il a omis de dire que la condition en est de se démarquer de l'action d'ETA, puisque la rupture survenue entre celle-ci et la masse sociale critique de l'abertzalisme, semble être irréversible.

9. La Gauche unie (IU) fait face à des difficultés objectives, (d'identité et de nature), pour devenir une solution

de rechange à la gauche abertzale.

Quand nous parlons de IU-EB, il faut commencer en disant que son message en défense des droits nationaux a été le plus radical contre l'État et le plus engagé de son histoire. Cet engagement lui a valu des injures et des calomnies de la part des médias affiliés à l'État ; par

perdus, mais des votes prêtés, et ils peuvent être récupérés si la gauche abertzale décide d'entreprendre un mouvement de régénération politique, en imposant une trêve définitive à ETA ou en rompant politiquement avec elle.

Le transfert de l'hégémonie politique du mouvement abertzale vers le nationalisme bourgeois est la conséquence inévitable de la rupture de la trêve. La rupture des pactes de Lizarra a inversé le cours de l'initiative politique à l'intérieur du mouvement abertzale. Jusqu'à ce moment-là, la gauche avait l'initiative. La bataille intérieure entre les partisans du *statu quo* (autonomie à l'intérieur de l'État) et ceux de la souveraineté politique, faisait peu à peu pencher la balance en faveur de ces derniers, et le poids de la gauche sociale sur le contenu souhaitable de la construction nationale commençait à être décisif grâce à l'influence puissante du syndicalisme abertzale. On gagnait des nouveaux alliés à l'intérieur et à l'extérieur du pays et c'était une question de temps avant de consolider une opinion publique assez majoritaire autour des idées autodéterministes. Avec cette opinion en main, et en comptant sur une bonne politique d'alliances avec les nationalités historiques (Déclaration de Barcelone des nationalistes catalans, basques et galiciens) et jusqu'à la gauche espagnole (PSOE-IU-Syndicats), la porte pouvait s'ouvrir pour une réforme démocratique de l'État.

Il était possible



La gauche abertzale est pour un Euskadi ouvert. Ici une mobilisation contre la loi qui limite les droits des immigrés

Euskadi (Pays basque)

contre il lui a permis aussi de gagner le respect de la gauche et du nationalisme démocratique. IU-EB a constitué un vote utile lors de ces élections parce qu'il a combiné son orientation de gauche à son engagement d'appui au président du Gouvernement basque contre les attaques du centralisme.

Malgré ceci, il n'a pas pu recueillir le secteur critique de la gauche *abertzale*, et ce fait constitue ou doit constituer un important facteur d'analyse parce qu'il nous offre quelques pistes de grand intérêt pour penser à des initiatives de recomposition ou de régénération de la gauche basque. Le fait que la perte de votes de la gauche *abertzale*

ait été si forte (80 000) et la récupération de ceux-ci par IU si petite (un peu plus de 7 000 votes) a des causes multiples mais certaines sont éloquentes.

Parmi ces multiples causes, on peut signaler :

- ❶ l'identification idéologique (nationalisme) entre les critiques d'ETA et le PNV ;
- ❷ la forte pression pour un vote utile en faveur du nationalisme démocratique pour fermer le chemin à la droite espagnoliste ;
- ❸ l'absence de racines nationales basques, ou ce qui revient au même, la perception d'IU-EB comme un parti d'allégeance espagnole, douteux sur le plan de l'inconditionnalité de son identité basque ;

❹ l'absence de confiance historique (justifiée) de l'*abertzalismo* envers le Parti communiste et ses successeurs de la Gauche unie.

Il y en a sans doute d'autres mais celles-ci me semblent des raisons suffisantes. Le fait est pertinent en soi que ce que nous avons dit depuis un certain temps se réalise. Que malgré son évolution politique positive, IU ne peut pas être le pôle de référence alternative à la crise d'ETA ; qu'il faut construire ce pôle en collaboration, à partir de l'intérieur de la gauche basque et à l'extérieur de celle-ci, conjointement avec les autres gauches et que le regroupement nécessaire des gauches basques maintenant

Une majorité basque réclame le dialogue et le respect de son droit de décider de son avenir

Déclaration de la Coordination confédérale d'Espacio Alternativo*

Les résultats électoraux du 13 mai dans la Communauté autonome basque ont constitué une démonstration du refus majoritaire aux forces politiques qui recherchent l'affrontement et la défaite politique du nationalisme basque et des partisans du dialogue. Le Parti populaire (PP) et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), malgré un appui médiatique et judiciaire fort et agressif, n'ont pas réussi à dépasser ensemble la coalition formée par le Parti nationaliste basque (PNV) et *Eusko Alkartasuna* (EA), qui se présente comme la force hégémonique, pendant qu'*Euskal Herritarok* (EH) a subi un recul très marqué du fait de ne pas s'être démarqué ouvertement d'ETA. La Gauche basque (1), malgré la marginalisation et la disqualification constantes dont elle a souffert au cours des dernières années de la part des partis mal

appelés « *constitutionnalistes* », a vu recompensé son effort d'établir des ponts à partir de la défense du respect de la liberté de choix du peuple basque quant à son avenir et de la proposition d'une option fédéraliste dans ce cadre.

Ainsi, une nouvelle étape s'ouvre dans la société basque, où une nouvelle impulsion en faveur d'une solution de dialogue doit prendre les devants, sans exclusions et sans limites, pour un appel populaire à l'ETA qu'elle cesse de tuer et pour réclamer des mesures de la part du gouvernement Aznar — telle le respect de la loi par le transfert des prisonniers basques en Euskadi — afin qu'il contribue à dépasser le climat de crispation actuel. Par ailleurs, il faudra un changement radical d'attitude de la part d'une partie du pouvoir judiciaire qui, y compris en pleine campagne électorale, n'a pas fait autre chose que de contribuer à la criminalisation de secteurs de la jeunesse basque.

La stratégie du PP et du PSOE, qui ont pu compter sur l'appui des principaux représentants des institutions de l'État — y compris la Couronne —, des grands médias, du patronat, et

hélas, des centrales syndicales majoritaires, à leur pacte antiterroriste, à leur obsession à criminaliser tout le nationalisme basque et à réinventer un nationalisme espagnol d'exclusion, a subi une défaite, dont ils doivent tenir compte et agir en conséquence, en empruntant un virage politique en faveur du dialogue, selon le vœu de la majorité de la société basque.

Quelque chose de semblable est arrivée à EH, qui devra réaliser un débat interne en profondeur, ce qui, nous l'espérons, les conduira à une prise de distances explicite par rapport à l'activité d'ETA, et à l'appui à la non-violence et au dialogue.

Le redressement d'EB-IU constitue sans doute un stimulant pour avancer vers la reconstruction d'une gauche basque partisane de l'autodétermination et d'un projet fédéral ouvert, ainsi que d'un modèle de société fortement teinté des couleurs rouge, vert et violet. Nous sommes certains que son activité au Parlement s'appuiera sur une alliance étroite avec les mouvements sociaux qui ont soutenu le dialogue, comme *Elkarri* et *Gesto por la Paz*, ainsi qu'avec les syndicats, les collectifs, les

organisations sociales et secteurs professionnels qui aspirent à lier la défense de l'identité nationale basque à la lutte contre la précarité et pour les droits sociaux fondamentaux, comme l'a déjà démontré leur unité d'action autour de l'expérience de la "Charte des droits sociaux".

À l'extérieur de l'Euskadi, la Gauche unie fédérale (IU-Fédérale) devra assumer la défense conséquente non seulement du discours fondamental de EB-IU mais aussi la ferme conviction que seulement la reconnaissance du droit de l'ensemble des citoyens basques à décider de leur avenir pourra assurer le progrès vers l'éradication de la violence et la solution d'un conflit dont la nature politique a été largement corroborée au cours de ces élections. IU-Fédérale devra unir cette défense à l'exigence de la reconnaissance de la réalité plurinationale dans l'ensemble de l'État espagnol et, en conséquence, de l'ouverture d'un processus de dialogue et de convergence en action avec d'autres forces de gauche nationales ou nationalistes présentes dans d'autres Communautés autonomes.

le 16 mai 2001

* Espacio alternativo (Espace alternatif) est une organisation partie prenante de la Gauche Unie (Izquierda Unida, IU) sur l'ensemble du territoire de l'État espagnol. Des militants de la IVe Internationale militent au sein d'Espacio alternativo.

1. La Gauche Unie du Pays basque, EB-IU.

dispersées exige des cadres nationaux d'organisation et des profils clairement identifiés avec la construction nationale basque. Nous ne disons pas cela comme observation critique à partir de rien, mais comme observation d'un fait qui doit constituer le point de départ des réflexions politiques de la Gauche unie.

10. Le triomphe du nationalisme démocratique légitime les off-

chiqueur (PP et ETA respectivement), ce qui contribuera à la fois à resserrer sa marge de manœuvre et à modérer son discours.

Il faut anticiper un certain désarmement verbal et une réduction des tensions entre les partis politiques, mais on ne peut pas en déduire que les pressions centralistes de l'État sur l'autonomie basque vont disparaître. Il faut se rappeler que ces pressions sont la conséquence inévitable du changement politique au sein de la structure de l'État

échoué. Ce n'est pas possible de revenir au Pacte de Lizarra, ni à une solution policière à un problème de nature politique, ni à une nouvelle version du pacte antiterroriste de Ajuria-Enea (reconnaissance du caractère politique du problème, mais report de solutions après l'abandon préalable de la violence). Il faut essayer d'autres formules politiques à partir de la nouvelle donne, mais le temps nécessaire pour corriger les fortes inerties sera plus long que prévu.



res faites depuis la déclaration de Lizarra, et cette circonstance remet le problème de l'autodétermination nationale au centre de l'actualité politique.

Ces questions sont inévitables si nous nous en tenons à la nature du problème basque, à l'intensité de ces demandes au sein de la société, aux promesses faites par le nationalisme démocratique (exigence de souveraineté partagée des nationalités en Europe), et à l'expansion de cette même idée en Catalogne et en Galicie. De ce fait, on peut également apprécier les recommandations que le patronat basque vient de faire au gouvernement Aznar : « comprendre les Basques pour assouplir la politique d'autonomie et le modèle d'État », mais même dans ce cas, les résistances de l'État espagnol à la réforme démocratique seront trop fortes pour supposer que la victoire du nationalisme aux urnes ouvrira la route vers l'autodétermination. Il n'en est rien. Le droit des Basques de décider librement de leur avenir national est posé comme un problème d'actualité politique incontournable, mais il ne sera pas pour autant facile à obtenir.

11. Les ambivalences du PNV découlent de cette difficulté.

La victoire électorale lui a conféré une marge de manœuvre d'autant plus ample que la campagne d'agression nationale qu'il a subie fut intense. Par contre, si cette marge milite en faveur de « l'aile souverainiste du parti », il y a des pressions politiques tout aussi importantes des deux extrêmes de l'é-

(réaction conservatrice de type néofranquiste), et que ce pouvoir les mettra en œuvre avec d'autant plus de force que les alliances politiques entre les nationalités de la périphérie feront preuve de faiblesse. Le pôle opposé, ETA, interviendra avec toute la force dont il est capable. Ses objectifs semblent être ceux de toujours : « Il n'y aura pas de normalisation démocratique sans dialogue avec nous » ; et le dialogue n'est acceptable à ses yeux qu'à la condition que « soit acceptée l'unité territoriale de l'Euskadi et la souveraineté de ses institutions politiques ». Comme pour réaliser cela la collaboration du PNV et du syndicalisme *abertzale* est nécessaire, on peut supposer que l'action d'ETA visera à empêcher par tous les moyens la réédition des vieilles alliances entre le PNV et le PSOE, et qu'en conséquence, ETA agira contre le PSOE. Si c'est le cas, il faut s'attendre à une escalade d'attentats qui poussera le PNV vers la modération, et à ce que les alliances antiterroristes occupent le terrain privilégié qui aurait dû être occupé par les alliances politiques pour la construction nationale.

Ce jeu de pressions multiples provoquera un mouvement d'aller-retour entre le radicalisme politique du parti — représenté par Arzallus et Egibar — et le pragmatisme de gouvernement — dont le *Lehandakari* (3) Ibarretxe est le symbole ; entre l'audace politique avec la recherche de solutions de paix et le conservatisme sur le plan de la gestion publique. La différence avec la période précédente est que les tentatives antérieures ne peuvent pas se répéter puisque toutes ont

12. Il faut reconstruire une nouvelle majorité sociale sur la base de la déclaration institutionnelle du Parlement basque en faveur de l'autodétermination nationale.

C'est possible si nous nous en tenons compte du fait que les trois piliers du programme de gouvernement du PNV ont une légitimité sociale plus large que celle qu'offrent les votes obtenus par ce parti. La paix (exiger une trêve définitive d'ETA), le dialogue (mandat aux extrêmes de chercher des formules de consensus démocratique) et le respect de la libre décision des Basques sur toutes les questions d'autogouvernement et d'unité territoriale, sont des éléments d'un sentiment collectif qui dépasse les frontières du nationalisme démocratique.

Avec cette légitimité en main, et, en passant, avec l'appui d'*Eusko Alkatasuna* (EA), de la Gauche unie et de la majorité syndicale basque, le PNV peut commencer à résoudre le problème de la division intérieure de la société basque. Nous n'envisageons pas un consensus général qui regroupe l'ensemble des partis, ce qui est impossible, mais un consensus majoritaire en mesure d'exercer son hégémonie politique sans trop de soubresauts ni de convulsions. Il n'est pas insensé de penser que la base politique permettant de développer l'idée de construction nationale et d'intégration citoyenne pourra être la déclaration sur le droit à l'autodétermination nationale du Parlement basque,

3. Président du gouvernement autonome basque.

Euskadi (Pays basque)

élaborée et soutenue conjointement par le PNV et le PSOE au milieu des années 1990. Ce précédent démontre que c'est possible.

13. Le deuxième pas serait de soumettre la proposition politique, une fois signée, au référendum populaire.

La méthode plébiscitaire est incontournable pour éviter ce qui est arrivé si souvent avec les déclarations solennelles autodéterministes des institutions publiques. Ces déclarations ne sont que des vœux pieux si elles ne sont pas accompagnées de la volonté de les convertir en propositions d'action et le problème a été que jusqu'à maintenant personne en Euskadi n'a su comment le faire. À gauche, nous avons toujours eu une perspective de déclaration unilatérale de souveraineté politique, selon le modèle de la proclamation de la République catalane au cours de années 1930. Or, nous savons tous que les conditions actuelles ne sont plus celles de l'époque, et que la désobéissance civile ainsi mise en œuvre est un acte de révolte politique de type révolutionnaire que personne n'est disposé à faire maintenant. Ainsi, entre ces « lamentations pour l'impossible » et les déclarations littéraires faites seulement pour la galerie, il y a un terrain intermédiaire où il est possible de retrouver une voie pour résoudre le problème auquel nous sommes confrontés. Le plébiscite citoyen est ce terrain ; le référendum populaire qui permet de passer de la déclaration d'intention à l'action, sans que cette action soit un appel inopportun à la révolte nationale. Par cette méthode, on peut rechercher l'unité politique et la mobilisation citoyenne nécessaires pour entamer la réforme démocratique en Espagne.

14. Il faudra une nouvelle direction du Parti socialiste pour qu'il revienne au pacte avec le nationalisme démocratique.

Nous ne croyons pas que le moyen d'y parvenir soit de lui offrir d'entrer au gouvernement, comme cela fut suggéré dans les rangs de la Gauche unie, parce que ce ne serait qu'un changement superficiel d'image de ce parti, qui n'atteindrait pas les problèmes fondamentaux de son identité. Il doit revoir en profondeur son discours national et ses alliances politiques, ce qui exigera une catharsis collective et un changement de garde. Arzallus a raison quand, lors des débats pour la formation du nouveau gouvernement, il parle des « convertis de dernière minute », parce que c'est une bonne illustration de l'opportunisme et des accords qui ne sont pas fondés sur des convictions.

Le problème des socialistes basques, c'est qu'ils ne se comportent ni comme

socialistes ni comme basques. Ce parti doit renoncer une fois pour toutes à son idée antidémocratique que seuls les gouvernements de coalition entre le PNV comme représentant du nationalisme et eux-mêmes comme représentants de l'espagnolisme, sont en mesure de garantir le pluralisme et la vie en commun en société. Cette théorie divise le peuple basque en communautés opposées et pousse les socialistes à reprendre le discours de l'espagnolisme pour asseoir ses niches de pouvoir. Le Parti socialiste a besoin de dirigeants plus sensibles au problème national et au droit des peuples. Des dirigeants qui n'ont pas de complexes nationaux et qui ne craignent pas l'intégration citoyenne à une communauté politique différente de l'espagnole.

La mobilisation citoyenne en appui aux initiatives de dialogue comme celle initiée par les collectifs pacifistes, tel Elkarri, peut être décisive à son tour pour enlever les obstacles qui freinent le virage politique nécessaire des socialistes.

15. Euskadi est une occasion de démocratie pour toutes les nationalités et pour la gauche espagnole ; ce dont, pour notre part, nous avons également besoin.

Sur la première de ces deux questions, il reste un mot de plus pour dire ce qui est resté non dit. Peut-être se rappeler les mots touchants du conseiller délégué du journal *El País*, José Luis Cerián, qui a déclaré « se sentir soulagé » par le triomphe du nationalisme démocratique dans les élections basques, reflétant bien le fond du conflit basque : la possibilité d'une réforme démocratique de l'État, ce qui devrait intéresser également la gauche espagnole, ou son opposé, la contre-réforme conservatrice. On aimerait que son « soulagement » soit

aussi un appel à l'engagement de cette gauche du côté du droit des Basques.

Si nous posons le problème de notre point de vue — du point du vue basque — nous estimons aussi que le Pays basque n'y parviendra pas seul, et que même dans le cas hypothétique où nous obtiendrions une majorité de voix appuyée sur une mobilisation citoyenne autour d'elle, nous n'aurons pas un rapport de forces pour démocratiser l'État espagnol par nous-mêmes. Il faut donc construire une communauté d'intérêts partagés par les nationalités et la gauche espagnole pour faire front à l'État centraliste. Aujourd'hui, cette alliance passe par la solidarité avec Euskadi parce que c'est le nationalisme basque qui a mis le cap sur la démocratie espagnole. Le bain de démocratie dont la société espagnole a besoin passe par le respect de la différence des nationalités et leur droit à l'autodétermination. Cette société doit cesser de s'accrocher à l'idée impériale d'une Espagne uniforme, parce qu'une telle morgue ne fait que masquer sa soumission au pouvoir de l'État centraliste et son despotisme envers ses pairs à qui le droit à la différence n'est pas reconnu.

C'est l'heure des démocrates espagnols. Tous ceux qui se sont sentis soulagés par la défaite de l'État en Euskadi ont maintenant une bonne occasion de reprendre le chemin ouvert au cours du Forum pour le dialogue de Madrid par des socialistes catalans (Maragall), celui de la Gauche unie et de Herreo de Miñon, le chemin de la déclaration de Barcelone entre les nationalistes galiciens, catalans et basques, ou le chemin de la Conférence de paix promue par Elkarri pour construire des lieux de rencontre entre la mobilisation citoyenne et la solidarité des démocrates. De plus, c'est possible. ■



Mobilisation pour le rapatriement en Euskadi des prisonniers politiques basques

Devant le grand saut pseudo-débats et offensive capitaliste

Par
François Vercammen*

Celui qui feuillettera dans dix ou vingt ans les journaux des années 2000-2001 ne manquera pas d'être impressionné par l'intense débat sur la construction de l'Union Européenne (UE), qui avait eu lieu à cette époque. Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, l'avait lancé en mai 2000, avec une audace sans précédent, proposant le cheminement par étapes vers une Europe fédéraliste. Jacques Chirac, président français, lui donna la réplique un mois plus tard (juin 2000), en insistant sur le rôle des États-nations. Tony Blair, le premier ministre britannique, s'en mêla, et à partir de Varsovie (le 6 octobre) lança son Europe « *superpuissance oui, super-État non !* » et un puissant appel à l'unification historique du continent. Trois semaines après, le premier ministre belge, Verhofstad, lui donna le pion en annonçant la couleur « *fédéraliste* » de la future présidence belge de l'UE (au second semestre de 2001). Et le débat avait atteint son apogée, lorsque, le 28 mai 2001, Jospin répondit du tac au tac à son camarade Schröder qui, lui, n'avait pas hésité d'utiliser la tribune du congrès du « *Parti des Socialistes Européens* » pour prendre l'offensive en présentant un organigramme institutionnel à ce point fédéraliste qu'il avait fortement choqué le microcosme politique français.

Sans doute y a-t-il des gens qui, aujourd'hui, pensent également que le débat est riche, polarisé et intéressant. Il n'en est rien. Faisant l'effort de mettre ses différents discours en schémas, et cherchant le contenu derrière les schémas, on constate que chacun des protagonistes évite soigneusement de répondre à l'autre, la terminologie et les définitions varient légèrement d'un texte à l'autre, les propositions sont généralement incomplètes à dessein.

Dominique Moïsi (de l'Institut Français

des Relations Internationales), intellectuel « *organique* » de l'État français de l'UE, écrit sans ambages : le débat « *reste délibérément ambigu. Il y a à cela une bonne (sic !) raison. Ce n'est qu'en emballant les ambitions politiques dans un vocabulaire ambigu qu'on peut arriver à un consensus en Europe. (...) Loin de promouvoir le débat, la préoccupation dominante des dirigeants européens est de ne pas perdre le soutien populaire en étant sincères sur le futur* » (1). En effet, ce pseudo-débat sert à occuper le terrain, se profiler, optimiser un rapport de force, cacher ses vraies intentions ou simple-



ment « *continuer à pédaler* » (selon le fameux conseil de Jacques Delors). Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de vraies discussions en haut lieu et à huis-clos. Et que ce qui est dit et écrit publiquement soit arbitraire. « *Ils* » ne veulent tout simplement pas fixer clairement leur position et la soumettre à la population !

On peut distinguer trois « *rationalités* » qui expliquent cette opacité volontaire.

Le poids déterminant de la politique intérieure

Il y a, en premier lieu, le poids déterminant de la politique intérieure, en particulier la stabilité gouvernementale et les élections parlementaires. L'exemple le plus cru, c'est Blair. Dès son élection en 1997, il n'avait pas caché son ambition de jouer un rôle déter-

minant à la tête de l'UE, ce qui n'aurait pas sans adhérer à l'union monétaire. Mais devant le scepticisme et l'hostilité de la population (le grand capital britannique et multinational étant nettement pour), il devait temporiser et gagner une seconde législature (c'est fait désormais). Ainsi, pendant quatre ans, il a esquivé la question de l'euro, vilipendé le « *fédéralisme européen* », refusé toute idée de gouvernement économique, exigé l'épuration de la bureaucratie de Bruxelles et s'est opposé à toute intervention de l'UE sur le terrain des rapports Capital-Travail.

Schröder est plus à l'aise, mais pas sans problème. Dans un texte récent, il semble se prononcer pour une UE outrancièrement fédéraliste : la Commission européenne deviendrait le gouvernement de l'UE, le Conseil des ministres formerait une deuxième Chambre du Parlement, et le parlement européen lui-même jouerait pleinement son rôle. Se référant au modèle allemand, il y ajoute une redistribution des pouvoirs vers le niveau régional (avec la re-nationalisation de la politique agricole). Les médias feignent d'ignorer que ce texte est une résolution du Parti social-démocrate en vue des élections parlementaires de 2002. Et il vise à couper l'herbe sous les pieds de la CDU/CSU en ratisant large (chez les pro-européens et les « *régionalistes* » des *Länder*). En plus, Schröder, chef du gouvernement, n'a même pas défendu ce texte au congrès du Parti des Socialistes Européens, qui par ailleurs n'en a pas fait son « *grand débat* » sur l'Europe ! (2).

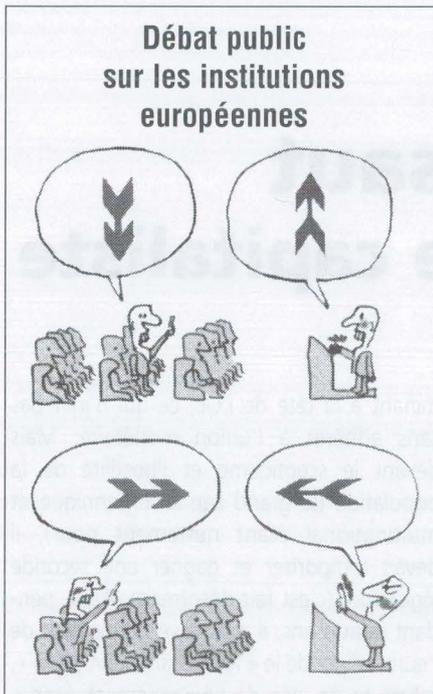
Il y a d'autres exemples qui montrent à quel point des futilités politiciennes peuvent l'emporter sur les besoins fondamentaux des classes dominantes. Ainsi, Jospin était franchement contrarié par la publication de

* François Vercammen est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

1. *Financial Times* du 4 juin 2001.

2. Voir la description colorée mais déçue dans *Démocratie et Socialisme*, le bulletin du courant « *Gauche Socialiste* » du PS français.

Union européenne



cette « position de l'Allemagne », extravagante, à la veille de sa propre déclaration sur l'UE. Celle-ci est réfléchie, cohérente et assez complète, certainement la plus « sérieuse » de toutes. C'est une vraie tentative de tracer un organigramme institutionnel en phase avec le degré actuel d'euro-péanisation des sociétés et les grands problèmes à résoudre immédiatement. S'il n'y



pas de « vision » comme se plaignent les journalistes européenistes, il est pertinent. D'ailleurs, dès avant les élections britanniques du 7 juin, Denis Mac Shane (député et conseiller de Blair sur les affaires européennes) déclare que « du point de vue politique et institutionnel Tony Blair est sur la même longueur d'onde que Jospin » ! (3) Et il entre dans le concret d'un accord possible : « une étroite collaboration des États-nations » comme base de l'UE ; le renforcement des conseils des ministres qui mènent

3. Cité par *Le Soir*, 29 mai 2001.

la politique européenne ; l'association des parlements nationaux à la surveillance des politiques — « une idée de Blair reprise par Jospin ». Le mot « Constitution » fâche en Grande-Bretagne, mais si, au lieu « des mots à la française », on l'appelait par exemple « une Charte de compétence », il n'y aura plus de problème. Cela n'a pas empêché Blair de faire une demande discrète à Jospin pour qu'il reporte son discours après le 7 juin, tant la formule de « Fédération des États-nations » l'insécurisait quant au résultat des élections !

Tout cela interdit évidemment un débat objectif, ample et soutenu, le dégagement d'une vision, et, surtout, la participation de l'opinion publique.

Les rivalités entre États et leurs clientèles

La deuxième rationalité qui trouble le débat, ce sont les rivalités entre (grands) pays, et leur besoin d'imposer en pratique les intérêts de leur État ou bourgeoisie respectifs, tout en protégeant le cadre acquis de l'UE. « Nice » est l'exemple qui restera dans l'histoire de l'UE. Partager équitablement, entre pays-membres, la représentation dans la Commission, le Conseil des Ministres et le Parlement est indispensable pour aboutir à des décisions équitables. A partir de critères objectifs clairement annoncés, discutés publiquement et adoptés démocratiquement, la démarche est tout à fait légitime. Cela devient sordide à partir du moment où tout se marchande dans l'opacité, tant les règles du jeu que les critères. De fait, le rapport de force est la règle fondamentale. Les gouvernements des différents pays (surtout les grands) se musclent par un cocktail de "nationalisme" et d'"européanisme". Et il faut des alliances pour gagner des majorités ou, plus difficile encore, l'unanimité. Jusqu'en 1989-90, le fameux axe franco-allemand, légitimé par l'histoire calamiteuse du XX^e siècle, avait constitué un centre de gravité stable dans l'UE, reconfirmé au pied du Mur de Berlin par l'accord Kohl-Mitterand sur l'euro. Mais depuis la moitié des années 1990, il tangué. La cause en est le nouveau dynamisme de l'UE et le début d'une vraie supranationalité, c'est-à-dire d'un abandon de souveraineté nationale (la gestion du marché unique et de l'euro). D'où une question nouvelle qui parcourt désormais tout le développement de l'UE : qui contrôle la supranationalité ? Et, par conséquent, quelle extension lui donner ?

Ainsi, s'est ouverte l'ère des coalitions ponctuelles entre gouvernements. Avec ce paradoxe : les enjeux croissent, et avec eux,

l'instabilité.

Blair a battu en brèche cet axe apparemment inoxydable en nouant une alliance avec Schröder, sous l'égide de « la troisième voie ». Certes au départ, elle constitue un document idéologique. En réalité, il visait autant la constitution d'un axe intergouvernemental anglo-allemand dirigé contre la France et Jospin. « L'isolement européen » de Jospin, durant quelque deux années, a servi à une nouvelle poussée du néolibéralisme dans l'UE, car le gouvernement français devait se garder d'un mouvement social en éveil. Le nouveau rapprochement franco-allemand poussait Blair à former une alliance néolibérale offensive avec Aznar (Espagne) et Guttierrez (Portugal), Amato (Italie) les soutenant plus discrètement ; Schröder approuvait mais sans s'engager ; Jospin « faisait de la résistance ». Cela permettait l'adoption de l'agenda du big business au sommet de Lisbonne. Blair triomphait à son retour à Londres (et, plus discrètement, dans les conseils d'administration des grandes multinationales). L'Allemagne est toujours obligée de cacher sa puissance économique derrière des masques. Celui du « fédéralisme européen » lui va bien : il cache l'ambition nationale-allemande et permet d'entraîner les pays moins forts. Le comportement chaotique et arrogant de Chirac à Nice a porté aux nues un Schröder, maître d'œuvre des orientations futures de l'UE, lui permettant paradoxalement d'entraîner les pays les plus petits (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas...). Chirac se vantant pathétiquement que la France avait réussi à conclure un traité « historique ».

Un but inavouable

La troisième rationalité qui bloque un vrai débat public et démocratique, c'est que le vrai but de l'UE est inavouable devant les peuples et les classes ouvrières d'Europe : créer un appareil d'État supranational au service des grands groupes capitalistes européens. L'élite européeniste le regrette ! Du coup, les classes dominantes ont un gros problème pour imposer des sacrifices à leurs peuples qui devraient procurer les moyens matériels à la mise en œuvre de cette politique. Une tentative dans ce sens avait pourtant débuté dans la foulée de la guerre « humanitaire » aux Balkans. A l'époque, « l'Europe-puissance » semblait un bon substitut au slogan de « l'Europe sociale », totalement contredite par la brutale politique néolibérale. Mais l'UE n'est pas les États-Unis ! Sur ce plan Blair, le va-t-en-guerre contre l'Iraq et la Serbie, est certainement le plus à l'aise. D'où son leitmotiv : « oui à l'UE

super-puissance, non au super-État ! ». La France est déjà moins affirmative et se cache volontiers derrière ses valeurs universelles, jouant militairement sur la corde anti-américaine. Alors, que dire de l'Allemagne ? : elle a réussi, grâce au soutien des ministres Verts, la première sortie de son armée hors frontières. Mais de là à se lancer dans une remilitarisation assumée, il y a du chemin. Son histoire la hante. Avec son poids économique énorme, revendiquer une puissante Europe sonne suspect...

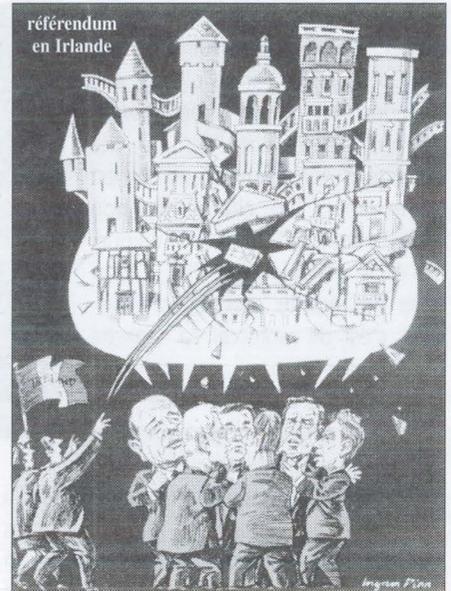
Le problème de légitimité populaire pour l'UE telle qu'elle existe et se projette, est lancinant. La preuve par l'Irlande : son « miracle » économique débouche sur un désastre. Inondée de subsides, d'investissements technologiques de pointe, d'exemptions et d'exceptions qui en ont fait le pays le plus dynamique de l'UE avec une croissance économique faramineuse. C'est aussi le pays de la flexibilité à outrance, d'une inégalité sociale galopante, du déracinement des communautés. Le peuple irlandais a utilisé le référendum que le gouvernement irlandais (et toute l'UE) pensait gagné d'avance, pour rejeter la politique néolibérale, défendre la tradition pacifiste, défendre son mode de vie. Ce rejet spectaculaire provoquait la réaction arrogante des sommets de l'UE, attendue, comme dans une pièce de théâtre : « le train ne s'arrête pas, on continue ! ». La logique despotique et manipulatrice de l'UE est infernale : incapable d'en appeler aux

peuples pour trancher démocratiquement, elle ne peut qu'avancer par la manipulation médiatique, les mensonges, et la diplomatie secrète.

L'accord que l'UE cache ce sont à la fois les vrais désaccords et conflits sur de vraies questions de pouvoir et d'intérêts matériels, mais aussi les vrais accords sur les grandes lignes du cadre institutionnel de l'UE et son évolution souhaitable.

L'élite éclairée et les populations qui « ne comprennent pas encore »

Tout d'abord, il y a un accord de fond, non dit, pour exclure les populations du droit démocratique de décider sur l'UE de sa nature sociale et politique, et de sa structure institutionnelle. Le « maximum démocratique » qui serait octroyé, sera un référendum en fin de parcours. Et même cela dépendra du pays, car en général ce sont les parlements nationaux qui tranchent, rapidement et sans faire de bruit à l'extérieur. A la place il y aura des campagnes publicitaires et une démarche pédagogique : l'élite éclairée expliquera aux populations qui « ne comprennent pas encore ». De toute façon, on ne mettra pas la vraie question constitutionnelle et constitutive en débat : comment les peuples d'Europe veulent-ils vivre ensemble ? C'est tout à fait conforme au texte de Joscha Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, de mai 2000. Il prévoyait une sorte d'assemblée démocratique (plus ou moins décisionnelle) après l'achèvement de la construction européenne (dans 10 à 20 ans). Jospin, dans son texte, mentionne deux fois le mot « démocratie » dans un sous-titre, une fois comme « valeur européenne » et une autre, pour porter cette valeur « dans le monde ». Mais dans le chapitre décisif « les institutions européennes doivent gagner en cohérence et en efficacité », rien sur la démocratie ! Ce qu'il prévoit, c'est une « convention européenne » (désignée parmi les gouvernements, les parlements nationaux et européens, la société civile) pour débattre, la décision restant dans les mains des États avec « ratification par les peuples » (c'est-à-dire par la voie plébiscitaire, « à prendre » ou « à laisser »). Le texte du SPD (attribué un peu rapidement à Schröder) se propose d'organiser « un débat public sur des objectifs politiques [excluant les autres, sociaux par exemple ?] de l'UE, sur les structures et les mécanismes de décisions ». Où et comment ? « Au sein des parlements nationaux et au parlement

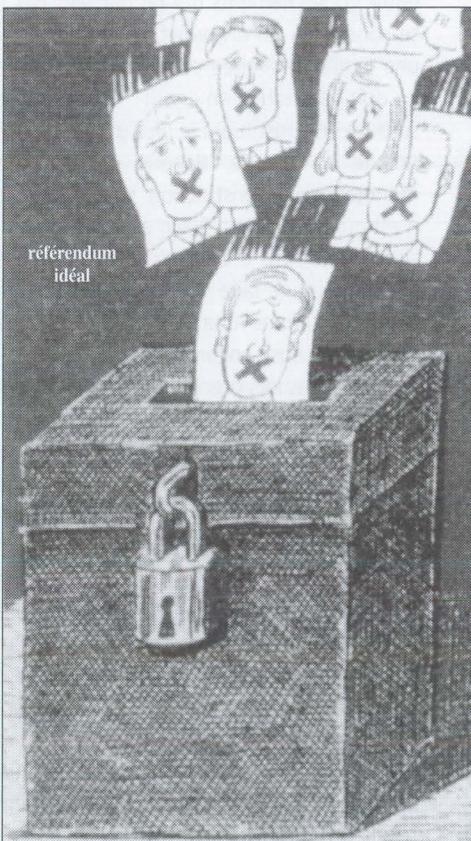


européen dans une véritable parlementarisation ».

Un consensus se dégage néanmoins en « haut lieu », sur l'urgence d'un traitement de ce qui est appelé pudiquement le « déficit démocratique ». Les institutions devraient être plus transparentes et démocratiques. Mais il ne s'agit nullement d'un décalque de l'actuel parlementarisme national quant à ses prérogatives. Les propositions avancées reconnaissent de fait l'indigence de ce parlement européen où on ne « parlemente » (c'est-à-dire discute) même pas. L'astuce serait de flanquer l'actuel parlement européen d'une deuxième Chambre composée (d'une sélection) de parlements nationaux. La proposition du SPD qui prévoit la transformation du Conseil des ministres en deuxième Chambre du parlement européen, paraît hautement farfelue. Ce que Jospin propose n'est pas un Parlement qui adopte des lois, vote le budget, sanctionne le pouvoir exécutif, débat de tous les problèmes fondamentaux et actuels des sociétés et intervient dans la vie quotidienne. Il s'agirait d'une fusion entre le parlement européen directement élu et les parlements nationaux dans leur entièreté, formant une sorte de congrès européen qui définirait les grandes orientations de la politique européenne, et qui se réunirait une ou deux fois pas an !

A la recherche d'un leadership supranational

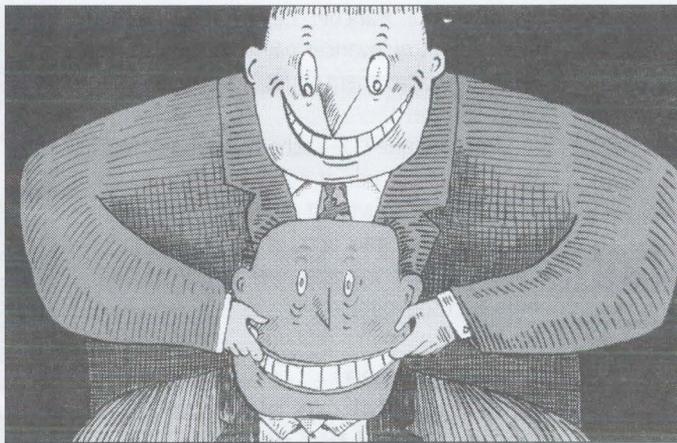
Le vrai problème pour les classes dominantes européennes c'est de créer une structure de leadership supranationale, capable de décider et d'agir vite dans un monde dangereusement instable dans les domaines essentiels d'un État. Donner cette tâche à la Commission (par définition supranationale !) est en contradiction avec la nature inter-éta-



Union européenne

tique de l'UE. Il est vrai que le Grand Capital insiste sur le rôle de la Commission, car celle-ci est son interlocuteur privilégié (pour le *lobbying*, notamment l'écriture des directives européennes) et elle est directement en charge du bon fonctionnement du marché unique. Mais, le vrai objectif de l'UE, y compris des grands groupes capitalistes, c'est de renforcer sa capacité politique-étatique quotidienne dans l'UE et dans le monde. Cela implique nécessairement un pouvoir supranational à partir d'un mécanisme intergouvernemental. C'est la voie que le Conseil (des ministres) et les grands États ont récemment empruntée en désignant Javier Solana, comme leur Haut représentant pour les affaires étrangères (« Monsieur PESC », pour politique extérieure et de sécurité commune). Cela donne des frictions avec Patten, membre de la Commission qui s'occupe du même terrain. Récemment, le ministre belge des finances, Reynders, a (re)proposé, par analogie, la désignation d'un « Monsieur euro », haut représentant du Conseil des Ministres, comme interlocuteur de la Banque Centrale Européenne et porte-parole du Conseil des ministres de « l'Euroland ». Bien entendu, si ces deux personnages étaient aussi membres de la Commission (comme Prodi l'a proposé, tactiquement ?), tout en restant responsables devant le Conseil qui décide, et si ces types de nominations se multiplient (par exemple pour la défense et la future armée européenne), la Commission serait absorbée ou au moins dominée par le Conseil. Elle aurait une composition bizarrement hybride.

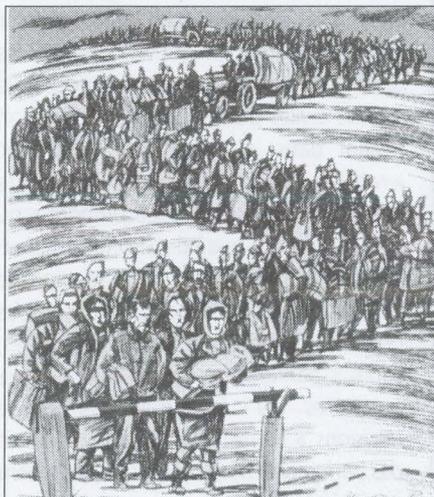
Le problème n'est plus abstrait : la première épreuve, et elle est de taille, c'est la conduite de la politique économique dans sa globalité, en temps agités. Sur ce plan, le vide est inquiétant du point de vue de la bourgeoisie. Celle-ci pourrait intervenir plus vite qu'on ne le pense si l'euro était en difficulté. La BCE se limite formellement à la maîtrise de l'inflation. Elle est une structure supranationale forte, strictement indépendante des structures politiques de l'UE. Ce qui signifie aussi sans répondant sur le plan politique institutionnel. Il y a bien l'Ecofin (Conseil des ministres des finances), qui veille et peut sanctionner les gouvernements qui s'écartent des critères de Maastricht et du pacte de stabilité. Mais du point de vue légal, elle n'a rien à voir avec la BCE qui ne concerne que les seuls membres de l'Union monétaire (où ne participent pas la Grande Bretagne, le Danemark, la Suède). D'où la création à l'improviste d'un « conseil de



l'« Euroland » ». Mais la politique économique reste décentralisée. Certaines de ses parties, telles les politiques concurrentielle et commerciale, relèvent du domaine communautaire (où la Commission veille). D'autre part, le Conseil des ministres de l'Économie avait décidé, (en 1997, suite aux manifestations à Amsterdam contre le nouveau traité) d'instaurer une coordination sur l'application des réformes du marché du travail (les GOPE, grandes orientations de politique économique) et par un mécanisme de vérification fort (la « *peer pressure* », c'est-à-dire l'accord de se plier volontairement à la pression des collègues-ministres). Mais cantonné dans la vérification des réformes, elle n'est pas assimilable à un gouvernement économique pouvant répondre à une cohérence d'ensemble.

Une « petite constitution », sans une Constituante ?

Autre point qui fait consensus, c'est qu'il faudra une Constitution pour la bonne marche des affaires. Soudainement, un tabou est tombé. Les Britanniques avaient horreur de l'idée, eux qui avaient toujours vécu sans texte écrit. Pour les Français, une Constitution n'a de sens qu'en rapport avec l'existence d'une nation, inexistante sur le



plan européen... Le pragmatisme semble l'emporter. On opérerait une « *rationalisation* » de ce que le jargon de l'UE appelle « *l'acquis communautaire* ». Cet ensemble de règles en vigueur dans l'UE — 80 000 pages ! — va des règles fondamentales de l'UE jusqu'aux mesures d'application de la politique agricole et du marché unique. Cette « *petite constitution* » ferait la part des choses : « *les valeurs* », le partage des pouvoirs entre les différents niveaux de décision, et,

plus généralement, une mise en cohérence de ces milliers de normes. Il n'est pas évident que « *les valeurs* » soient assimilées à des « *droits inaliénables* », avec toutes ses implications ! Mais il est déjà entendu par le chef de ses défenseurs néophytes que cette Constitution européenne — une première historique, en fait ! — ne devrait pas être démocratiquement soumise à un vaste débat dans une Assemblée constituante, élue par tous les peuples d'Europe, qui envoient leurs mandaté(e)s pour débattre et prendre position sur le plan européen et ensuite décident chacun dans son pays de l'adhésion définitive à la Constitution proposée pour l'Europe.

Le pseudo-débat public, les aspects chaotiques de certains Sommets, les incohérences de la structure institutionnelle européenne, un consensus très embryonnaire entre gouvernements qui ne parvient pas à se concrétiser en un projet institutionnel, et une légitimité limitée et précaire, tout cela ne doit pas induire en erreur : l'UE a créé la surprise en constituant le plus grand marché unique au monde, flanqué d'une union monétaire. Sa construction supranationale n'est qu'à son début. Elle n'est ni achevée ni consolidée. Mais elle n'est pas non plus fragile au point de faire naufrage à la première tempête, comme une partie de la gauche radicale le pense encore.

Il faut dès lors prendre la mesure du saut que l'UE s'appête à faire dans les deux ans qui viennent : l'élargissement à l'Est (à partir de 2002 ou 2004), la mise en circulation de l'euro (début 2002), la mise en place et l'activation possible de la Force d'intervention rapide, l'achèvement du marché unique financier, la continuation des privatisations de grande ampleur dans les secteurs de l'énergie, télécommunications, de la poste, des transports... C'est cette évolution qui sera déterminante pour trancher les conflits entre gouvernements et faire évoluer les institutions de l'UE. A moins que le mouvement social s'en mêle.

Ce nouvel élargissement et approfondissement de l'UE aura lieu dans une situation économique et socio-politique nettement différente de celle des 10 dernières années. La conjoncture économique ralentit et pourrait se transformer en récession, « *la première de l'économie globale* » selon l'hebdomadaire anglais *The Economist*. Déjà — et plus vite que par le passé dans le cycle — les grandes entreprises passent aux restructurations et à des licenciements massifs pour protéger leurs profits et défendre leurs capitalisations boursières. La résistance sociale est plus vive, visible et consistante que dans les années 1985-1995. Assistera-t-on à la répétition de la séquence 1980-1990 : récession économique internationale (1980-81), lancement du marché unique (1987-1993) et l'euro (1992-1995) ?

L'euro sera la toute première priorité pour les classes dominantes et l'appareil de l'UE, quels que soient les serments à propos de l'élargissement à l'Est. Il s'agit ni plus ni moins de la plus grande opération monétaire de l'Histoire : dans les 12 pays-membres 14 milliards de billets et 50 milliards de pièces (24 fois le poids de la tour Eiffel) vont être distribués. L'enjeu est colossal pour l'existence même de l'Union Européenne et sa crédibilité, à l'intérieur et à l'extérieur. L'argent représente un pouvoir matériel et symbolique très important pour un État et pour ses citoyens. Abandonner une monnaie nationale pour une autre est un facteur d'incertitude, voire d'instabilité. Déjà la réforme

ché par crainte d'erreur ; aller plutôt dans les grandes surfaces et éviter les petites commerces, etc. L'épargne « *dormante* » (illicite, illégale ou criminelle), qui représente de toute évidence des sommes colossales, tend à être dépensée plutôt qu'échangée, ce qui engendrerait un « boom » avant le premier janvier 2002, suivi d'une dépression de la consommation pendant l'année 2002.

Pour l'UE, la mise en circulation des billets et des pièces constitue une énorme opération publicitaire : 300 millions d'habitants seront « *euroisés* » ; au sommet de l'UE, ils espèrent qu'ils seront aussi « *européanisés* ». C'est un pari : dans l'histoire, c'est généralement un pouvoir d'État doté d'une légitimité populaire qui crée une monnaie. Dans l'UE ce sera l'inverse. L'euro devrait (c'est l'espoir) donner une légitimité à un État qui existe à peine dans la représentation populaire. L'introduction de l'euro coïncide avec un ralentissement économique marqué. Elle risque de poser plus vite qu'on ne le pense, le problème du « *gouvernement économique* ».

L'élargissement... à l'ouest !

« *La Grande Bretagne ne peut échapper à cette vérité élémentaire que sa prospérité et sa sécurité sont intimement liées aux décisions qui sont prises sur le continent européen. Elle doit y prendre toute sa place pour donner forme à ces décisions* » (4). Quelques jours avant les élections britanniques, la voix de la haute finance anglaise annonçait ainsi la couleur à Blair, qui allait se succéder comme premier ministre. Il ne s'agissait pas de lui forcer la main. La campagne de Blair est déjà dans les limbes : le slogan (« *Mieux vaut toucher un salaire en euro, qu'une allocation de chômage en livre sterling* »), un directeur de campagne, les argumentaires, la panoplie de soutien, la tactique pour diviser le parti conservateur, etc. existent. Reste la date du référendum : sans doute en automne 2002, au plus tard début 2003 (la mise en circulation de l'euro sur le continent aura eu lieu). Blair n'a pas le droit à l'échec : ce serait reporter l'échéance pour une décennie ! Un désastre pour la classe dominante !

On mesure mal, aujourd'hui, l'évolution de la situation économique et « *le climat* » politique futur. En revanche, on ne peut



avoir de doute si le « *oui* » l'emporte : il s'agirait d'un véritable basculement ! Avec une puissante impulsion pour l'UE : une victoire considérable pour les bourgeoisies européennes avec une montée en puissance de l'UE impérialiste, un renforcement de l'euro

(le poids de la livre sterling) et de l'union monétaire en général, une impulsion puissante à la concentration économique, financière (la City de Londres) et monétaire, et une concentration du pouvoir politique accrue à la tête de l'UE. A la veille de la nouvelle Conférence Intergouvernementale (CIG) de 2004, la refonte projetée des institutions de l'UE se fera dans un contexte tout à fait différent de celui de Nice (et de Bruxelles). Ceci étant dit, il y aura de nouvelles contradictions qui se manifesteront, ou les mêmes mais dans ce cadre renouvelé. Pour commencer, l'entrée de la Grande-Bretagne renforcerait certainement le caractère confédéral de l'UE. Ce sera certainement l'occasion d'une réforme de la BCE (si celle-ci n'a pas eu lieu auparavant). D'autre part, ce pays occupe une place très particulière en Europe de par son histoire, sa structure économique, sa place dans le monde : moins intégré économiquement dans l'UE, la Grande-Bretagne a, de tous les pays de l'UE, les liens les plus étroits avec les États-Unis. Le renforcement de l'UE s'accompagnera donc d'une plus forte hétérogénéité dans les cercles du pouvoir de l'UE. Là, où il y aura — il y a déjà — une très forte synergie entre « *les Trois* » (Allemagne, France, Grande-Bretagne), c'est sur le développement du marché des services financiers. La présidence suédoise, mise officiellement sous l'égide de « *élargissement, éducation, écologie* », est surtout marquée par un élargissement considérable pour le développement du capital financier ainsi qu'une nouvelle poussée sur les privatisations.

La percée est spectaculaire. Des projets qui étaient en discussion depuis 15 à 20 ans, aboutissent aujourd'hui. Ainsi, le statut légal de la « *société anonyme européenne* » et les modalités de son activité : la structure de la société, les normes de comptabilité, la régulation des fusions et acquisitions entre entreprises, le contrôle des groupes financiers, le régime des impôts selon le lieu d'établisse-



d'une même monnaie, avec un changement de parité, crée une onde de choc qui ne s'éteint que très progressivement. Il y a la difficulté technique de calculer et de « *sentir* » les « *nouveaux* » prix, avec la crainte de se tromper. D'où le risque d'une perte de confiance plus générale, touchant plus fortement les couches marginalisées et pauvres de la population. Les comportements bizarres des consommateurs peuvent se manifester : acheter moins ou les produits bon mar-

4. Éditorial du *Financial Times*, 1 juin 2001.

Union européenne



ment, ainsi que la création d'un marché intégré des valeurs mobilières (actions, obligations). Ce dépassement du morcellement des marchés financiers en Europe facilitera tout de suite des regroupements et de nouvelles fusions d'entreprises. Il vise aussi à baisser radicalement les coûts et attirer des capitaux qui préfèrent aller aux États-Unis où les marchés financiers sont mieux organisés et moins coûteux. Sous l'égide de Lamfalussy, la structure de direction de ce marché est mise à l'abri de toute velléité de contrôle : c'est entre la Commission et le Conseil des Ministres que tout se règle, le Parlement européen étant totalement exclu ! Le capital financier, ainsi libéré de toute « inquiétude », est d'autant plus pressé qu'il a enregistré une autre « bonne nouvelle » : en fin de compte, Schröder a réussi, le 11 mai, à battre en brèche le système des pensions d'État (par répartition) en introduisant pour la première fois une dose de capitalisation dans leur financement. Le social-démocrate Schröder détricote ainsi la première grande conquête de l'État-providence introduite par... le chancelier Bismarck, celui même qui avait poussé la glorieuse social-démocratie allemande dans l'illégalité à la fin du XIXe siècle ! Les prestations de vieilles-

5. Cf. le dossier très complet dans *The Economist* du 19 mai 2001.

6. L'ERT (*European Round Table of Industrialists*) se compose aujourd'hui des 46 principales entreprises d'Europe, qui exploitent 5 millions de travailleurs en Europe et ailleurs, et ont un chiffre d'affaire total de 950 milliards d'euros. Fondée en 1983 à cause la faiblesse de l'UNICE qui, à l'instar de la Confédération européenne des syndicats (CES), est un regroupement de confédérations patronales nationales, l'ERT permet une intervention directe des grands groupes. Comme Jacques Delors l'a déclaré : « Si je voulais que la création du marché unique devint la colonne vertébrale de ma présidence (de la Commission), j'avais besoin de l'appui du monde des affaires. L'UNICE était incapable de jouer ce rôle. Discuter avec l'ERT fut simple et direct » (Interview au *Financial Times*, 20 mars 2001).

se et de survie constituaient, en 1998, près de la moitié (45,7 %) de l'ensemble de la protection sociale, soit 12 % du PIB de l'UE ! Une aubaine pour les banques et les compagnies d'assurances !

Et l'élargissement à l'Est ?

Oui, l'élargissement à l'Est aura lieu, c'est entendu ! Kohl et Chirac, en leur temps, avait promis que la Pologne en serait en l'an 2000. Aujourd'hui encore, il y a un flou persistant, voire une ambiguïté volontaire. Le sommet de Stockholm indique que la « feuille de route » des négociations pourrait aboutir « d'ici la fin de 2002 ». Cette déclaration permet aux gouvernements des pays de l'Est de continuer la campagne pour l'adhésion. Mais comme Jospin et Schröder l'ont indiqué, il ne s'agit pas d'une « date-butoir ». Le critère décisif reste « la capacité des pays-candidats de se conformer à l'acquis communautaire ». Or, ce problème est immense (5). D'abord, parce que les négociations sur les quelques questions essentielles (agriculture, environnement, régime de propriété, régime démocratique et État de droit) n'ont pas encore commencé ! Ensuite, l'application des critères d'adhésion (c'est-à-dire la transition au capitalisme mondialisé sous les contraintes d'une politique néolibérale) débouchera sur une inégalité sociale accrue, lourde de crises sociales et politiques. Finalement, pour amortir un tant soit peu une telle menace, il faudra d'autres moyens que ceux du budget actuel de l'UE (selon certains calculs, il faudra multiplier par 5 à 8 le budget de l'UE qui, aujourd'hui, est en réalité à 1,1 % du PIB de l'UE).

Dans un sens plus général, l'élargissement (qu'il réussisse ou échoue, ou reste quelque part entre ses deux extrêmes), aura

un impact « en retour » sur les rapports de force entre États-membres actuels, sur leurs exigences (cf. la peur de l'Espagne de perdre en partie ses subsides du fonds régional) et sur les institutions de l'UE comme telles (cf. le chaos au sommet de Nice). Le Grand Capital européen est tout à fait gagné à l'élargissement, car ces pays adhèrent aux règles du marché unique. Il y a aussi des raisons géopolitiques, notamment la rivalité avec les États-Unis qui jouent l'OTAN contre l'UE, et la perspective des grands groupes européens de participer en « pole position » au programme de privatisation qui est à l'ordre du jour en Russie. Mais est-ce que cet élargissement implique l'adhésion à l'union monétaire ? Et quand ? En réalité, on assiste déjà à l'"euroisation" (monétaire) : l'euro étant la devise de référence dans la plupart des pays et le mark la monnaie concrète. Mais quelle place occuperont-ils dans la BCE, par exemple ? L'élargissement de l'UE vers l'Est pose des questions redoutables quant à l'appareil d'État de l'UE à cause du nombre de pays et de leur hétérogénéité économique et sociale. Alors, on doit se poser la question : comment l'élargissement qui est un processus prolongé, y compris après l'adhésion formelle, influencera-t-il l'UE qui est en premier lieu concernée par la réussite de l'euro et l'insertion de la Grande Bretagne dans l'union monétaire ? Et tout cela dans un contexte économique international fortement instable.

Plus que par le passé, l'UE aura besoin d'un leadership pour affronter cette nouvelle « crise de croissance » inéluctable, programmée par le calendrier.

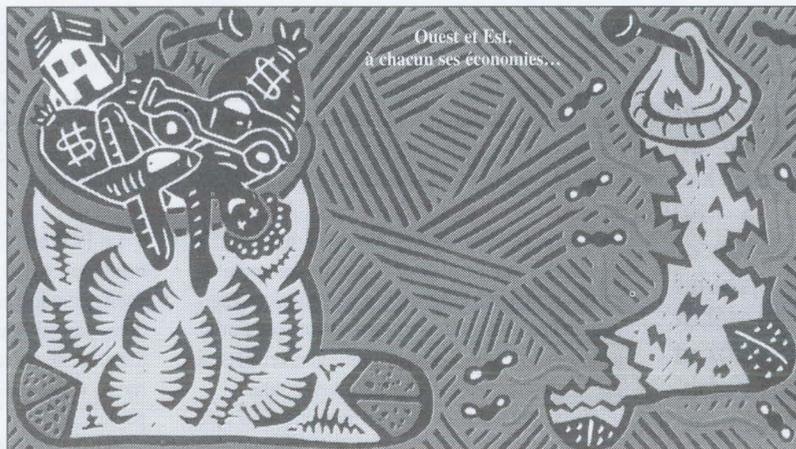
Quand la classe dirigeante dirige

Ce n'est pas par hasard qu'on assiste à la montée en puissance sur la scène politique



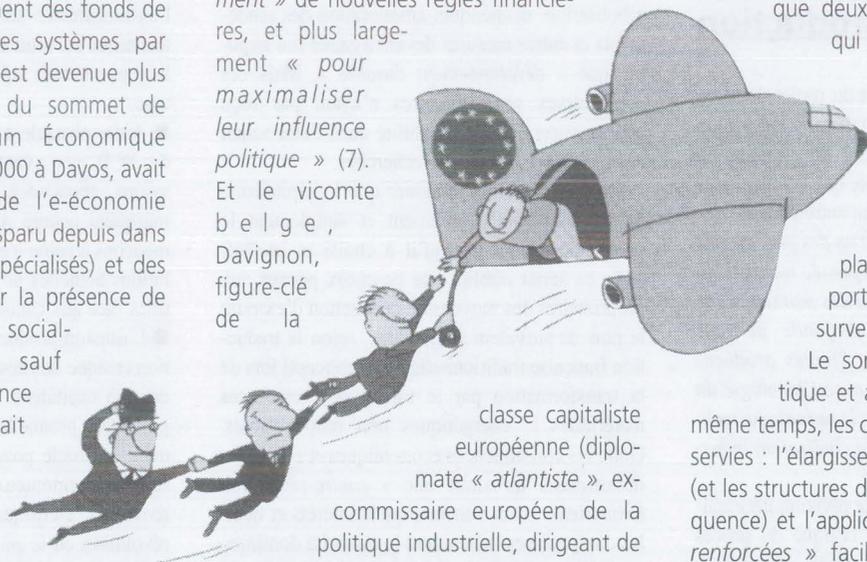
Le citoyen européen idéal ?

de la classe dominante. S'il n'existe pas de véritable bourgeoisie européenne, comparable à celles qui existent sur le plan national, celles-ci disposent d'un instrument performant : la Table ronde européenne des Industriels ou l'ERT (6). Elle avait déposé un programme en 10 points, lors du sommet de Stockholm : développement de nouvelles qualifications pour les « nouveaux Européens »



(sic !); introduction de l'expérience des entreprises dans l'éducation ; élévation du niveau des enseignants et de leurs salaires ; réduction des impôts pour financer les coûts de l'éducation permanente ; stimulation du capital à risque ; amélioration de la performance de la démocratie et de l'efficacité des gouvernements et des administrations publiques ; parachèvement du marché unique. L'ERT exige aussi la poursuite de « la réforme » des systèmes actuels de retraites (c'est-à-dire le développement des fonds de pensions au détriment des systèmes par répartition). Cette activité est devenue plus forte et visible à partir du sommet de Lisbonne. Déjà le Forum Économique Mondial, tenu en janvier 2000 à Davos, avait symbolisé le triomphe de l'e-économie (terme mystérieusement disparu depuis dans les médias et les articles spécialisés) et des États-Unis, notamment par la présence de Clinton. A Lisbonne la social-démocratie européenne, sauf Jospin, qui fit de la résistance durant une nuit, adoptait intégralement l'agenda néolibéral : créer toutes les conditions dans l'UE pour qu'elle devienne « l'économie la plus performante du monde » (grâce aux nouvelles technologies) et le « plein emploi », grâce à « l'État social actif ». Depuis lors, les mesures d'application de ce sommet font l'objet d'un suivi sans faille de l'ERT et d'autres regroupements patronaux européens (*EuroChambers*, *Eurobanks*). Cette intervention trouve son répondeur dans les organisations patronales qui se mêlent ouvertement dans le jeu politique, chacune selon ses traditions nationales. En France, le Medef se comporte sans retenu comme un véritable parti politique « *extra-parlementaire* », descendant dans la rue, attaquant les syndicats et le gouvernement, etc. En Italie, les réunions de la *Confindustria* ressemblent à une assemblée politique,

parallèle au parlement italien. En Grande-Bretagne, les entreprises sont entrées en campagne, ont fondé des comités de campagne, signent des pétitions (en particulier, autour de l'adhésion à l'euro). Récemment, on a vu « *les dirigeants des trois principales organisations du monde des affaires [British Chambers of Commerce, Confederation of British Industry et l'Institute of Directors] entreprendre une tentative commune sans précédent pour imposer au gouvernement* » de nouvelles règles financières, et plus largement « *pour maximaliser leur influence politique* » (7). Et le vicomte belge, Davignon, figure-clé de la



classe capitaliste européenne (diplomate « *atlantiste* », ex-commissaire européen de la politique industrielle, dirigeant de la holding Société Générale, véritable maître de la Belgique pendant 150 ans jusque dans les années 1980) s'est fendu d'une tribune libre dans plusieurs journaux européens (notamment dans *Le Monde*) pour annoncer aux patrons dans l'UE que désormais il existait un statut de l'entreprise anonyme européenne et terminer par un appel : « *Patrons, mobilisez-vous !* ».

Progrès de l'UE sur le dos des travailleurs

En dix ans, depuis 1991, l'UE a énormément progressé. Elle a marqué une victoire importante et imprévisible (sur le dos de la classe ouvrière de surcroît) : constituer le seul vrai marché unique dans le monde qui a

réussi à se doter d'une monnaie unique. Elle s'est lancée dans une bataille pour transposer sa puissance économique sur le plan politique-étatique, au service des grands groupes capitalistes multinationaux. Dans la foulée de ce succès, les coordinations inter-étatiques (conseils de ministres) se sont multipliées et renforcées. C'est ainsi que l'UE se construit entre deux « *crises de croissance* ». Les conflits parfois chaotiques entre États-membres, lors des Sommets de l'UE, escamotent l'ampleur et la cohérence croissantes de ces coordinations politiques — néolibérales, bien entendu — au travers de ce que le jargon de l'UE appelle « les processus », lancés lors de ces sommets. Peu ou pas visibles, elles forment aujourd'hui le centre de gravité de la politique quotidienne dans l'UE qui influence de plus en plus les politiques nationales. Pour n'en citer que deux : celui du Luxembourg, qui s'occupe de « *la réforme du marché du travail* », et celui de Lisbonne qui a imposé « *l'État social actif* ». Une fois décidée, l'application suit en mettant en place des critères, des rapports, des décisions, sous la surveillance de la Commission.

Le sommet de Nice fut chaotique et a discrédité l'UE. Mais en même temps, les classes dominantes ont été servies : l'élargissement vers l'Est a été voté (et les structures de l'UE adaptées en conséquence) et l'application des « *coopérations renforcées* » facilitée (permettant, légalement, à des pays-membres d'avancer plus vite dans la collaboration sur certains terrains ou sujets, évitant les blocages et renforçant le noyau central de l'UE). Le sommet de Stockholm a permis de relancer les privatisations dont une nouvelle vague arrivera dans la deuxième moitié de 2001. Celui de Göteborg a buté sur les difficultés de l'élargissement à l'Est. Mais désormais la voie est ouverte pour une intégration des marchés financiers. Les classes dominantes vont se mobiliser pour une nouvelle offensive d'envergure, sachant que des tournants politiques et économiques se pointent à l'horizon. ■

7. *Financial Times* du 22 mars 2001.

Le Comité exécutif international a adopté en octobre 2000 un projet de résolution, "Écologie et socialisme", soumis au débat en vue de la préparation du XV^e congrès mondial de la IV^e Internationale (cf. *Inprecor* n° 453/454 de décembre/janvier 2001). Il a souhaité que ce débat soit public et a appelé tous ceux et toutes celles qui souhaitent s'associer à l'élaboration d'y contribuer.

Inprecor se fait l'écho de ce débat. Après la contribution de Manuel d'Allemagne (*Inprecor* n° 457 d'avril 2001), nous publions ci-dessous deux autres contributions.

Un autre monde n'est pas possible sans un autre mode de production

L'aspect le plus important du projet de résolution "Écologie et socialisme" est, à mon avis, de souligner la nécessité de remettre en question l'illusion productiviste que les marxistes ont, intentionnellement ou non, entretenue.

«La question écologique est un des plus grands défis pour un renouveau de la pensée marxiste au seuil du XXI^e siècle. Elle exige des marxistes une révision critique radicale profonde de leur conception traditionnelle des "forces productives" et une rupture radicale avec l'idéologie du progrès linéaire ainsi qu'avec le paradigme technologique et économique de la civilisation industrielle moderne».

Mais la justification de cette révision nécessaire devrait découler du bilan critique du procès technique de la production actuelle issue de la révolution industrielle et non pas seulement du constat des dégâts qu'elle occasionne.

Je ne dirais pas qu'il « manque l'essentiel » dans ce projet comme titre Manuel, d'Allemagne, dans sa contribution (*Inprecor* n° 457) mais découlant d'une vision "écologisante" du procès de production choisi par le capitalisme et non pas d'une critique globale de son procès, elle ne peut conduire qu'à des illusions et des impasses politiques. Si le procès est considéré seulement comme néfaste à l'environnement et aux êtres qui l'habitent, il suffirait de réduire la production par une « halte à la croissance » ou d'en réduire les nuisances en incitant les gens à « agir localement » sans « penser globalement ». Or nous savons que d'une part la production actuelle est largement insuffisante pour répondre aux besoins de l'humanité et que d'autre part il n'est plus possible de la rendre « respectueuse de l'environnement ».

Ces limitations du procès de production capitaliste (PCP) ne proviennent pas que de la priorité donnée à la quête du profit ni d'ailleurs qu'aux nuisances qu'il occasionne par la combustion inévitable des combustibles fossiles, par la masse de déchets de matériaux qu'il doit mettre en œuvre ou par les pathologies liées à la généralisation et l'intensification du travail humain. La principale limite est dans la nature même de ce procès fondé sur le recours aux ressources énergétiques fossiles en voie d'épuisement, par l'utilisation massive de matières non renouvelables et par l'exploitation insensée du travail humain.

S'il semblait être viable et prometteur lorsque la Planète comptait six fois moins d'êtres humains et l'intégralité de ses réserves fossiles, après plus d'un siècle de pillage intensif ce procès s'avère totalement obsolète. Sa généralisation depuis les régions industrialisées à la terre entière conduirait à épuiser en très peu de temps les rares ressources fossiles qui lui restent. De plus, il est si dépendant du travail humain, que l'indispensable réduction du temps du travail s'avère de moins en moins possible.

Certes les détenteurs et défenseurs de l'appareil de production fossile cherchent à convaincre qu'il serait réformable moyennant de nouvelles technologies innovantes : piles à combustible, fusion, robotisation, déchetique, amélioration des rendements et autres mesures devant assurer son hypothétique « développement durable ». Mais ces perspectives sont illusoire n'ayant pas reçu confirmation de leur faisabilité dans l'état actuel des connaissances et des recherches.

On pourrait alors imaginer que le capitalisme puisse abandonner purement et simplement le procès de production qu'il a choisi et imposé. Mais ce serait oublier que ce choix permet aux propriétaires des moyens de production d'extraire le plus de survalueur [plus-value, selon la traduction française traditionnelle de ce concept] lors de la transformation par le travail des ressources matérielles et énergétiques non renouvelables. Outre les conséquences économiques et politiques désastreuses qu'aurait une « contre-révolution industrielle », on voit mal quels intérêts et quelles compétences mèneraient la minorité dominante — six millions de millionnaires sur six milliards d'êtres humains — à réussir une telle prouesse sans disparaître corps et biens dans la poubelle de l'histoire.

Si de mini-réformes technologiques — traitement des déchets, recyclage des matières, économies d'énergie — sont tant galvaudées par l'idéologie c'est pour mieux conjurer la crise imminente du PCP. Les annonces d'un prochain recours aux énergies propres, d'une alimentation saine, d'un habitat et de la santé pour l'ensemble des êtres humains ou encore de la fin du travail sont des alibis. Si le capital tolérerait réellement une remise en question de sa façon de produire cela se saurait et se verrait ; or ce que l'on sait et que l'on voit est tout le contraire : misère, famine, pollutions, catastrophes, conflits... bref, un état de fait tel qu'un autre monde devient impossible.

Comme le développement durable des profits prime sur celui de l'humanité et de sa Terre, les

alternatives ne sont développées que lorsqu'elles ouvrent de nouvelles perspectives de marchandisation et d'accumulation. Ainsi, par exemple, le projet de captage spatial de l'énergie solaire ne vise que la concentration de cette énergie pour ainsi pouvoir — enfin — la transformer en marchandise.

Le PCP est à bout de souffle. Son dépérissement multiplie et aggrave les crises mondiales — guerre, exodes, pandémies, hécatombes — engendrées par l'inégalité croissante face aux pénuries d'eau, de terres arables, de combustible, de matériaux, d'aliments, de médicaments, de services publics...

Plusieurs raisons expliquent que la crise du procès de production soit si mal perçue, y compris par de nombreux camarades :

- Bien que récent, le procès fossile né de la révolution scientifique, technique et industrielle du siècle passé nous apparaît comme le meilleur et le seul possible, incontournable et irremplaçable. Ainsi, nous considérons les nombreux procès de production antérieurs fondés sur le recours exclusif à l'énergie solaire — hydraulique, éolienne, biomasse, bois — comme rétrogrades, dépassés et inefficaces bien qu'ils aient nourri l'humanité pendant des millénaires. Pourtant ces procès alternatifs sont d'autant plus viables et puissants que l'extraordinaire développement scientifique et technique survenu au cours de l'intermède capitaliste permettrait aujourd'hui d'en assurer la maîtrise.

- Autre obstacle à la compréhension des limites du PCP, ses avantages immédiats — voiture, avions, abondance énergétique et matérielle — masquent encore ses inconvénients. Nous commençons à peine à en subir les effets mais les pollutions actuelles ne sont probablement que brouilleries face aux catastrophes à venir.

- L'illusion productiviste a détourné notre attention critique des désillusions que le procès de production capitaliste apporterait. Il suffisait que le prolétariat prenne le contrôle de l'appareil de production fossile pour le rendre performant, généreux et harmonieux. Un tel optimisme aveugle renvoyait la critique du PCP au lendemain de la révolution où le prolétariat victorieux aurait tout le loisir de le socialiser. C'est pourquoi les contradictions scientifiques et techniques du procès fossile n'ont pas été saisies ni empoignées comme arme dans la lutte de classes.

- Faute d'analyser le procès technique de production, nous n'y avons vu l'exploitation capitaliste qu'à travers le travail humain car elle était immédiatement perceptible. L'exploitation capitaliste majeure des ressources de la nature, ayant des effets bien plus graves mais étant différés dans le temps, n'a pas été perçue. Ainsi le facteur social a été limité aux seuls travailleurs exploités alors que le PCP exploite indirectement mais tout autant si ce n'est davantage l'ensemble des êtres humains opprimés par la privation progressive non plus seulement d'une part de leur salaire mais de leurs moyens d'existence et de survie, leur bien commun.

L'impasse productive actuelle se répercute sur notre projet politique, grevé par un vide proposi-

tionnel. Nous sommes ballottés entre le Charybde d'une crise de la croissance économique, catastrophique pour la survie de l'espèce et le Scylla d'un emballement désastreux pour une production marchande de pacotille. Faute de dénoncer le procès de production et de lui opposer un autre mode possible, le mouvement ouvrier s'enlise dans le piège : le nucléaire ou la bougie, la croissance ou la famine, le travail aliénant ou le chômage.

Tous les ingrédients existent pourtant pour favoriser l'épanouissement des forces de la nature : le capitalisme est gros d'une révolution technologique.

La critique du productivisme permet d'expliquer non seulement la crise de l'environnement mais de lui opposer une issue révolutionnaire. C'est pourquoi la critique du PCP devrait être approfondie et constituer le point de départ de la résolution : la IV^e Internationale « doit sonner l'alarme » comme l'écrit Manuel.

François (Suisse)

A propos de la biodiversité

À mon avis la section consacrée à « la biodiversité menacée » esquivait un des problèmes centraux. Le document le fait en ayant recours à une série de constructions passives de manière à éviter de nommer l'humanité comme le sujet principal de la destruction de la biodiversité.

Nous y lisons que « l'existence de dizaines de milliers d'espèce est menacée par les atteintes innombrables que subissent les écosystèmes. » Je crois que le document devrait dire que c'est l'extraordinaire et insoutenable multiplication des communautés humaines qui est la raison centrale de cette menace. Il devrait reconnaître qu'il y a un niveau optimum de la population humaine dans un monde biologiquement diversifié. Au-delà de ce niveau optimum la biodiversité est menacée — indépendamment du fait que ce sont les relations de production capitalistes ou socialistes qui prévalent sur la Planète. A mon avis nous sommes déjà au-delà — et sans doute loin au-delà — de cet optimum.

Parallèlement, le document devrait abandonner le point de vue humano-centré, selon lequel « la biodiversité doit être défendue, non par posture sentimentale ou esthétique, mais au nom de l'espèce à laquelle nous appartenons ». Cette manière de penser n'est pas assez radicale. Nous devrions dire plutôt que « la biodiversité doit être défendue parce qu'elle conditionne l'existence de toute la vie sur la Planète, y compris celle de la race humaine ». Nous ne pouvons continuer à employer des formules myopes qui s'arrêtent aux seuls intérêts de la race humaine lorsque nous traitons de la question de la biodiversité. La biodiversité implique la reconnaissance d'un ensemble d'intérêts mutuels liant la race humaine avec la multiplicité des autres formes de vie.

Terry. (New Socialist Group, Canada)

Frente Amplio

De la « contre-société » à la « re-formulation idéologique »

Par Mario Pieri*

À la fin du mois de septembre aura lieu le Congrès du Frente Amplio (Front large, FA). Les forces majoritaires — rassemblées autour du président du FA, Tabaré Vázquez — ont lancé une offensive en vue de redéfinir le programme et la stratégie frontiste aux élections de 2004. L'issue du débat est incertaine, bien que l'hégémonie de la gauche « modérée » soit indiscutable, notamment à cause de la fragmentation de ce qui était, il y a quelques années, le courant radical capable de contester les rapports de forces, tant dans le cadre de l'unité de la gauche qu'au sein des mouvements sociaux.

Le Frente Amplio a changé. Aujourd'hui, sa politique d'alliances estompe ses limites au sein du Rassemblement progressiste, le groupement de centre-gauche qu'il a lui-même créé (1) Il s'agit d'un changement qui place le combat avec la droite sous une nouvelle optique : la lutte des masses est subordonnée à l'option électorale. Ses Comités de Base n'ont cessé de céder du terrain au profit d'une politique de communication et d'un encadrement de la participation militante. Pourtant, aux yeux de la classe dominante, le Frente Amplio reste l'invité forcé du système et, pour le camp populaire, l'unique espoir. La dernière campagne électorale l'a de nouveau mis en évidence, non seulement parce qu'on a pu voir la virulence de la droite, mais aussi un soutien populaire de plus en plus décidé, aussi bien à Montevideo, la capitale, que dans l'ensemble du pays.

Mais le Frente Amplio — « l'admirable

alarme de 1971 » — n'apparaît plus aujourd'hui dans l'imaginaire collectif comme cette « contre-société » décrite si clairement par l'historien et sociologue Carlos Real de Arzúa : « Il n'est pas osé de caractériser d'une manière dialectique le Frente Amplio, front de forces d'opposition formé à la fin de l'année 1970, comme une synthèse (...). Et, en vérité, quiconque ayant perçu la façon dont des secteurs sociaux entiers et des couches de la jeunesse se sont appropriés le projet Frente Amplio, ne pourra le définir comme étant une option politique parmi d'autres, que l'on choisit ou que l'on délaisse. Bien au contraire, de ce point de vue, il ne pourra que le concevoir comme l'expression la plus large, à tous les niveaux, de l'activité collective pratique, d'une radicalisation de certains secteurs de la société, le résultat d'un phénomène par lequel ces secteurs, dans une aliénation définitive vis-à-vis du système, sont parvenus à formuler une véritable contre-société. » (2)

Sa politique actuelle vise l'opposition institutionnelle et la préparation, dès à présent, du scrutin de 2004. Dans ce contexte, la politique de la gauche réformatrice glisse dans une zone où convergent la collaboration et le dialogue avec le gouvernement, l'affrontement avec le « néolibéralisme économique » et une attitude envers les initiatives populaires qui va du soutien franc à l'hésitation voire à l'opposition, selon l'intensité et la direction du vent de la lutte de classes.

L'influence contradictoire, et même le rôle de frein, du Frente Amplio sur la dynamique des luttes et d'accumulation des forces sociales permet que des militants qui

* Mario Pieri, militant du Corriente de Izquierda (Courant de Gauche, un regroupement de la gauche radicale à l'intérieur du Frente Amplio), fait partie de la Commission programmatique du Frente Amplio.

1. Le Rassemblement progressiste (Encuentro Progresista) est la formule sous laquelle le Frente Amplio se présente aux élections. En font partie, en plus du Frente Amplio, le Parti chrétien-démocrate et quelques petits groupes qui se sont séparés des partis bourgeois traditionnels.

Lors des élections de 1999, le Rassemblement est devenu la première force politique du pays.

2. Carlos Real de Arzúa, *Partidos, Política y Poder en el Uruguay*, Facultad de Humanidades y Ciencias, Montevideo, 1988.

Uruguay

n'ont pas forcément une politique commune au sein du FA, comme le *Movimiento de Liberación Nacional Tupamaros* (MLN) et le *Corriente de Izquierda* (CI) (3), aient des analyses semblables :

« C'est l'existence même du Frente Amplio, en canalisant, en calmant les esprits et en créant une espèce d'utopie sine die, qui joue en quelque sorte un rôle d'amortisseur social, non pas d'une manière délibérée mais par sa propre dimension politique. Il est paradoxal de constater que là où ne se dessine pas d'avenir politique il y ait une telle effervescence des mouvements sociaux » (4), écrit José Mujica, dirigeant du MLN *Tupamaros*. « C'est une façon de faire de la politique qui en quelque sorte remplace le "batllismo" (5) dans le rôle de médiation sociale que ce dernier avait joué par le passé, en estompant la lutte de classes et en se plaçant comme un coussin d'air face aux conflits sociaux » (6), remarque pour sa part Jorge Zabalza, qui a rompu sur la gauche avec les *Tupamaros* et fait aujourd'hui partie du *Corriente de Izquierda*.

Ce n'est pas seulement le rôle d'amortisseur du réformisme, ni sa fonction de « pompier des conflits sociaux », ni ses engagements vis-à-vis des institutions, ni même l'horizon du scrutin de 2004, mais sa portée politique et programmatique qui est contradictoire. D'une part les pressions en vue d'une adaptation aux institutions bourgeoises (« raison d'État » et « culture de gouvernement ») augmentent. D'autre part le pouvoir d'exclusion du modèle néo-libéral pousse dans le sens de la résistance et d'une radicalisation des conflits, des nouvelles configurations de classe et des scénarios de reconstruction d'un programme alternatif, en augmentant ainsi les possibilités d'une confrontation plus aiguë.

Il ne sert pas à grande chose de recourir à d'autres catégories, telles que « troisième voie », « social-démocratisation », « nouveau centre », « social-libéralisme » ou un « "batllismo" de nouvelle souche ». Le réformisme frentiste d'aujourd'hui implique non seulement l'acceptation de la logique

des institutions politiques et de l'État, mais aussi celle du paradigme de la société dominante : des rapports marchands qu'ils soient socio-économiques, culturels, familiaux, sexuels, etc. Mais ce réformisme reste limité non seulement par la brutalité de la crise mais aussi par la nouvelle hiérarchie que met en place la mondialisation capitaliste.

Il s'agit d'un réformisme faible, périphérique, touché par les effets dévastateurs des contre-réformes libérales et qui doit se mouvoir dans le cadre des résistances et des interpellations permanentes du mouvement des masses. Selon le degré de pression et de radicalisation populaire, ce réformisme institutionnel se voit contraint par moments à faire des propositions de réformisme social, voire à tenir un discours — et de proposer des mesures — qui vont dans une direction anti-néolibérale ou sont la négation du programme néo-libéral. Mais les espaces qui lui permettraient de s'apparenter ou de se distancer de la logique néo-libérale sont de plus en plus réduits dans le cadre de la dépendance et du sous-développement.

Jusqu'à présent, et malgré ses allers-retours, l'action du *Frente Amplio* a confirmé qu'il reste, avec l'ensemble des mouvements sociaux, un des piliers qui a permis de mettre un frein au néolibéralisme dans notre pays. Mais ce qui est en jeu au prochain Congrès va au-delà de cette constatation : il ne s'agit pas seulement de continuer à être cet obstacle aux privatisations — ce que dans d'autres pays la gauche n'a pas réussi à faire — mais d'empêcher la stratégie majoritaire d'aboutir à un réformisme sans réformes structurelles.

Les effets du revers électoral de 1999

La croissance électorale du FA a été le résultat de l'affluence de vastes secteurs qui ont abandonné les partis bourgeois et ont ainsi contribué à leur affaiblissement sans que cela ait représenté pour autant une situation de radicalisation des masses. Une victoire du FA aurait eu une énorme signifi-

cation, non seulement parce qu'elle aurait arraché la direction politique du pays à la droite — ce qui est en soi très important — mais surtout parce qu'elle aurait permis aux secteurs qui ont quitté les partis de la bourgeoisie de franchir de nouvelles étapes, d'avancer dans ce processus de rupture.

Entre octobre et novembre 1999 (premier et second tour des élections), des conditions pour initier une rupture avec le programme néo-libéral existaient dans notre pays. Cela aurait pu être une possibilité historique d'entamer un combat politique, social et institutionnel grâce à une corrélation des forces, en termes stratégiques, susceptible de faire revivre la lutte pour la direction politique de la nation ouverte en 1971 avec la naissance du *Frente Amplio*. La défaite de Novembre 1999 a provoqué une modification du scénario ayant des effets tant sur les courants majoritaires que sur les minoritaires du FA. L'impact de la défaite a ouvert une période de réalignements et de débats tendant à provoquer des changements de cap dans la stratégie de la gauche, au sein d'un nouveau cadre caractérisé par l'installation d'un gouvernement de coalition des deux partis bourgeois. Le FA est devenu la première force politique du pays et a gagné une nouvelle fois la mairie de Montevideo (7) avec plus de 60 % des suffrages. Cela n'a fait qu'augmenter les distances qui existent entre le fait d'être une « option réelle de gouvernement » et un programme de radicalisation démocratique dans le cadre de « réformes structurelles » concevables seulement à partir d'une dynamique de transition anticapitaliste.

Que se serait-il passé si le *Frente Amplio* avait remporté les élections ? Seules les dieuses de bonne aventure pourraient y répondre. Nous ne pouvons affirmer que ce déplacement à gauche du mouvement populaire aurait rencontré au sein du *Frente Amplio* une partie de la gauche radicale exclue des sphères institutionnelles (8), avec sa légitimité érodée et avec les énormes difficultés pour pouvoir articuler les luttes sociales. De plus, les contradictions entre la défense d'un gouvernement de la gauche et celle de ses intérêts de classe, se seraient multipliées. Par ailleurs, la lutte pour la direction politique face aux courants majoritaires devenait de plus en plus complexe du fait de la modification de la politique d'alliances du MLN-*Tupamaros*, qui entamait son incorporation pragmatique à la stratégie politique des courants majoritaires à l'intérieur du FA.

La dispute entre réformistes et radicaux a donc lieu dans un autre contexte, où le rapport de forces est plus favorable au camp majoritaire que dans les années 1989-1995.

3. *Corriente de Izquierda* (Courant de Gauche) est un regroupement de la gauche radicale dont font partie le MPP-*Fundacional* (Mouvement de participation populaire "original", une des fractions issues de l'éclatement du MPP, cf. note 9 en page 47), la Tendance marxiste, le Parti Socialiste des Travailleurs (section uruguayenne de la IV^e Internationale) et des militants indépendants.

4. José Mujica, *Por un cambio*

civilizatorio, Brecha du 29 décembre 2000.

5. Terme qui désigne un des principaux courants du *Parti Colorado* pendant les premières décennies du XX^e siècle. Son chef de file était José Batlle y Ordóñez. Ce courant rendit possibles les principales réformes sociales conduisant à ce que l'on connaît plus tard sous le nom d'*Estado benefactor* (État providence).

6. Jorge Zabalza, *El Frente*

Amplio es un amortiguador de la lucha de clases un colchón contra la conflictividad, *Trato hecho* du 10 novembre 2000.

7. La moitié de la population uruguayenne habite à Montevideo.

8. Le *Corriente de Izquierda* a perdu sa représentation parlementaire lors de ces élections, n'obtenant que 16 000 voix, ce qui a signifié, sans aucun doute, une défaite.

En effet, pendant ces années-là le Mouvement de participation populaire (MPP) (9) était capable de polariser les luttes et de se présenter comme une alternative au réformisme. Bien qu'il y ait eu dans les années précédentes d'autres tentatives de « rénovation » de la part de plusieurs secteurs du FA, les rapports de forces en son sein ne le permettaient pas, ce qui a changé aujourd'hui.

C'est la première fois que ladite « rénovation » est menée par la force majoritaire du FA. Les tentatives précédentes avaient été faites par des secteurs forts en termes électoraux mais peu capables d'encadrer un processus de ce type. C'est le Parti Socialiste — et Tabaré Vázquez — qui détient l'hégémonie du camp réformiste et qui bloque la voie à d'autres forces plus modérées ayant embrassé cette politique (*Asamblea Uruguay, Vertiente Artiguista*).

Il ne fait pas de doute que la politique de Mariano Arana à la tête de la mairie de Montevideo exprime ce changement, y compris par rapport à la période 1989-1994, lorsque Tabaré Vázquez en était le maire (10). Bien qu'il existe un degré d'autonomie de l'équipe municipale de Montevideo (où la prédominance de la politique et des cadres de la *Vertiente Artiguista* est évidente), la politique d'Arana se nourrit d'une stratégie où la vision administrative de la « décentralisation » confirme tant l'absence d'une conception d'accumulation, d'auto-organisation et de construction d'espaces de résistance et de mobilisation que l'absence de « l'effet de démonstration » qui jaillit de la construction simultanée d'un « gouvernement et du mouvement populaire » et « de l'expérience participative à contre-courant du projet néo-libéral » (11).

Le conflit avec le syndicat des travailleurs municipaux a mis en évidence l'option du gouvernement municipal du *Frente Amplio* de choisir la voie de l'austérité salariale, de la rationalisation du service public et d'une rétrogradation dans le domaine des droits et des acquis syndicaux. Il a aussi montré la vision que la gauche réformiste a de certains aspects stratégiques tels que la démocratisation des rapports avec les salariés, le temps de travail, la nature du service public (non capitaliste) et des concepts de productivité, efficacité et rentabilité. C'est bien cela le débat de fond actuel, sur lequel le *Corriente de Izquierda*, pour ne citer qu'un exemple, n'a peu ou rien dit. De toutes façons, et au-delà des erreurs tactiques du syndicat — et de quelques attitudes sectaires — il faut associer ce conflit à deux questions-clés qui traversent le FA : l'hégémonie d'un réformisme institutionnel et l'affaiblissement et la

fragmentation du secteur de la gauche radicale par rapport à ce que ce courant représentait entre 1989 et 1995. Dans ce cadre, la construction d'un bloc politique d'opposition avec une perspective radicale et anticapitaliste qui traduise la résistance sociale face au néo-libéralisme et soit capable de faire des propositions afin de construire un projet d'alternative, se heurte à un horizon chargé de tensions qui vont d'une politique de confrontation à une autre d'adaptation aux institutions, où la dimension démocratique est perçue comme le seul horizon possible.

Un débat de stratégie

Ceux qui soutiennent que le FA est une espèce de gauche à deux têtes ne se trompent pas, bien que ce soit une description simpliste et que l'on ne puisse pas dire qu'une des têtes parie sur un changement réel de la société et que l'autre parie sur l'utopie de la révolution.

Mais, en réalité, il serait plus judicieux de dire qu'une de ces têtes a fait le pari de la « réforme de la société » et du changement par la voie électorale et que l'autre conçoit chaque bataille populaire et chaque sommet des conflits sociaux comme une marche de plus que l'on gravit sur le chemin de l'accumulation. Une de ces têtes s'efforce d'assurer « le bon fonctionnement du gouvernement démocratique » et « le changement possible », alors que l'autre revendique le droit à la désobéissance, à chambouler l'ordre établi et ne considère pas la démocratie libérale du marché comme une frontière à ne pas dépasser. Cette dernière n'accepte pas non plus les « paradigmes économiques et sociaux dominants qui creusent le fossé entre la pauvreté et l'opulence, la décadence morale, la manipulation des médias, l'exclusion, la démagogie, le consumérisme et la langue de bois » (12).

En quoi consiste la stratégie de la majo-

rité du FA ? Le dernier document de la *Vertiente Artiguista* l'expose clairement : « "Se préparer pour gouverner" constitue un axe stratégique, non seulement parce qu'il faut compter avec des bagages adéquats pour envisager ce labeur au moment où les citoyens le voudront. Cela suppose aussi développer une politique susceptible d'attirer la confiance des gens, d'éloigner les "fantômes" et d'élaborer une proposition alternative qui, en partant de l'intérêt réel des majorités nationales, en tienne compte et soit en même temps viable et crédible en tant que modèle d'un nouveau pays et de société » (13). Tabaré Vázquez et la majorité du FA (*Parti Communiste, Asamblea Uruguay, Vertiente Artiguista*) ont exposé plusieurs fois l'idée d'une « opposition constructive qui fasse des apports alternatifs », convaincus que l'on ne peut pas changer le pays si l'on n'accède pas au gouvernement. Dans cette perspective on trouve la nécessité de gagner le centre de l'éventail politique grâce à une actualisation programmatique et idéologique et à une politique d'alliances déterminée (14). C'est-à-dire qu'il faut « de la flexibilité pour parvenir à des accords mais aussi pour s'opposer au gouvernement du président Batlle » (15). Dans ce sens, le Parti Socialiste dit : « Dans l'optique des socialistes, ce qui est stratégiquement prioritaire est la présentation d'alternatives à ce modèle par la voie de l'initiative populaire, un ensemble de propositions positives susceptible de changer rapidement cette réalité et d'exprimer le sentiment d'un large éventail d'alliances sociales. Mais cette stratégie n'est pas en contradiction avec la volonté d'accompagner les alternatives que les citoyens proposent, comme c'est le cas de ce référendum. » (16)

L'énorme poids institutionnel obtenu lors des élections nationales a été la plateforme de lancement de cette stratégie. Les 40 % de représentants aux deux chambres obtenus par le *Frente Amplio* ont fait de lui

9. Le Mouvement de participation populaire (MPP), fondé en 1989 fut la tentative la plus avancée « d'unité des révolutionnaires ». En faisaient partie le MLN-*Tupamaros*, le PST, le Parti pour la Victoire du peuple (PVP), le Mouvement révolutionnaire oriental (MRO) ainsi que des militants indépendants. Il a compté un sénateur, deux députés, un conseiller municipal à Montevideo et avait obtenu plus de 50 000 voix aux élections. Entre 1996 et 1998 eut lieu un processus de rupture.

10. Le *Frente Amplio* est à la tête de la mairie de la capitale

depuis 1989.

11. Raúl Pont, *Democracia participativa : la experiencia de Porto Alegre*, document du Foro Social Mundial de Porto Alegre, Janvier 2001.

12. Juan Luis Berterretche, *Vale todo, ¿el Uruguay de la posmodernidad ?*, Essai inédit, Montevideo, 1997

13. *Passer de la situation de première force politique au gouvernement national*, document de *Vertiente Artiguista*, Montevideo, mai 2001.

14. « La politique pour capter ces secteurs qui quittent les partis traditionnels a été l'un des fon-

dements de la stratégie du FA et n'a donné que des fruits limités. Probablement, la structuration et la forme de fonctionnement complexes du FA et du Rassemblement progressiste ont eu une incidence car elles ne poussent pas ces secteurs à adhérer au *Frente Amplio*. Il nous faut donc penser et explorer la possibilité d'effectuer des alliances politiques d'un nouveau type. » Document de la *Vertiente Artiguista* déjà cité.

15. *Revue Escenario* 2, N° 3.

16. Interview avec le dirigeant socialiste Manuel Laguarda, *Brecha* du 16 février 2001.

Uruguay

la première force politique du pays. Depuis le début du nouveau mandat législatif et présidentiel, et lors de la composition du gouvernement néo-libéral de coalition entre les deux partis bourgeois, le FA s'est placé dans l'opposition en critiquant très durement les plans du futur gouvernement. Mais il a privilégié à tout moment le dialogue et la négociation parlementaire comme moyen de faire peser le soutien que lui ont accordé les électeurs dans les urnes, en évitant de déclencher une dynamique de mobilisation des masses.

L'adoption de cette stratégie découle sûrement du changement de la politique du nouveau président, Jorge Batlle, vis-à-vis de la gauche. Ce dernier a mis en place une politique de dialogue aussi bien avec le PIT-CNT (17) qu'avec le FA en la personne de son président, Tabaré Vázquez. Par ailleurs, le président Batlle a reconnu l'existence des disparus en créant une Commission pour la Paix dans un contexte où l'on venait de retrouver la petite-fille du poète argentin Juan Gelman.

Le gouvernement a refusé les propositions faites par le FA : le « *Plan d'urgence* », le « *Calendrier social d'urgence* », les « *Propositions progressistes pour la relance économique* » ; il a aussi refusé les initiatives et amendements présentés dans le cadre de la discussion du premier remaniement fiscal, du débat sur le budget de l'État et du second remaniement fiscal. Par ailleurs, la gauche a été exclue des organes de contrôle de l'État et des directoires des entreprises publiques. Tout cela met en évidence l'inefficacité et la faiblesse d'une stratégie réformiste qui n'a obtenu aucun résultat visant à satisfaire les demandes et les besoins du peuple. Il s'agit donc d'une stratégie difficile à faire légitimer par l'ensemble des exploités et des opprimés ainsi que par les secteurs qui payent le prix du projet néo-libéral.

Le point culminant de cette situation d'impuissance politique a été atteint lorsque tous les législateurs du FA ont quitté l'hémicycle le jour où le Budget a été adoptée, ce qui n'a guère de précédents dans l'histoire du *Frente Amplio*. Le dirigeant du *Corriente de Izquierda* en donne une explication : « *Le*

Parlement, c'est cet endroit où la gauche n'a aucun droit de cité à cause du système de ballottage permanent imposé par le gouvernement de coalition et par la pression des groupes économiques, des patrons. En dix ans, aucun projet social, ou presque, présenté par la gauche, n'a été adopté. » (18)

Recomposer un camp de gauche

La stratégie majoritaire a été rodée pendant les dernières années. Elle est le fruit des pressions qu'impose la participation aux institutions, de l'abandon de toute perspective de transformation révolutionnaire, mais aussi de l'absence d'unité politique du camp de la gauche au sein du FA.

Jadis ce camp était capable de polariser et d'exprimer politiquement (et dans les institutions) les demandes des luttes sociales. Il était capable de créer une dynamique mobilisatrice. Il organisait des luttes et risquait sa peau dans la rue, comme cela a été le cas lors des manifestations contre l'extradition des militants basques en Août 1994. C'était une option et une référence dont on ne pouvait pas se passer. Il a été un facteur décisif dans le discours et dans la campagne de gauche de Tabaré Vázquez lors des élections de 1994.

Ce camp de gauche a besoin d'être reconstitué aussi bien pour construire un rapport de forces face au réformisme que pour pouvoir reconstituer un bloc politique et social capable d'articuler les résistances. Le processus d'adaptation aux institutions et l'adoption du réalisme anti-utopique d'un courant révolutionnaire comme le MLN ne peut pas être banalisé ni considéré comme statué à jamais (19). Envisager de disputer l'hégémonie au réformisme sans compter sur un changement radical des *Tupamaros* serait tout à fait erroné.

La campagne pour un nouveau référendum (contre la privatisation des télécommunications, ANTEL) et la Loi d'initiative populaire (possibilité pour le peuple de légiférer directement, projet présenté par le *Corriente de Izquierda* et adopté à l'unanimité par le FA) pourraient permettre d'agir ensemble aux *Corriente de Izquierda*, MLN-*Tupamaros*, Parti Communiste, Parti pour la Victoire du Peuple (PVP), et au Parti du 26 Mars.

La majorité frentiste possède une marge de manœuvre assez confortable. Elle peut se permettre un jour de rendre publique une déclaration sur la responsabilité de la politique néo-libérale du gouvernement dans la crise actuelle, et de se réunir, le lendemain, dans le Centre d'Études Stratégiques 1815 (fondé par l'ancien président du FA, le

Général Líber Seregni) afin d'élaborer des propositions communes avec les partis de la bourgeoisie sur la (contre) réforme de l'État ; ou de lancer un référendum (comme dans le cas d'ANTEL) et de négocier en même temps à ce sujet avec la droite pour prendre ensuite de nouveau position pour le référendum. Cela est possible parce qu'il n'existe pas de stratégie alternative implantée dans le mouvement de masses, organisée au sein du FA, capable d'accumuler toute avancée vers la gauche et qui établisse des limites aux flirts avec le gouvernement. La stratégie radicale se borne actuellement à une résistance tactique, qui n'est certes pas négligeable, mais qui s'avère insuffisante lorsqu'il s'agit de disputer l'orientation politique à la majorité du *Frente Amplio*.

En réalité, ce qui se passe est que le *Corriente de Izquierda* ne s'est pas encore débarrassé des effets de sa défaite électorale. Pour certains de ses membres, le résultat électoral conditionnait sa perspective (même s'ils ne le disaient pas ouvertement). Un résultat positif (le maintien du camarade Helios Sarthou au Parlement) ouvrait ainsi la voie à l'approfondissement du projet. En revanche, un résultat négatif était interprété comme la non validité du projet commun de la gauche radicale.

De ce fait le *Corriente de Izquierda* doit prendre position de manière permanente sur les problèmes sociaux fondamentaux : le refus de la Zone de libre-échange des Amériques, le refus du paiement de la dette extérieure, la crise économique, sociale et écologique (présence de plomb dans le réseau d'eau potable dans certains quartiers de Montevideo, par exemple), la crise de l'agriculture... Le CI doit mettre l'accent sur les propositions visant à rompre la logique de la négociation pour pouvoir se battre afin de modifier le rapport de forces au sein du FA et s'inscrire dans le débat contre la « *re-formulation idéologique* », ainsi que mener une bataille pour une nouvelle manière de combattre la politique néolibérale de gouvernement de coalition. Dans ce sens, la Loi d'initiative populaire est le meilleur des exemples. Cela pose en même temps le problème de la nécessaire préparation en vue des élections internes du FA du mois d'octobre, où seront renouvelés les représentants à la direction nationale (*Mesa Política*) du *Frente Amplio*. Car, en définitive, la qualité politique d'une gauche radicale se mesure par sa capacité de renouveler sans cesse sa légitimité ainsi que celle de faire en sorte que des nouveaux alliés adhèrent à ses propositions. ■

Montevideo, le 27 mai 2001

17. *Plenario Intersindical de Trabajadores – Convención Nacional de Trabajadores* est la centrale syndicale unique.

18. Helios Sarthou, *Democracia representativa y democracia directa — Tiempos de cólera social, Corriente de Izquierda* (mensuel du CI) n° 1, Mai 2001.

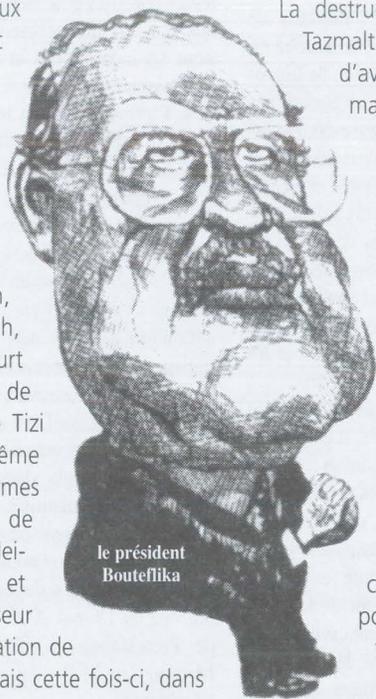
19. Cf. Ernesto Herrera, *Tupamaros : De la culture de résistance à la culture de gouvernement*, *Inprecor* n° 442, décembre 1999.

L'insurrection sans armes de la Kabylie

Par
Chawki Salhi*

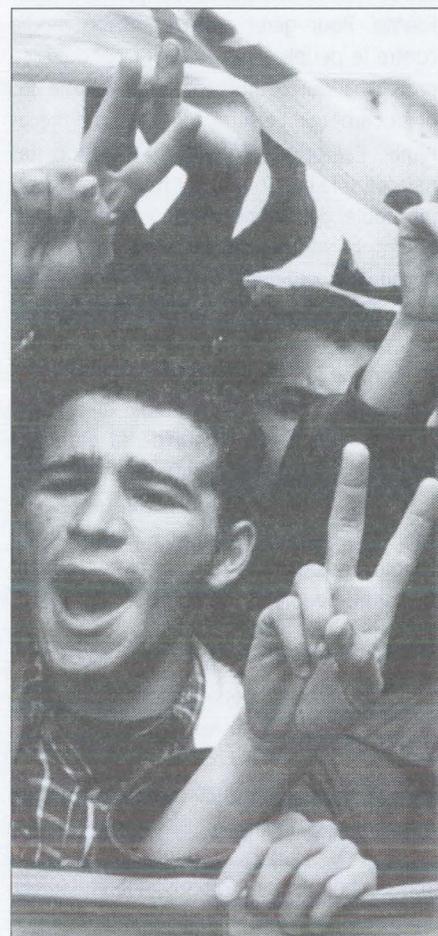
Depuis maintenant deux mois la région kabyle est en insurrection et des révoltes éclatent ces derniers jours à travers une dizaine de villes de l'Est du pays, notamment dans les métropoles d'Annaba et Constantine. Dans une Algérie assommée par les sommets de barbarie vécus durant les années sanglantes d'une guerre déroutante, accablée par le programme de démantèlement économique exigé par le FMI au nom des créanciers impérialistes, le désespoir était partout.

La révolte kabyle démarre autour de deux incidents tout à fait ordinaires sous l'état d'urgence dans un pays qui compte ses morts par dizaines de milliers et ses disparus par milliers : fin avril, un jeune lycéen, Massinissa Guermouh, arrêté par hasard, meurt dans la gendarmerie de Beni Douala (près de Tizi Ouzou), au même moment, les gendarmes d'Amizour (près de Béjaïa) enlèvent en pleine classe trois jeunes et malmènent le professeur qui s'oppose à la violation de l'établissement (1). Mais cette fois-ci, dans une région kabyle frondeuse, épargnée par la vague islamiste, et qui dans son flanc Bédjaoui n'a pratiquement connu ni la guerre ni l'abattement de l'après-guerre, la riposte de la jeunesse est d'une radicalité inouïe. Comme une traînée de poudre, la révolte s'étend à toute la région kabyle, sur sept wilayas (départements), criant la haine de la hogra (algérianisme signifiant arbitraire et mépris), clamant le refus de la misère et dénonçant le pouvoir assassin.



La revendication de la reconnaissance de la langue Tamazight est toujours présente mais les mots d'ordre sociaux sont en avant contrairement à l'explosion fortement identitaire de juin 1998, au moment de la mort de Matoub Lounès. Les jeunes révoltés s'en prennent à tous les édifices publics, à tous les symboles de l'Etat central comme aux notables suspects de corruption, mais ils s'attaquent aussi aux représentations des partis — Front des forces socialistes (FFS), Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) comme à celles du très officiel Front de libération nationale (FLN) — condamnant leur gestion municipale scabreuse, leur appartenance au consensus libéral et leur pratique politique bourgeoise.

La destruction de la villa du maire de Tazmalt, que toute la population accuse d'avoir en 1998 assassiné un jeune manifestant, le saccage de la maison de son secrétaire général, où l'on découvre un véritable dépôt de télévisions, de frigos... les corrompus ont été nombreux à subir la colère populaire. La jeunesse assiège à mains nues les locaux des brigades de gendarmeries, incendie les logements de gendarmes, épuise les renforts de police anti-émeutes, malgré les tirs à balles réelles. Au bout de 40 jours, on annonce soixante morts et des centaines de blessés par balles. Le pouvoir annonce même près de trois mille blessés, en majorité parmi ses propres troupes. Les médecins témoignent que la plupart des tirs sont faits dans le dos des victimes et que les snipers tirent pour tuer. Les gradés de la gendarmerie avouent à la télé que les dispositifs répressifs n'ont été opérationnels que durant la première semaine, se contentant par la suite de protéger leurs casernements, leurs logements et leurs familles de la colère populaire. Un responsable policier annonce que les effectifs massivement remplacés sont démoralisés. Les



camarades rapportent des témoignages de désertion ou d'automutilation pour pouvoir fuir les combats.

Une révolte contre la misère et l'oppression politique

Avec 50 % de la population en dessous du seuil de pauvreté, 30 % de chômage, un édifice économique en cours d'effondrement, une privatisation en vue pour les rares secteurs juteux (pétrole, téléphone...) la politique libérale imposée par les créanciers de l'Algérie a conduit la jeunesse au désespoir pendant que l'abattement gagne la classe ouvrière en attente de compression d'effectifs, les licenciements se comptent par centaines de milliers, les retraités sont mena-

*Chawki Salhi est porte-parole du Parti socialiste des travailleurs (PST), une organisation de gauche radicale dont les militants sont particulièrement actifs au sein des comités populaires.

1. Béjaïa, métropole de 200 000 habitants, débouché de la vallée de la Soummam agricole et industrielle, port pétrolier, zone touristique, disposant de diverses implantations industrielles (huileries, emballage...) et d'une tradition urbaine millénaire. Tizi Ouzou, 130 000 habitants, carrefour de communication au centre d'une zone très montagneuse, dispose surtout d'une université importante et active et d'une gare routière qui disperse chaque jour à travers les villages les milliers de travailleurs de sa zone industrielle.

Algérie

cés de non versement de leur pension insuffisante. Pour gérer cette agression inouïe contre le peuple algérien, pour conduire ce processus qui restitue à l'impérialisme les hydrocarbures, l'électricité, l'industrie mécanique, l'aéroport d'Alger et la gestion des palaces, il fallait un pouvoir malléable, rendu incapable de défendre des intérêts locaux contre la recolonisation. Mais ce pouvoir devait être capable d'abattre une main de fer sur une population de tradition populiste afin de la soumettre aux nouvelles normes de l'exploitation capitaliste.

Porté en début de règne par un immense espoir populaire autour de sa promesse de retour à « l'âge d'or » des années 1970, celui de la dictature populiste de Boumedienne, le président Bouteflika avait les moyens politiques d'imposer ce tournant brutal au peuple. C'est pourquoi Européens et Américains le soutiennent. Les Algériens avaient, dans l'ensemble, consenti à sa concorde nationale et à l'amnistie des criminels de guerre islamistes. La Kabylie n'avait pas bronché en septembre 1999 quand il avait osé dire à Tizi Ouzou que jamais la langue Tamazight ne serait officielle. La reconduction du personnel politique honni n'avait pas plus empêché l'attentisme que l'autoritarisme agressif de Bouteflika qui éconduisait ceux qui osaient exprimer leur détresse sociale dans ses meetings. Mégalomane, il avait interdit aux partis politiques l'accès à la télévision qu'il réservait à sa propre expression. Les dirigeants d'entreprises publiques et les responsables administratifs étaient sur la sellette, réduits à la défensive, les manifestations et les grèves étaient sous la menace de ses déploiements policiers et la hiérarchie militaire dont il suggérait publiquement la corruption était sommée de se tenir à l'écart de son pouvoir absolu. Rêvant de modifier la Constitution pour augmenter son pouvoir, sans bien savoir comment d'ailleurs, il s'efforçait de tout concentrer entre ses mains.

Velléitaire, Bouteflika nous a, durant deux ans, repu de déclamations savantes et inutiles, il a parcouru le monde pour solliciter des investissements massifs improbables dans un pays où « *tout est à vendre* » selon le propos du ministre Temmar, alors en charge de l'économie. Disposant de tous les pouvoirs, le président ne savait qu'en faire, glissant d'un discours pseudo-populiste hostile aux ultra-libéraux à une version libérale dure sans que ses propos changent grand chose à une économie en plein marasme contrainte à l'immobilisme. Alors que l'évolution des cours du pétrole doublait les recettes de l'Etat, les conditions sociales ne cessaient de se détériorer et la société menacée de s'ef-

fondrer. Alors que le discrédit des partis représentatifs affaiblissait ses institutions, la chape de plomb des interdits imposés à l'expression populaire fermait la page de l'ouverture "démocratoïde" conquise par l'explosion populaire du 5 octobre 1988. Le régime s'est privé de soupape de sécurité.

Des émeutes à l'organisation populaire

Dès les premiers jours, dans la région de Béjaïa, le syndicat des travailleurs de l'éducation s'efforce d'organiser la protestation et appelle à une manifestation le 28 avril à Amizour. La répression immédiate conduit à des affrontements violents. La tentative du FFS, le principal parti kabyle, d'organiser un meeting à Béjaïa tourne court, car les jeunes lapident les orateurs, la tentative de marche initiée par ses militants est dispersée par l'immense cortège des jeunes révoltés.

Document

Appel du Comité provisoire de wilaya de Bgayet

Ensemble, nous vaincrons !

La formidable mobilisation des dizaines de milliers de citoyens qui ont imposé la marche du 7 mai 2001 à Bgayet n'est qu'un aperçu de la profonde détermination du peuple à faire aboutir ses revendications. Aujourd'hui, l'urgence est que les assassins des martyrs du mois d'avril 2001 ainsi que leurs commanditaires soient jugés et exemplairement punis, que tous les détenus soient relâchés, que le départ des gendarmes des localités dont la population le revendique soit effectif. Un pouvoir ayant comme seul projet politique le sous-développement du peuple et pour seules réponses à ses revendications la répression et les balles assassines, doit impérativement partir.

Pour concrétiser ces objectifs qui redonneront l'espoir et la dignité à notre peuple, il est nécessaire qu'on garde notre mobilisation intacte, qu'on fédère toutes les dynamiques et initiatives qui sont, en partie ou entièrement, d'accord avec nos revendications et notre démarche dans le but de donner à notre mouvement une envergure nationale. Pour cela, le mouvement de la communauté universitaire et de la société civile, réuni le jeudi 10 mai 2001 à l'université de Bgayet, a dégagé un comité provisoire de wilaya, composé de représentants de syndicats, de comités de communes, de villages et de quartiers, d'associations représentatives, de comités d'étudiants, de lycéens et dont les tâches sont les suivantes :

1. Le recensement de toutes les victimes de la répression et l'organisation à leur profit d'un soutien matériel. Nous signalons à cet effet l'appel aux travailleurs de l'éducation de notre wilaya lancé par leur syndicat (SETE) à verser une journée de salaire aux profit des victimes. La même décision a été prise par les travailleurs de la santé d'Amizour.

Partout, à travers la Kabylie, se remettent en place les comités de village qui multiplient les initiatives, marches, veillées aux bougies, délégations auprès des autorités.

Mais c'est à Béjaïa, la métropole économique, et dans la vallée de la Soummam, plus urbanisée que la haute Kabylie, dans cette région de vieille tradition du Parti socialiste des travailleurs (PST) dans les mouvements sociaux, que se déroule le processus le plus intéressant. Autour du bastion syndical enseignant se construit une coordination avec des comités de villages, des comités de quartiers, des structures syndicales et un collectif universitaire. Au sein des structures de base, initiées par des militants le plus souvent à gauche, on insiste sur l'intégration de jeunes plus représentatifs de la rage populaire. Cette organisation, qui étend progressivement sa représentativité jusqu'aux wilayas limitrophes, poursuit la tradition des comités de village de 1980, celle des mobilisations

2. Le recueil des témoignages sur les assassinats et celui des victimes, sur la répression, les tortures et humiliations qu'ils ont subies avec l'objectif d'écrire un livre noir sur les événements et de servir la commission d'enquête populaire.

3. La poursuite des négociations avec les différentes autorités pour la libération de tous les détenus et voir l'avancement des autres revendications socioculturelles et démocratiques de notre mouvement.

4. L'organisation de la mobilisation populaire et des futures actions à entreprendre jusqu'à satisfaction de nos revendications

5. L'élargissement de notre mouvement dans notre wilaya et à d'autres régions du pays, en coordonnant nos efforts avec tous ceux qui vont dans le même sens, en organisant des meetings dans nos villages et en multipliant les rencontres nationales. L'implication de tous et de toutes est indispensable pour relever ce défi : celui de faire reculer la misère sociale, d'imposer notre droit au logement, au travail et à une vie digne, notre droit aux libertés individuelles et collectives, notre droit au Tamazight dans toutes ses dimensions (identitaire, linguistique, culturelle . . .).

Pour toutes ces raisons et dans le cadre de notre programme d'action nous appelons les citoyennes et citoyens de la wilaya de Bgayet à faire de la journée du 19 mai 2001 une journée de Grève et de Protestation suivie d'une Marche et d'un Meeting au chef lieu de wilaya, à partir de l'Université.

**Pour la communauté universitaire et la société civile
Le comité provisoire de wilaya de Bgayet**

NB : Le comité provisoire de la wilaya de Bgayet appelle tous les comités, au niveau national, s'inscrivant dans une telle dynamique populaire, à une réunion de concertation le jeudi 17 mai 2001 à 10h à l'Université de Bgayet. La prochaine réunion de notre comité aura lieu le lundi 14 mai 2001 à 10h à l'Université.

gigantesques du Mouvement culturel berbère de 1989 à 1993, celle du front contre la misère en 1991.

En juillet 1998, les jeunes émeutiers révoltés par l'assassinat de Matoub Lounes s'engouffraient dans le forum des rebelles pour les libertés, dirigé par les leaders actuels du comité populaire de la wilaya de Béjaïa. Ce comité répète inlassablement ses appels à manifester malgré la répression. Ainsi le 3 mai : « *Notre marche a été réprimée dans le sang et stoppée mais demeure notre détermination à imposer le départ des brigades de la gendarmerie de toutes les régions et communes qui le revendiquent, à imposer notre droit de marcher, à avoir un travail et un logement et à faire aboutir le combat amazigh dans toutes ses dimensions. Nous appelons toutes les citoyennes et tous les citoyens à désigner leurs représentants dans tous les quartiers, villages, usines universités, établissements scolaires. Nous appelons à une grève générale, à l'exception des transports, le lundi 7 mai et à venir massivement au meeting populaire* » (2) Lundi 7 mai, après le meeting aperçu sur les télévisions du monde entier, une immense procession, de dizaines de milliers de personnes, traverse les rues de Béjaïa désertées par la police. Le droit de manifester est reconquis par les Algériens.

Mais ce travail gigantesque est occulté, la manifestation du 3 avril appelé par des syndicats et des comités populaires est décrite comme « *des troubles à Béjaïa* », celle du 7 mai comme « *un petit événement* ». Rarement on signalera que les animateurs sont « *d'anciens militants d'extrême gauche* », sans autre précision. Pourtant certains titres arabophones désignent le PST.

La Coordination des Aarouch de Tizi Ouzou

A Tizi Ouzou, la capitale symbolique de la résistance kabyle, la jeunesse radicale ne trouve pas dans la génération précédente un personnel militant pétri des traditions politiques de gauche. La structuration est plus tardive, la représentativité est imparfaite, les débats sont moins riches mais la presse et les élites sont tournées vers Tizi, centre historique du mouvement berbère. Des appels contradictoires à des grèves et à des actions de protestation sèment d'abord la confusion. Puis, une première rencontre à lieu à Beni Douala, pour honorer la mémoire du jeune Moumouh assassiné. Les comités de villages qui se proclament un peu partout décident de se fédérer par tribu (*Aarch*, pluriel *Aarouch*), mettent l'accent sur une affirmation plus identitaire que sociale et fon-



dent leur coordination à Illoula autour d'une plate-forme qui ne fait pas autant de place aux préoccupations sociales. Renouant avec les rites de l'ancienne structure gentile (3), ils conçoivent leur action comme une action des sages pour un encadrement du mécontentement populaire. Les jeunes réussissent, difficilement, à s'y faire accepter et à y faire intégrer les comités de quartier. La marche noire du 14 mai à Tizi Ouzou, immense, établit la représentativité et le rôle dirigeant de la coordination des *aarouch*, même si la jeunesse conserve quelque distance avec les organisateurs. Une marche de 10 000 femmes à Tizi exprime avec éloquence que les temps actuels ont dépassé l'univers patriarcal bâti sur le droit d'aïnesse et l'exclusion des femmes. Les femmes de Béjaïa et d'Azazga manifestent également par milliers. Les revendications des manifestants et des comités sont, à Béjaïa comme à Tizi, le départ des gendarmeries et des brigades

anti-émeutes, une deuxième session pour le bac, la punition des responsables, la satisfaction des besoins sociaux, et le tamazight comme langue nationale et officielle.

La coordination inter-wilayas et la marche du 14 juin

Ce mouvement d'auto-organisation populaire est appuyé par une mobilisation étudiante à Oran (métropole de l'Ouest algérien) et Alger, la capitale qui est aussi la plus grande ville kabyle (juste devant Paris). Symbolique à Oran, bien qu'elle y constitue le noyau dur de l'expression démocratique, la mobilisation étudiante, initiée par une coordination des comités étudiants autonomes, est décisive à Alger. Rivalisant, le 3 Mai, avec les marches convoquées dans la capitale, par les appareils du FFS et du RCD, les étudiants avaient tenu tête courageusement, malgré une centaine de blessés, à un

2. Appel de la communauté universitaire et de la société civile, Bgayeth, le 3 mai 2001.

3. Zone montagneuse, à l'est d'Alger, la région de Kabylie a été à travers les âges un refuge contre les occupants. Et c'est parce qu'elle est ainsi qu'elle a conservé plus qu'ailleurs le parler berbère, tamazight. Du coup, malgré l'émigration massive vers les grandes régions urbaines d'Algérie comme vers la France, la Kabylie est restée longtemps à l'écart du processus de modernisation urbaine, dernière concernée par la généralisation du mode de production capitaliste. Karl Marx, de passage à Alger, avait signalé la survivance de l'organisation communautaire pré-capitaliste. *Tajmaath*, en arabe la *djmaa*, littéralement l'assemblée, regroupe, sur le mode patriarcal, les représentants des

familles du village, les vieux sages, bien sûr, et administre le village organisant les travaux collectifs, les travaux de solidarité de la communauté envers un des siens, le règlement des conflits...

L'histoire a retenu qu'une coordination de ses structures au niveau tribal et inter-tribal a décidé il y a quelques siècles l'exhérédation des femmes (il est assez naturel que l'organisation patriarcale soit misogyne) pour éviter l'émission des terres par l'application du droit musulman des successions. Fondée sur une réalité d'exploitation agricole collective, cette organisation traverse les différentes phases de notre histoire, l'occupation arabe, la domination turque comme la colonisation française, avant de voir l'urbanisation progressive et la généralisation du salariat saper ses bases et réduire son autori-

té.

Au courant du printemps berbère de 1980, des comités de villages fondés par de jeunes militants radicaux, souvent universitaires, les supplantent et les *tajmaath* qui survivent inégalement à travers la région se voient réduites à la police des mœurs et à une existence formelle. C'est sur la base de cette forte culture communautaire que s'est ancrée la tradition des comités de village qui ressurgissent à chaque nouvelle radicalisation.

Ce sont souvent des militants de ces comités de village de 1980 qui se sont remis en activité dans la région de Tizi Ouzou et leur référence aux *Aarouch*, fortement marquée d'affirmation identitaire, ne correspond pas à la réalité sociologique. L'urbanisation ayant quand même pas mal brassé les populations.

dispositif policier impressionnant. Ils étaient dix mille le lendemain, acclamés par la population, à descendre vers le palais du gouvernement où ils devaient déposer leur plateforme lue à la télé nationale. C'était une petite escarmouche au regard du drame sanglant de Kabylie, elle eut néanmoins une importance considérable.

Le spectre de l'extension de la révolte à l'Algérois paralyse le pouvoir et réconcilie un peu les jeunes Kabyles avec leur pays qui s'émeut si peu des odieux assassinats. Plusieurs comités de quartiers sont mis en place dans l'Algérois. La manifestation de Ain Benian se termine par des affrontements. Une coordination locale prépare la libération du « Club

des Pins » (une zone touristique réservée aux dignitaires du régime et interdite aux citoyens ordinaires). Une coordination nationale inter-wilayas se met en place le 7 juin et annonce une marche sur Alger pour le 14 juin.

Les débats sur la plate-forme confirment le déphasage des structures de Tizi avec les

Les revendications des comités populaires en débat

La première plate-forme a été adoptée le 7 juin 2001 par l'Assemblée générale des comités populaires des six wilayas (départements) suivants : Bédjaia, Bordj Bou Arréridj, Bouira, Boumerdès, Sétif, Tizi Ouzou et le Collectif des comités autonomes de l'Université d'Alger, tenue à l'Université de Bédjaia Le 11 juin, une nouvelle Assemblée générale des représentants des mêmes structures a décidé de la modifier à la demande de certains comités plus conservateurs de la région de Tizi Ouzou, pour

préserver l'unité des structures du mouvement populaire, certaines des revendications formulées le 7 juin — en particulier celle concernant le Code de la famille — apparaissant dépasser le niveau de conscience des comités dominés par des courants plus traditionalistes. C'est donc la seconde plate-forme qui a été adressée aux autorités par les manifestants du 14 juin à Alger. Mais au sein du mouvement le débat se poursuit. Nous publions ci-dessous les deux plates-formes.

Plate-forme commune de revendications (adoptée le 7 juin)

I. Contre l'injustice et l'impunité.

1. Pour la prise en charge urgente par l'État de toutes les victimes, blessés et familles des martyrs de la répression durant ces événements.
2. Pour le jugement par les tribunaux civils de tous les auteurs et commanditaires des crimes et leur radiation des corps de sécurité.
3. Pour un statut de martyr à chaque victime de la [lutte pour la] démocratie.
4. Pour le départ immédiat des brigades de gendarmerie et des renforts des CNS [Compagnies nationales de sécurité].
5. Pour l'annulation des poursuites judiciaires et l'acquiescement de ceux déjà jugés.
6. Pour une session spéciale des examens nationaux pour tous les niveaux d'enseignement.
7. Pour le départ immédiat des responsables et ordonnateurs de la répression et la protection des témoins des drames.
8. Arrêt immédiat des expéditions punitives contre la population, des

1. Berbère en tamazight (langue berbère).
2. "Hogra" est un algérianisme signifiant arbitraire et misère, "tamheqranit" signifie la même chose en tamazight.
3. Les "logements promotionnels" sont des logements mis en vente avant leur construction, dont les prix définitifs dépassent fréquemment les capacités des acheteurs qui ont déjà effectué des versements. Il y a de très nombreux logements de ce type qui sont vides, alors que la crise du logement est manifeste.

intimidations et des provocations.

9. Rejet des commissions d'enquête [initiées] par le pouvoir.

II. Revendications démocratiques

1. Satisfaction de la revendication Amazighe (1) dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, culturelle et linguistique) sans référendum et sans conditions.
2. Mobilisation des moyens humains et matériels pour la consécration du tamazight en tant que langue nationale et officielle.
3. Liberté d'expression, d'opinion et de conscience.
4. Respect des libertés individuelles et collectives.
5. Liberté de manifestation, de réunion et d'organisation.
6. Levée immédiate de l'état d'urgence et l'ouverture des champs médiatique et politique.
7. Contre Tamhoqranit (hogra) (2) et toutes les formes d'injustice et d'exclusion.
8. Abrogation du Code de la famille et la consécration de l'égalité entre les hommes et les femmes.
9. Retrait des amendements du Code pénal relatifs à la restriction de la liberté d'expression et d'information.
10. Mise sous autorité effective des instances démocratiques élues de toutes les fonctions exécutives de l'État ainsi que des corps de sécurité.

III. Revendications socio-économiques

1. Contre les politiques de sous-développement, de paupérisation et de clochardisation du Peuple Algérien.
2. Pour une école publique, moderne, gratuite et ouverte sur l'universalité.

3. Pour une santé publique gratuite et de qualité.

4. Pour la réhabilitation des secteurs industriel et agricole et le lancement des projets de développement générateurs d'emplois.

5. Transfert immédiat des logements promotionnels (3) au social et lancement de nouveaux chantiers de construction pour la satisfaction des besoins du peuple en logements.

6. Institution d'une allocation de chômage pour tout demandeur d'emploi à hauteur de 50 % du SNMG [Salaire national minimum garanti].

7. Pour un plan d'urgence socio-économique pour toute la région de la Kabylie.

8. Non à la dilapidation des biens du peuple.

La coordination Inter-Wilaya

Plate-forme commune de revendications

(adoptée le 11 juin en vue de la manifestation du 14 juin à Alger)

1. Pour la prise en charge urgente par l'État des victimes, blessés et familles des martyrs de la répression durant ces événements.

2. Pour le jugement par les tribunaux civils de tous les auteurs, ordonnateurs et commanditaires des crimes et pour leur radiation des corps de sécurité et des fonctions publiques.

3. Pour un statut de martyr à chaque victime de la dignité au cours de ces événements et la protection de tous les témoins du drame.

4. Pour le départ immédiat des brigades de gendarmerie et des renforts des Compagnies nationales de

sécurité (CNS).

5. Pour l'annulation des poursuites judiciaires et l'acquiescement de ceux déjà jugés.

6. Arrêt immédiat des expéditions punitives contre la population, des intimidations et des provocations.

7. Dissolution des commissions d'enquête initiées par le pouvoir.

8. Satisfaction de la revendication amazighe dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, culturelle et linguistique) sans référendum et sans conditions et consécration du tamazight en tant que langue nationale et officielle.

9. Pour un État garantissant les droits socio-économiques et toutes les libertés démocratiques.

10. Contre les politiques de sous-développement, de paupérisation et de clochardisation du peuple algérien.

11. Mise sous l'autorité effective des instances démocratiquement élues de toutes les fonctions exécutives de l'État ainsi que des corps de sécurité.

12. Pour un plan d'urgence socio-économique pour toute la région de la Kabylie.

13. Contre Tamhoqranit (hogra) et toute forme d'injustice et d'exclusion.

14. Pour un réaménagement au cas par cas des examens régionaux pour les élèves n'ayant pu les passer.

15. Institution d'une allocation de chômage pour tout demandeur d'emploi à hauteur de 50 % du Salaire national minimum garanti (SNMG).

Nous exigeons une réponse officielle urgente et publique à cette plate-forme de revendications.

La coordination Inter-Wilaya



préoccupations des jeunes révoltés mais l'unité se fait sur le minimum commun en restreignant les préoccupations démocratiques et surtout sociales. Le principal argument des aarouchs est de ne pas se substituer aux partis politiques. Exit, la liberté de la presse, les droits des femmes, le maintien de la médecine gratuite et de l'école publique, la revendication de l'emploi et du logement comme celle de la levée de l'Etat d'urgence.

Mais cette reculade pour la bonne cause, pour ne pas se couper des structures que s'est donné le mouvement réel, nous offre l'occasion d'une magnifique campagne pédagogique autour de ces mots d'ordre. La gigantesque manifestation du 14 juin, la plus importante de l'histoire du pays, commence avec cinq heures d'avance pour faire de la place aux nouveaux arrivants. Son ampleur renvoie les regroupements militants du RCD et du FFS à l'univers des anecdotes. Le ministre de l'intérieur reconnaît 30 kms de cortège de bus. Et il est vrai que les moyens de transport disponibles constituaient la principale limite.

L'insuffisance de la mobilisation algéroise en était une autre car ils n'étaient que quelques dizaines de milliers. Les jeunes venus pour une marche pacifique étaient parfois armés. Déterminés à monter vers la présidence malgré l'interdiction, ils affron-



tent après douze kilomètres de marche un barrage policier privé d'armes à feu par précaution pour éviter une hécatombe sous les yeux de la presse internationale et du peuple d'Alger. (Des tirs par balles, à confirmer, auraient eu lieu). Mais alors que les habitants de divers quartiers d'Alger distribuent nourriture et eau, recueillent les blessés, le pouvoir réussit à mobiliser de jeunes pillards parmi les

groupes de supporters locaux et joue à opposer les Kabyles et les Algérois. En fait cette marche d'un million de personnes, triomphe de la capacité de mobilisation de la coordination interwilayas, finit par des combats violents alors que 95 % des marcheurs ne sont pas encore arrivés. Quel groupe de perturbateurs, quel barrage de police peut donc arrêter un million de personnes ?

La faiblesse de la direction du mouvement, encore en chantier, la remise en cause de la plate-forme qui a paralysé tout l'encadrement la semaine précédant la marche, et surtout l'inexpérience sur le plan de l'organisation du service d'ordre, ont empêché le triomphe. A l'annonce de la répression, les manifestations violentes reprennent partout en Kabylie alors même que les marcheurs n'ont pas quitté Alger. Cette formidable combativité se fixe l'objectif d'une revanche dans les rues d'Alger pour le 29 juin ou le 5 juillet. Alors que la direction cherche une perspective

plus constructive que de faire déferler des centaines de milliers de Kabyles dans les rues d'Alger sans les Algérois et les faire converger avec les révoltés d'Annaba, Constantine, Tarf, Guelma... La rage des jeunes Kabyles blessés par la déconvenue d'Alger est immense. Après la destruction l'avant-veille à Tizi du local fédéral du FFS,

puni pour avoir osé diffamer la coordination, ils s'attaquent à ce qui reste de leur ville abandonnée par la police. La direction du mouvement, aujourd'hui en réunion, saura-t-elle offrir des perspectives à la mesure de l'enjeu ?

Contrôle populaire ou double pouvoir ?

La revendication du départ des gendarmes et des brigades anti-émeutes n'a pas faibli malgré le renouvellement des effectifs et le cantonnement des gendarmes dans leurs casernements. Depuis plusieurs semaines, des comités négocient des trêves temporaires avec le wali, obtenant le retrait des forces de police pour permettre à la population de dormir une nuit ou deux. Puis le comité de wilaya interpelle les autorités pour



généraliser ses dispositions. A l'occasion des épreuves du bac, les gendarmes sont refusés par le comité de wilaya de Béjaia et ils sont remplacés par des policiers communaux tolérés. Parce que leur position est intenable, le pouvoir préfère retirer ses flics et gendarmes de la confrontation et jouer le pourrissement. A Béjaia, privée de téléphone, on menace de couper l'électricité. Partout des citoyens s'adressent aux comités pour des attributions habituellement dévolues aux gendarmes. Comme ce policier communal qui vient déposer une déclaration de perte devant des militants rigolards expliquant qu'il ne veut pas violer le boycott décrété par le comité

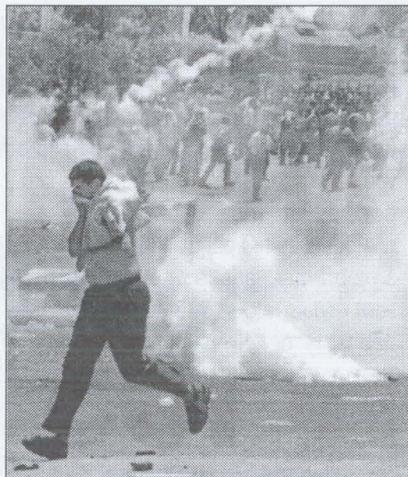
Mais les comités populaires ne sont pas organisés en contre-pouvoir, certes, leur autorité est immense et s'impose même aux représentants de l'État mais si la question du monopole des armes s'est posée dans les AG autour de la question des gendarmes, le comité ne s'organise pas comme autorité locale ni sur le plan administratif ni sur le plan militaire, évidemment. Il se conçoit

Algérie

essentiellement comme un comité organisateur de la lutte revendicative même si l'effondrement des institutions étatiques, la soumission des responsables administratifs qui crient « *Pouvoir assassin !* » lors de la marche des fonctionnaires, l'allégeance des notables politiques locaux FFS et RCD, ouvre cette possibilité. Certes, il ordonne les boycott, réquisitionne les véhicules pour marcher, commande toute sorte de travaux sans payer. Malgré une légitimité populaire incontestable et la disponibilité inexploitée de la force de frappe turbulente des jeunes radicalisés, les comités, embryons de double pouvoir, sont encore loin de se poser en alternative. L'extension nationale de la révolte, qui n'a pour elle ni la tradition kabyle ni la profondeur, tire aussi vers l'arrière une direction soucieuse de ne pas isoler la région. Pourtant, dans les villes kabyles désertées par la police et abandonnées à la colère des jeunes, un pas qualitatif doit être franchi sous peine d'effondrement du mouvement.

Un pouvoir aux abois, des partis discrédités

Le premier discours du pouvoir est celui de la matraque et des tirs à balles réelles. On



ose même le justifier en invoquant...

l'indisponibilité des balles en caoutchouc. Bouteflika prononce un immense discours économique sans le moindre mot de compassion pour les victimes de la tragédie. Il s'envole vers le Nigéria pour présider une rencontre sur le Sida en Afrique. Mais la détermination de la jeunesse ne se laisse pas réduire et ce mépris la conforte. La parole est alors donnée à des notables de la région pour appeler au calme pendant que le pouvoir continue d'agresser les manifestants. Badredine Djahnine qui est convié en tant que secrétaire général du syndicat des enseignants leur dira : le pouvoir est responsable, vous voulez le calme, arrêtez la répression, reconnaissez le Tamazight, donnez du travail, donnez des logements.

Après douze jours de violences,

Bouteflika parle enfin, pratiquement pour ne rien dire. Le pouvoir s'efforce d'éviter l'irréparable, d'empêcher un bain de sang qui engagerait un processus de séparation inéluctable. Mais ses gendarmes continuent de tirer avec des balles « normales », dira un responsable soucieux de démentir l'usage de balles explosives. La contestation continue de s'étendre. En rupture avec le RCD qui quitte enfin le gouvernement, le pouvoir tente de se donner le FFS comme interlocuteur responsable. Malheureusement la marche d'Alger du grand parti kabyle, fortement médiatisée, n'intéresse personne en Kabylie et le report du bac dans les régions affectées que le pouvoir fait mine de concéder au parti d'Ait Ahmed, provoque de nouvelles manifestations : « *Non au bac régional ! Pour une deuxième session nationale !* »

A son quatrième discours Bouteflika découvre enfin la volonté des jeunes kabyles

Document

Déclaration du PST du 13 juin 2001

Tous ensemble contre la Hogra et la misère !

Au moment où la jeunesse de Khenchela, d'Annaba, d'Ain Fakroun et de Sour el Ghazlane vient brutalement rappeler que la haine de la hogra et de la misère peut se crier dans toutes les langues du pays, la Kabylie prépare, ce jeudi 14 juin, après sept semaines d'insurrection sans armes, le plus imposant rassemblement humain de l'histoire de notre pays.

Après la grève massive initiée par les pétroliers contre la politique de démantèlement économique et de misère, la révolte radicale et unitaire de la jeunesse de Kabylie contre l'arbitraire répressif et le mépris social constitue un tournant historique majeur, car elle témoigne du réveil de la mobilisation populaire contre l'ordre des bourgeois civils et militaires.

Tous les jours dans les rues de notre pays le droit de manifester, celui de s'exprimer se reconquiert dans la douleur. Et si le pouvoir entrouvre sa télé, il interdit toujours aux médias publics de remplir un rôle de service public d'information ; si Bouteflika dégrade le ministre qui voulaient tout vendre et s'il bredouille qu'il ne veut plus céder les usines au dinar symbolique, il continue à négocier la liquidation du secteur public ; s'il achète

des lances à eau à ses matraqueurs, il n'a toujours pas compris qu'il n'est pas "normal" d'employer des balles "normales" contre des citoyens sans armes qu'on est censé protéger. Quant aux promesses vagues de s'occuper du tamazight plus tard, elles ne sauraient suffire de la part de l'homme qui a osé dire "jamais" en plein Tizi Ouzou.

Le pouvoir, qui matraque ses propres députés et ministres à Alger, pense qu'on peut lui demander gentiment le droit de crier sa colère huit jours avant la mort de Moumouh qui la déclenche, il philosophe sur la hogra au lieu de donner la parole au peuple mahgourine et à ses comités de lutte, il continue d'ignorer notre refus de la misère alors que les ressources publiques permettraient d'engager un gigantesque effort de relance.

Les militants du PST qui subissent, avec le peuple, la clochardisation sociale décrétée par les gouvernements successifs aux ordres du FMI et des grandes puissances et qui se heurtent au rétrécissement agressif des espaces de liberté conquis par la jeunesse en octobre 1988, sont solidaires de la révolte de notre jeunesse. Parties prenantes, dans les quartiers, les villages, les syndicats, les universités et les associations, du formidable processus d'auto-organisation des masses populaires de Kabylie, les militants du PST manifesteront ce jeudi sur la plate-forme et derrière les cadres organisationnels reconnus par le mouvement populaire lui-même.

Aujourd'hui rejointe par Khenchela et Annaba, l'insurrection de la jeunesse de Kabylie, qui retient l'attention de l'Algérie entière concernée par la misère sociale et la même oppression politique, ne s'arrêtera pas là. Elle pose des problèmes fondamentaux, comme celui des libertés populaires, du droit à la dignité sociale et à la dignité citoyenne, le problème des institutions armées et du contrôle populaire, le problème de la pratique bourgeoise de la politique et celui de la démocratie véritable. Et si l'exigence de la liberté linguistique fait l'unanimité, le combat pour l'émancipation juridique et sociale de la femme a commencé.

Le combat continue :

- pour une politique économique au service des masses populaires ;
- pour un programme urgent qui prenne en charge la satisfaction des besoins de la population en matière d'éducation, de santé et de logement en utilisant le travail de notre jeunesse à l'abandon ;
- pour le respect des libertés populaires, libertés d'expression, d'organisation, de réunion, d'association sans contrainte ni agrément ;
- pour le Tamazight langue nationale et officielle à côté d'un arabe proche de la langue du peuple ;
- pour un ordre politique au service des travailleurs, de la jeunesse et de la majorité populaire.

Alger, le 13 juin 2001

de s'identifier à toute la jeunesse du pays et accorde une deuxième session du bac à tous les Algériens. Echaudé par le recours aux notables locaux puis par le FFS totalement discrédité, Bouteflika annonce alors qu'il ne recherchera plus d'intermédiaires et qu'il négociera avec les intéressés eux-mêmes et se prépare à établir le contact avec les comités populaires. C'est aussi le moment où la presse découvre à l'unisson la coordination des aarouchs. Exotisme des occidentaux, référence identitaire et volonté d'occulter le processus bedjaoui démocratique représentatif mais radical et de gauche : tous ont contribué à dissimuler la réalité populaire grandissant du même coup une direction qui se veut conservatrice.

Un nouvel élan pour la gauche

Le 28 mars, la grève générale impressionnante des pétroliers, soutenue par de nombreux secteurs comme les métallurgistes, est portée par la sympathie populaire. Bouteflika décontenancé par l'audace ouvrière se voit contraint de ralentir le train de sa libéralisation et d'envisager quelques mesures de relance. Un mois plus tard, l'insurrection kabyle commence et bouleverse les données politiques : elle a pratiquement reconquis le droit pour tous de manifester, en dépit de l'Etat d'urgence. La télé s'est entrouverte alors que Bouteflika l'avait interdite à l'opposition, la police s'est procurée des lances à eau et a été débarrassée des armes à feu, les lycéens de tout le pays ont obtenu une deuxième session du bac, la tripléte des ministres ultra-libéraux a été démise ou marginalisée laissant place à des apparatchiks maison... Et Bouteflika bredouille même des reproches à ceux qui voulaient tout vendre.

L'espoir est revenu parmi les masses populaires. Bouteflika, incapable de recevoir un million de personnes qui venaient lui remettre pacifiquement leurs revendications, au demeurant fort modestes, se voit déshonoré. Alors que les responsables venaient de faire savoir leur accord pour laisser les marcheurs avancer vers la présidence, une bombe lacrymogène provoque l'embrassement. Si les organisateurs et le mouvement subissent une déconvenue terrible après un tel effort, Bouteflika et son régime perdent une occasion difficile à retrouver. Leur mise en scène chauvine opposant Kabyles et Algérois est sans effet maintenant que toutes les villes de l'Est connaissent des manifestations sur les mêmes mots d'ordre sociaux et sur la même dénonciation de la Hogra.

Dans les régions arabophones, c'est l'is-

Document

Déclaration du PST du 1 mai 2001

L'expression tragique du désespoir de centaines de milliers de jeunes face à une répression d'une brutalité inacceptable vient opportunément rappeler aux gouvernants qu'ils ne peuvent décider seuls du devenir de notre peuple. Les machinations savantes invoquées ici et là ne sont d'aucune utilité pour comprendre. On a raison de se révolter quand la situation est révoltante. Les responsabilités aussi, sont clairement établies. Car qui donc est responsable du désespoir de cette jeunesse privée d'avenir, sans travail, sans logement, sans vie sociale, sinon cette politique qui a décidé cyniquement de mettre en œuvre le suicide économique et la régression sociale décidés par le FMI des grandes puissances ? Qui a osé refuser "à jamais" l'officialisation du Tamazight, refusant l'appartenance nationale à toute une communauté de notre peuple ? Qui est responsable de l'étroitesse humiliante des moyens légaux et pacifiques d'exprimer sa colère, sinon ce pouvoir qui conteste la liberté de manifester même aux milliers d'ouvriers en grève, ce pouvoir qui régent le droit de s'associer et conteste celui de créer un parti même à ses anciens ministres, ce pouvoir qui monopolise les médias publics et menace la presse. Qui est responsable de l'absence de représentation crédible des préoccupations populaires sinon ce régime qui s'est attelé à défaire tous les acquis d'octobre 1988 et à démanteler les embryons d'organisation populaire au profit de représentations falotes qu'il humilie au sein de ses institutions discréditées, ce régime qui ose contester aux Algériens le droit à la diversité d'opinions sur la langue, sur la place de la religion et qui dénonce la lutte légitime pour la défense des intérêts sociaux de la majorité populaire

Les partis bénéficiaires du vote de la région payent aujourd'hui le prix de leur complaisance à l'égard des mesures vexatoires imposées par le régime. Mais ces jeunes qui protestent contre leur exclusion sociale leur font surtout payer leur complicité avec le libéralisme qui appauvrit, leur participation au concert de louanges unanime pour des réformes libérales odieuses, leur partici-

pation aux nouvelles élites sociales qui les écrasent avec arrogance. Et la ressemblance de leurs députés et de leurs élus locaux avec le reste du personnel politique soucieux de ses privilèges et de ses petites affaires a discrédité la pratique politique des notabilités bourgeoises.

La répression qui multiplie les morts et les blessés par balles prouve le mépris des gouvernants et aggrave la colère légitime des jeunes. Malgré son opposition à l'islamisme la jeunesse kabyle en désarroi se réfère aux groupes armés intégristes pour exprimer l'aspiration à un changement radical. Qu'on ne se y trompe pas, si la tradition politique de la Kabylie est spécifique, le désespoir des jeunes est le même partout. Il s'exprime dans la violence des slogans politiques des stades, il couve dans la marginalité.

L'inquiétude des travailleurs, la détresse des retraités et des « compressés » se sont exprimées dans l'unanimité populaire autour des journées d'action des 20 et 28 mars. Elles se sont confirmées lors de ces journées tragiques par le refus populaire de se démarquer des jeunes malgré les conditions pénibles causées par les affrontements. Plus que jamais s'impose la nécessité d'un vaste mouvement représentant les aspirations populaires pour imposer le changement.

Après son plaidoyer pour la mondialisation libérale qui contredit mot pour mot ses promesses populistes du début, les promesses tardives et vagues de Bouteflika ne peuvent nous satisfaire. Puisque le pouvoir prétend reconnaître la légitimité de la révolte des jeunes, il doit satisfaire leurs revendications qui rejoignent celles des travailleurs en lutte et celles des masses populaires victimes de la hogra et de la misère. En annonçant l'arrêt immédiat du démantèlement du secteur public et de l'économie nationale et l'engagement d'un plan de relance sérieux avec une création d'emplois urgente et massive et la prise en charge des besoins sociaux impérieux. En s'engageant pour l'officialisation du tamazight par des mesures immédiates. En levant immédiatement toutes les entraves aux libertés d'expression, d'organisation, de réunion, de manifestation et de grève. En infligeant une punition exemplaire aux responsables de la répression identifiés par une enquête rigoureuse et transparente.

Alger, le 1 mai 2001

lamisme qui a exprimé la révolte des démunis... Sa défaite, c'est aussi la défaite du peuple. Son impuissance autant que son égarement dans des pratiques barbares ont discrédité avec la révolte islamiste armée, l'islamisme, la lutte armée et même la révolte.

Cette démoralisation et ce désarroi ne concernent pas la jeune génération, qui fulmine contre un ordre social injuste et explose à Annaba, Constantine, Guelma, etc. Mais pour déboucher sur un cadre organisé, l'absence de référence adulte semblable à l'exemple kabyle va peser lourd. Pourtant, la sidérurgie d'Annaba, les complexes mécaniques de Constantine, la tradition minière de Tébessa, l'usine de cycles en perdition de

Guelma, ont constitué l'avant-garde de la protestation ouvrière. Le pari est de réaliser la jonction entre la résistance ouvrière, la révolte grandissante des jeunes et le mouvement populaire structuré de Kabylie. Si la pression populaire ne réussit pas à faire progresser ses propres solutions, elle sera instrumentalisée pour mettre en selle un des scénarios qui se discutent en ce moment avec les protecteurs impérialistes. Ils permettent tous d'avancer vers le démantèlement du secteur public et le pillage, ils programment tous la perte des acquis sociaux d'un droit du travail décrété trop rigide, ils préparent tous une aggravation de la pauvreté pour que les produits d'ici soient compétitifs. Nous ne les laisserons pas faire. ■

Avril 2001, le début d'un temps nouveau ?

Par
Marc Bonhomme*

Des dizaines de milliers de manifestants se sont opposés le 21 avril à la tenue du Sommet des chefs d'État des Amériques (1) où on a discuté de démocratie pour tenter de masquer la mise en place de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Le sommet lui-même se tenait dans la vieille ville du Québec, encerclé par un périmètre de sécurité fait de béton et de clôture métallique, surnommé immédiatement « *le mur de la honte* » par la population. Si la direction du Réseau québécois sur l'intégration continentale (2) l'avait voulu, tous et toutes auraient pu manifester ensemble dans la « *diversité des tactiques* », les manifestants pacifiques et ceux qui voulaient en découdre avec le « *mur de la honte* » s'approchant ensemble du mur. Mais imposant un trajet qui tournait le dos au « *mur de la honte* », la direction du RQIC se sera laissée piéger par la campagne de peur des organisateurs du Sommet des Amériques.

Pourtant, le succès de foule de la grande marche du 21 avril – plus de 60 000 personnes alors que les plus optimistes en attendaient 50 000 – aura été préparé la veille par le ralliement de 2 000 militants et militantes de la gauche syndicale canadienne – Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), Travailleurs canadiens de l'automobi-



le (TCA), fédérations des Postiers et des Métallos – à la manifestation de 5 000 personnes organisée par le GOMM (3), et soutenue par les Cégeps (collèges pré-universitaires) en grève, qui rejoignait le nord du mur. Pendant ce temps, la manifestation CLAC-CASA (4), comptant environ 7 500 personnes, aboutissait à l'ouest du mur pour prouver qu'il y avait moyen d'y faire une brèche, expérience qui sera répétée le lendemain en plusieurs endroits.

Les forces policières auront fait preuve d'une grande brutalité. Dès le 20 avril, elles enlevaient un dirigeant connu de la CLAC. Le lendemain, elles conquéraient un quartier ouvrier de la haute-ville, en dehors du périmètre de la honte, à coup de gaz lacrymogènes et de balles de caoutchouc, incommodant sérieusement les habitants et blessant plusieurs manifestants, dont un sévèrement. De nombreux habitants du quartier,

déjà sensibilisés par leur comité de quartier, n'ont pas craint d'aider et de soutenir les jeunes radicaux. Plus de 400 manifestants ont été arrêtés et détenus dans des conditions inhumaines (refus de leur fournir boissons et nourriture, fouille corporelle en groupes, cellules surchargées).

La radicalisation de la base de l'Alliance sociale continentale

Les deux à trois mille délégués au Sommet des peuples, entraînés principalement par les femmes, les autochtones, les écologistes et les Latino-américains, ont rejeté vertement les textes initiaux de la direction de l'Alliance sociale continentale, refusant l'insertion des clauses sociales pour plutôt dire « *Non à la ZLÉA !* » qu'ils ont dénoncée comme un projet « *néolibéral, raciste, sexiste et destructeur de l'environnement* ».

* Marc Bonhomme, militant de Gauche socialiste (GS, section québécoise de la IV^e Internationale), est membre de l'exécutif du Parti de la démocratie socialiste dont la GS est une section. Il est délégué du Forum populaire de l'Outaouais contre la ZLÉA à la Table de convergence.
1. Cf. *Inprecor* n° 458 de mai 2001.
2. Le RQIC est une coalition regroupant l'ensemble des fédérations syndicales (FTQ, CSN, CSQ, CSD), le syndicat des infirmières (FIIQ), la fédération des femmes (FFQ), la coalition groupes populaires-syndicats (SPQ), la fédération des organismes de coopération internationale

le (AQOCI), la fédération des groupes environnementaux (RQGE) et plusieurs ONG dont Amnistie Internationale et Alternatives qui en est le secrétariat. Le RQIC est la composante québécoise de l'Alliance sociale continentale, la grande coalition pour l'ensemble des Amériques. Le RQIC, avec son organisation sœur au Canada anglais, *Common Frontiers*, était l'organisateur du second Sommet des peuples. Jusqu'au Sommet des peuples, le RQIC réclamait l'inclusion des clauses sociales et environnementales dans la ZLÉA. Il demandait aussi que l'Alliance sociale

continentale soit incluse dans le processus de négociations à égalité avec le patronat dont la forte participation est officiellement reconnue. Médiatiquement, l'emphase a été mise sur la revendication de la publication des textes de négociations. Le RQIC, avec *Common Frontiers*, était l'organisateur de la grande marche du 21 avril.
3. Le Groupe Opposé à la Mondialisation des Marchés (GOMM) de Montréal et l'Opération Québec printemps 2001 (OQP) de Québec sont les deux coalitions régionales qui ont joué un rôle important dans le cadre des activités

parallèles au Sommet des peuples. Le GOMM, largement étudiant, était plus radical que l'OQP, plus large (le Syndicat de la fonction publique du Québec et l'ONG Alternatives, par exemple, faisaient partie d'OQP).
4. La Convergence des Luttes Anticapitalistes (CLAC) de Montréal et le Comité d'Accueil du Sommet des Amériques (CASA) de Québec sont des regroupements majoritairement composés de libertaires mais aussi de verts, surtout jeunes. Tout en privilégiant l'action directe non-violente ces deux regroupements soutenaient la « *diversité des tactiques* ».

Ils ont refusé de revendiquer la concertation avec les gouvernements et le patronat. La base de l'Alliance réclame un projet de société fondé sur « la démocratie, l'égalité, la solidarité, le respect de l'environnement et les droits humains ».

On aurait plutôt souhaité une plate-forme de mobilisation et un plan d'action dans la suite de l'appel de Porto Alegre. Reste qu'un pas de géant a été fait. On a vite constaté, cependant, que les bureaucraties syndicales québécoises ne se sentent pas contraintes par cette déclaration clairement anti-néolibérale dénoncée à qui mieux mieux par les éditorialistes comme irréaliste. Comme si de rien n'était, lors de leur rencontre annuelle du 1^{er} mai avec le Premier ministre du Québec, pour lequel ils ne tarissent pas d'éloges, les chefs des quatre plus importantes centrales du Québec (FTQ, CSN, CSQ et CSD) en appelaient toujours à la « concertation » et à la « réforme de la ZLÉA ».

L'offensive libre-échangiste n'a pas bronché

Le radicalisme des textes votés au Sommet des peuples, le grand nombre de manifestants, la résolution de la jeunesse anticapitaliste n'auront cependant pas arrêté le projet de la ZLÉA. Québec n'aura pas enrayer momentanément le bulldozer libre-échangiste comme ce fut le cas à Seattle. Les États-Unis ne faisaient pas cette fois-ci face à une Union européenne (UE) prête à défendre les sphères d'influence de ses banques et transnationales. L'autre pays impérialiste, le Canada, présent autour de la table, exporte 40 % de son PIB aux États-Unis, exportations qui génèrent un très important surplus commercial bilatéral. Rien pour encourager les contradictions inter-impérialistes au sein des Amériques.

La crise argentine, qui fragilise le Mercosur, et l'important besoin d'injection de capitaux pour équilibrer le compte courant brésilien, sans compter la mise en place du Plan Colombie à sa frontière Nord, ont fait le lit du profil bas du Brésil, pourtant très



réticent à la ZLÉA. Il aura fallu une faute technique rompant la session à huis clos des chefs d'État pour entendre quelques présidents latino-américains, en particulier celui du Venezuela, souligner la contradiction entre démocratie, d'une part, et misère et inégalité de l'autre.

L'hôte du Sommet des Amériques aura servi la cause impérialiste commune en amadouant les petits pays par la signature d'un accord de libre-échange type avec le Costa Rica, accord qui permet une légère asymétrie des baisses tarifaires. Les deux alliés impérialistes doivent en effet rallier les petits pays pour mieux isoler le noyau dur du Mercosur, centré sur le Brésil, qui tente de jouer l'UE contre l'Accord du libre-échange nord-américain (5), mais non de remettre en cause le libre-échange.



Le Canada aura mis les pays latino-américains sur la défensive en concoquant une prétendue « clause démocratique » qui garantit un processus électoral sous le contrôle des caisses électorales corruptrices, des machines de marketing aliénantes et des monopoles médiatiques à discours unique. En faisant la leçon à Haïti on aura surtout visé le Venezuela et la consolidation de l'exclusion de Cuba, seul pays américain absent du Sommet des Amériques.

On aura auparavant, à Buenos Aires, réaffirmé et précisé l'échéance de la mise en place de la ZLÉA pour 2005 même s'il ne fut pas possible de l'avancer à 2003. La présidence américaine le souhaitait-elle d'ailleurs malgré les apparences, elle qui doit jouer de prudence pour obtenir d'un Congrès protectionniste une procédure de fast track (6) ? Les déclarations ambiguës du Premier ministre canadien au sujet de l'inclusion du chapitre 11 de l'ALÉNA (la charte des investisseurs) dans la ZLÉA est loin d'annoncer une résistance du gouvernement canadien.

Les États-Unis ont d'ailleurs profité du Sommet des Amériques pour lancer une offensive afin d'approfondir l'ALÉNA en proposant d'y intégrer un pacte énergétique auquel jusqu'ici le Mexique s'est toujours refusé. Le Canada refuse même de lier son éventuel accord pour ce pacte à un acquiescement des États-Unis au libre-échange du bois d'œuvre (?? c'est quoi?) alors que les États-Unis ne cessent de durcir leur position protectionniste dans ce dossier.

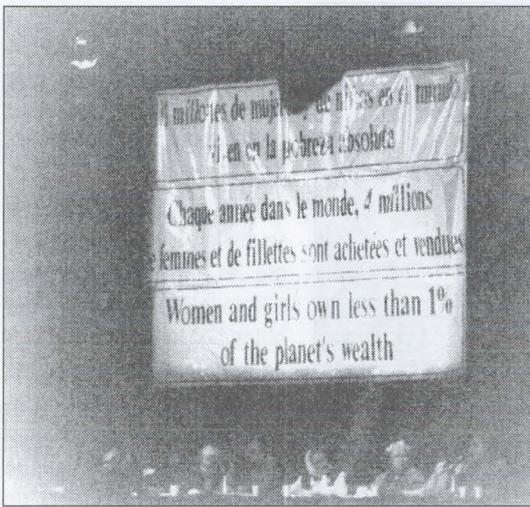
Au Québec, y aura-t-il un avant et un après avril 2001 ?

Avril 2001 signifiera sans doute un bond en avant pour la gauche sociale et politique québécoise. Non seulement y a-t-on vu le point d'orgue de la mobilisation du mouvement antinéolibéral mais aussi une très significative percée électorale d'un candidat indépendantiste de gauche anti-ZLÉA dans la circonscription électorale de Mercier, au cœur de Montréal, lors d'une élection partielle pour combler le siège vacant d'un député-ministre démissionnaire.

Dans l'esprit unitaire de Porto Alegre, quatre petits partis antinéolibéraux et anti-

5. L'ALÉNA a été signé en décembre 1992 par les États-Unis, le Canada et le Mexique dans le but d'éliminer les barrières tarifaires entre les trois pays.

6. Il s'agit d'une procédure aboutissant à un vote autorisant l'exécutif de signer un traité commercial, que le Congrès ne peut plus remettre en cause après la signature. C'est donc un chèque en blanc d'autant plus difficile à obtenir que Bush n'a plus la majorité au Sénat.



capitalistes (7) ont soutenu cette candidature qui a fait passer le vote de la gauche anti-néolibérale de 3 % en 1998 dans ce comté à 24 % le 9 avril, à peine moins que le Parti québécois (PQ) au pouvoir et devançant de loin l'Alliance démocratique du Québec (ADQ, parti populiste de droite se présentant comme l'alternative aux deux grands partis néolibéraux). Fait majeur : plusieurs organisations populaires et surtout d'importantes organisations syndicales ont rompu le « *bloc national* » pour appuyer le candidat de « *l'Union des forces progressistes* ». Plusieurs militants et militantes du PQ, comprenant l'impossibilité de gagner le peuple québécois à l'indépendance néolibérale, ont aussi fait le saut.

Pour regagner l'affection du peuple québécois la nouvelle direction du PQ fait de la surenchère nationaliste. Elle a tenté de profiter de la balourde et chauvine mise à l'écart du gouvernement du Québec des événements protocolaires du Sommet des

7. Il s'agit du Parti de la démocratie socialiste (PDS, dont font partie les militants de la Gauche socialiste, section québécoise de la Quatrième Internationale), du Parti communiste du Québec, du Rassemblement pour une alternative progressiste (RAP, petit parti social-démocrate de gauche) et du Parti Vert.

8. La Table de convergence réunit certains membres du RQIC (FIQ, FFQ, Alternatives), *Common Frontiers* (l'équivalent anglophone du RQIC), le syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), les coalitions régionales, les fédérations étudiantes universitaire et collégiale (FEUQ, FECQ), la Conférence religieuse canadienne (Québec) et plusieurs groupes populaires et ONG dont ATTAC-Québec. La Table avait pour objectif de faire accepter le mot d'ordre « *Non à la ZLÉA* » au Sommet des peuples et de faire pression sur la direction du RQIC pour qu'il y ait une grande manifestation. Elle réclame le respect de certains grands principes démocratiques et écologiques et revendique les demandes essentielles de l'appel de Porto Alegre. La majorité de la Table était toutefois opposée à toute tactique pouvant conduire à l'affrontement dont celles s'en prenant au mur de la honte.

Amériques par le gouvernement fédéral pour paraître contester la ZLÉA. Il était triste de voir la direction du RQIC, toujours fidèle à sa stratégie d'alliance avec les partis nationalistes néolibéraux que sont le PQ et le Bloc québécois (au parlement fédéral), jouer le jeu des réceptions officielles du premier et des consultations du second.

L'hypocrisie des partis nationalistes québécois, connus pour être de chauds partisans du libre-échange depuis des lustres, aura damé le pion à l'opportunisme d'un Nouveau Parti Démocratique (NPD), parti canadien de tradition social-démocrate, en

crise depuis les élections fédérales de novembre 2000. Voulant s'éloigner des syndicats, le NPD recherche du sang neuf auprès de la jeunesse antinéolibérale malgré son accord penaud aux politiques néolibérales du déficit zéro et de baisse des impôts, de négation du droit à l'autodétermination du Québec et d'appui à la guerre contre l'Iraq. Son inconséquence vient d'ailleurs de lui valoir une défaite cinglante, en mai, aux élections de la Colombie britannique, la troisième province canadienne par sa population : après huit ans de pouvoir, le NPD tombe à 3 députés et cède la place à un Parti libéral provincial très droitier.

Organiser l'unité antinéolibérale sur les terrains politique et social

Faut-il souligner l'urgence pour la gauche québécoise d'organiser un parti pluraliste, ou tout au moins une coalition électorale, qui soit de gauche, indépendantiste, féministe et verte. La populaire présidente de la Fédération des femmes, responsable de la Marche mondiale des femmes, jongle avec l'idée d'un parti féministe mais elle vient de se discréditer auprès des jeunes antinéolibéraux en s'associant à la dénonciation de la « *violence* ». Reste que pour devenir un parti de masse, le nouveau parti devra passer le test d'un fonctionnement démocratique radical s'il veut rallier celles et ceux qui se sont mobilisés pour la Marche des femmes et contre la ZLÉA, ces deux grands moments mobilisateurs depuis l'automne dernier.

Cet esprit unitaire devra aussi se manifester pour consolider les coalitions anti-ZLÉA qui ont surgi depuis un an en un mouvement antinéolibéral pluraliste mais unifié, capable donc de se doter d'une plate-forme commune anti-néolibérale et d'un plan d'ac-

tion commun respectant la « *diversité des tactiques* ». Sont spécialement prometteuses les coalitions régionales OQP-2001 et GOMM qui, sur la base d'une claire orientation anti-ZLÉA et de plates-formes alternatives de revendications concrètes (par ex. abolition de la dette du tiers monde, réinvestissement massif dans les politiques sociales et environnementales), ont su se lier tant à la gauche syndicale et populaire qu'à la jeunesse anticapitaliste ainsi qu'à des coalitions sœurs au Canada anglais.

Une fédération de coalitions québécoises serait sans doute à l'ordre du jour, mais aussi une fédération pan-canadienne sinon nord-américaine pour mobiliser contre la réunion du G-8 qui se tiendra au Canada,



probablement à Ottawa, en juin 2002. La radicalisation de l'Alliance sociale continentale par sa base rend peut-être possible la construction d'une grande alliance antinéolibérale à la condition toutefois que les bureaucraties syndicales, qui font fonctionner le RQIC dans l'opacité, soient mises au pas par leurs bases. Cela commence à se faire tant au niveau de certaines fédérations membres de la FTQ, lors par exemple de la manifestation de la GOMM, que des conseils régionaux de la CSN, soit en ayant des contacts avec la CLAC, soit en félicitant la jeunesse radicale pour la percée du mur, soit en joignant les coalitions régionales.

La possibilité d'une grande alliance populaire anti-néolibérale au Québec exige deux conditions qu'il ne sera pas facile de réunir : la rupture du bloc national néolibéral entre le PQ et les bureaucraties syndicales et l'acceptation de la diversité des tactiques non seulement par les centrales syndicales mais aussi par la direction de la Table de convergence (8).

La difficile convergence des rythmes de radicalisation

Les résultats de l'élection dans Mercier et le succès de la mobilisation contre la ZLÉA démontrent un rythme rapide de radicalisation autant du peuple québécois que de sa jeunesse même si les formes en sont fort dif-

férentes. Mais les événements de Québec signalent un début de rapprochement. À la crispation « réaliste » des bureaucrates au nom de la défense de privilèges réels ou virtuels pourrait répondre la fuite en avant gauchiste d'une partie de la jeunesse anticapitaliste.

La radicalisation de la jeunesse tend à prendre une tournure idéologique au niveau du discours, très anticapitaliste et antipatriarcal, et une pratique de confrontation directe privilégiant les débats tactiques. Elle est donc plus visible, plus pointue. La radicalisation ouvrière et populaire, lourde des contraintes de l'emploi et des charges familiales, plus chargée de l'histoire des luttes sociales en recul des derniers 20 ans, plus consciente de la nécessité d'unir le plus grand nombre pour vaincre, se fait davantage sur le terrain des revendications concrètes et des ruptures avec les directions traditionnelles tant politiques que sociales. Les débats portent surtout sur les cibles, les buts, la stratégie et les alternatives. Quand elle s'affirme, elle a tendance à le faire massivement mais par étapes.

On l'a vu dans Mercier avec l'appui du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN et des cols bleus de la Ville de Montréal au candidat des « forces progressistes ». On l'a vu avec la base du RAP, le plus social-démocrate des partis de gauche qui a chassé sa direction sectaire montréalaise parce qu'elle refusait l'unité de la gauche. On l'a vu avec la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), le Syndicat de fonctionnaires du Québec (SFPQ), la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et le Conseil central de l'Outaouais de la CSN qui ont travaillé dans ou avec les coalitions régionales et qui ont soutenu le « Non à la ZLÉA ! » bien avant le Sommet des Amériques.

Les événements de Québec ont amplifié la radicalisation ouvrière et populaire à la base. Le discours idéologique de la CLAC-CASA et celui du Sommet des peuples se sont rapprochés même s'ils ne sont pas sur le même plan. La sympathie de la base syndicale aux assauts du « mur de la honte » était palpable même si elle n'était pas générale et sans réserve. L'actuelle solidarité avec les prisonniers et accusés dépasse les organisations anticapitalistes même si les grandes organisations nationales n'osent pas encore revendiquer une amnistie générale, se contentant de demander une enquête publique sur la répression policière.

Sommet européen de Göteborg : La police tire sur une mobilisation massive

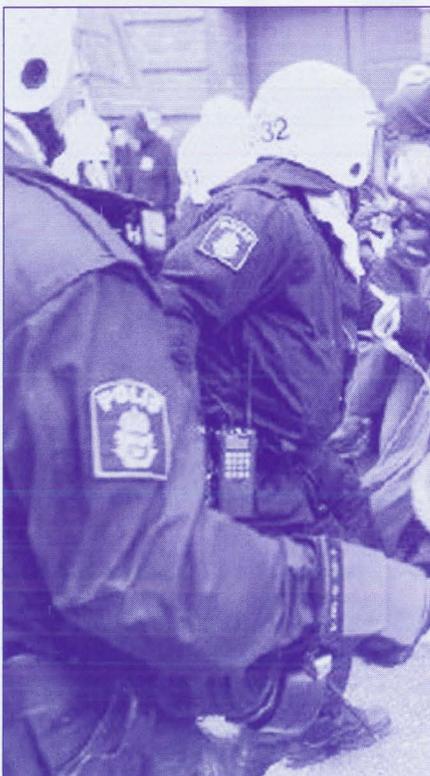
(suite de la dernière page)

essayent de transformer les manifestations en scènes de saccage. A Göteborg les provocations de la police suédoise ont contribué à grossir leurs rangs.

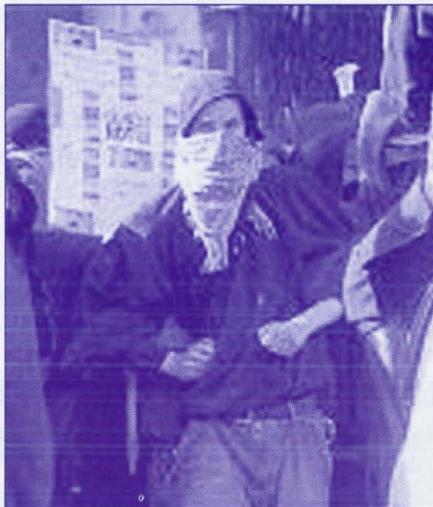
Dans son éditorial, l'hebdomadaire de nos camarades suédois a écrit : « L'attitude du Parti socialiste envers le terrorisme individuel et les émeutes



comme méthode politique n'a pas changé depuis des années. Nous le condamnons et nous menons une lutte politique pour convaincre la jeunesse qui pourrait être attirée par la violence des "habits



Québec & Göteborg



noirs". C'est une lutte patiente au sein du mouvement de masse, aux côtés de nos camarades de travail, pour tenter de le gagner à l'alternative démocratique et socialiste. (...) Après Göteborg il est temps de préparer le sommet de Gênes. Et la conclusion tirée par les dirigeants de l'Union européenne après Göteborg n'est ni de démocratiser ni de modifier la politique néolibérale. Au contraire, le pouvoir politique et financier veut s'enfermer davantage dans sa coquille. Gênes sera soumis à un véritable état de siège. Le Premier ministre Silvio Berlusconi a déjà annoncé la mobilisation de 13 000 policiers, l'interdiction des accès aux frontières aériennes et ferroviaires et l'installation des dirigeants sur un luxueux yacht quelque part au large de la Méditerranée. (...) A Göteborg les officiels n'avaient d'intérêt que pour l'interdiction des manifestations, le recours aux canons à eau et aux gaz lacrymogènes, la généralisation des fouilles corporelles... En somme, un pas de plus vers l'État policier. C'est le résultat obtenu par les "habits noirs" anarchistes, qui préfèrent agir ailleurs lorsque des dizaines de milliers manifestent dans les rues contre le pouvoir. (...) Mais une chose ne doit pas être occultée. Durant ces quatre jours Göteborg fut le théâtre des manifestations les plus massives contre la politique de l'Union européenne jamais vues en Suède. Les milliers de ceux qui ont organisé trois manifestations immenses sans avoir recours à une quelconque attitude menaçante sont les véritables vainqueurs. Ce sont eux qui représentent le futur. » (5)

Jan Malewski

5. Éditorial d'Internationalen du 19 juin 2001.

Une répression policière sauvage : c'est ce qu'on retiendra avant tout du sommet de l'Union européenne à Göteborg en Suède, clos le vendredi 15 juin. Pour la première fois depuis qu'à Seattle, en décembre 1999, des dizaines de milliers de manifestants avaient pris la rue de manière organisée contre la mondialisation capitaliste, la police a employé des armes à feu. C'est aussi la première fois depuis 1920 qu'en Suède on compte trois blessés par balles (tous



Sommet européen de Göteborg : La police tire sur une mobilisation massive

dans le dos !) à l'issue d'une manifestation.

Sciemment ou non, la police suédoise a joué la provocation. Alors que les rues de Göteborg se remplissaient de groupes de manifestants, dès le matin des policiers ont lancé des chiens contre eux, provoquant une réponse violente à la violence de l'attaque. Durant toute la journée des groupes de manifestants étaient harassés par des policiers à cheval — alors que les organisateurs de la manifestation de l'après-midi avaient l'accord des autorités pour que les policiers à cheval soient absents des lieux de la manifestation. Dès le matin la police a chargé les cortèges pacifiques, tentant de les diviser — c'est alors que les premières barricades, plus tard enflammées, ont été bâties pour protéger les manifestants. De plus, ces derniers ont été attaqués à plusieurs reprises par des bandes de néo-nazis, apparemment tolérés par la police...

Parlant au nom des organisateurs de la marche anticapitaliste, Tommy Lindqvist du Parti socialiste (1) a dénoncé cette attitude lors de la

conférence de presse tenue à 18h le vendredi : « *La responsabilité de ce qui est en train de se passer incombe entièrement à la police. Elle a provoqué les manifestants dès les premières heures* » (2). Anders Svenson, représentant du SP au sein du comité d'organisation de la manifestation du 18 juin (15 000 manifestants) a déclaré à l'hebdomadaire du SP : « *Les médias ont eu un comportement scandaleux, ils ont repris verbatim la version de la police sans même tenter de regarder à l'extérieur ce qui se passait* » (3).

Si en aparté les chefs d'États européens n'ont pas hésité à critiquer le

Premier ministre social-démocrate suédois Göran Persson (les téléspectateurs ont pu voir — indiscretion volontaire ? — le président français Jacques Chirac lui lancer « *C'est très dangereux, vous auriez pu tuer des gens* »), le discours officiellement adopté est tout autre : Pour Blair « *il est important que nous ne céditions pas un pouce à ces gens* » ; Jospin lui emboîte le pas, arguant qu'il faut « *faire face avec une absolue détermination* » ; enfin Otto Schilly et Daniel Vaillant, respectivement ministres de l'Intérieur allemand et français, sociaux-démocrates tous les deux, réunis le 17 juin à Berlin, somment l'Union européenne d'adopter « *une attitude commune et dure contre cette nouvelle forme de criminalité extrémiste qui franchit les frontières* ».

Tout en notant que « *l'exaspération de certains milieux militants et de couches sociales (...) est réelle* », Christophe Aguitton, au nom d'ATTAC, a rappelé : « *Nous sommes en faveur des manifestations non-violentes. Nous ne participons pas et ne participerons en aucun cas à des actes d'une nature violente. Mais rien ne justifie l'usage des armes à feu qui ont été utilisées en Suède* » (4).

Certaines organisations ou réseaux, présents dans le mouvement contre la mondialisation capitaliste, tels les autonomes allemands, tentent de surfer sur l'exaspération croissante de la jeunesse radicalisée, qui voit son futur oblitéré par la mainmise des multinationales sur les biens communs de la planète. Ces organisations, peu intéressées par l'extension et la massification du mouvement, (suite de l'article au verso, en page 59)



1. Parti socialiste (Socialistiska Partiet) est la section suédoise de la IV^e Internationale (en Suède la social-démocratie se prénomme... social-démocratie et le terme "socialiste" est associé au projet socialiste).

2. Cité dans "Sue-Crónica detallada de los sucedido en la ciudad de Gotemburgo durante las manifestaciones en contra de la Cumbre Europea", Equipo Nizkor, <nizkor@derechos.org>, 17 juin 2001.

3. *Internationalen* du 19 juin 2001.

4. Interview à *Libération* du 18 juin 2001.